

WEATHERING RISK

# Aux origines de la paix:

Comprendre les  
enjeux de sécurité  
climatique en Haïti et  
comment y faire face

Beatrice Mosello  
Lucas Destrijcker  
Spencer Adrian McMurray

Octobre 2023

adelphi 



 **GSCH**  
Groupe Sécurité Climatique Haïti

**UN**   
environment  
programme



# Mentions légales

## Publié par

adelphi research gemeinnützige GmbH  
Alt-Moabit 91, 10559 Berlin  
+49 (030) 8900068-0  
office@adelphi.de  
<https://www.adelphi.de/en>

## Auteurs

Beatrice Mosello (adelphi)  
Lucas Destrijcker (adelphi)  
Spencer Adrian McMurray (adelphi)

## Licence

Pour les textes de cette publication, les éditeurs accordent une licence selon les termes de Creative Commons Attribution-NoDerivatives 4.0 International. Vous pouvez reproduire et partager le matériel sous licence si vous citez adelphi comme suit : « © adelphi CC-BY ND 4.0 ». Les photographies et les graphiques ne sont pas couverts par cette licence. En cas de doute, veuillez contacter adelphi avant de réutiliser le matériel.

© adelphi, 2023

## Mise en page

Nina Schmelzer (adelphi)

## Image de couverture

© Inga Israel

## Clause de non-responsabilité

*Cette étude est le résultat de vastes consultations avec toutes les sphères de la société haïtienne, dans le but de produire une analyse et de construire un plaidoyer commun pour répondre aux questions liant le climat et la sécurité. De ce fait, l'analyse spécifique, les perspectives et/ou les exclusions reflétées dans ce rapport, y compris en ce qui concerne les questions socio-politiques en Haïti, peuvent ne pas refléter les opinions individuelles des organisations membres du Groupe sur la sécurité climatique et ne constituent pas une approbation.*

## Contact

Beatrice Mosello - [mosello@adelphi.de](mailto:mosello@adelphi.de)

## Date

Octobre 2023

## Remerciements

*Cette étude a été élaborée en étroite collaboration et consultation avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Ministère de l'environnement d'Haïti, et le Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti, une coalition réunissant de plus de 60 agences des Nations Unies, institutions haïtiennes, organisations et ONG internationales, et organisations de la société civile haïtienne (liste en annexe 1).*

*L'étude a été préparée par Dr Beatrice Mosello (auteur, adelphi), Lucas Destrijcker (auteur, adelphi) et Spencer Adrian McMurray (auteur, adelphi). Anastasia Steinlein (adelphi) et Jessica Hsu (chercheur indépendant) ont apporté des contributions substantielles, sans lesquelles ce rapport n'aurait pu être achevé. Le soutien éditorial et la coordination générale ont été assurés par Paule Juneau (PNUE), Paul Judex Edouarzin (PNUE), Fabien Monteils (PNUE), Dario Noel (PNUE), Dorine Jn-Paul (PNUD), Alexandra Steinkraus (adelphi) et Nina Schmelzer (adelphi). La mise en page a été assurée par Nina Schmelzer, et les citations par Mary Elizabeth Potts (adelphi).*

*Nous remercions tout particulièrement le PNUD, le PNUE, l'Organisation internationale pour les migrations, le Programme alimentaire mondial, le Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies en Haïti, l'ambassade de Suisse et Concern Worldwide Haïti pour le financement de cette étude. En outre, un immense merci à Concern Worldwide Haïti pour avoir facilité d'importantes consultations et discussions de groupe dans certaines des zones les plus difficiles d'accès de Port-au-Prince, à NDJ Construction pour avoir facilité les discussions de groupe menées dans le reste d'Haïti, et à toutes les personnes interrogées, anonymes ou non, dans le cadre de ce rapport pour leurs riches connaissances et le temps qu'elles ont consacré à l'étude (voir annexe 2).*



## Table of Contents

<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>LISTE DES ACRONYMES.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION ET METHODOLOGIE.....</b>	<b>9</b>
POURQUOI CETTE ETUDE?	9
METHODOLOGIE	10
APERÇU DE L'ETUDE	11
<b>CONTEXTE ET TRENDENCES EN HAÏTI.....</b>	<b>12</b>
PERSONNE N'EST À L'ABRI	12
TROUBLES POLITIQUES EN HAÏTI	14
UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE EN COURS	18
UNE ECONOMIE EN PERIL	20
QUITTER HAÏTI	22
UNE VIE A LA MARGE	25
<b>CLIMAT ET ENVIRONNEMENT EN HAÏTI.....</b>	<b>27</b>
L'ENVIRONNEMENT EN HAÏTI	27
TENDANCES ET PROJECTIONS CLIMATIQUES	32
<b>LES TRAJECTOIRES DU CLIMAT ET DE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI.....</b>	<b>38</b>
LES CATASTROPHES CAUSÉES PAR DES ALÉAS NATURELS AGGRAVENT LES DÉFICITS DE GOUVERNANCE	39
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUSSE LES POPULATIONS À ADOPTER DES PRATIQUES D'ADAPTATION NÉFASTES	43
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE NUIT À LA COHÉSION SOCIALE	49
LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ACCROÎT LA VULNÉRABILITÉ DES JEUNES D'HAÏTI	52
INSTITUTIONAL FRAGILITY AND VIOLENCE UNDERMINE CLIMATE ACTION AND FINANCE OPPORTUNITIES	54
<b>RÉPONSES AUX DÉFIS DE LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE.....</b>	<b>61</b>
RÉPONSES INSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES	61
RÉPONSES INTERNATIONALES	63
RÉPONSES LOCALES	65
<b>QUE FAIRE ENSUITE ? RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>76</b>
ÉLABORER UNE VISION DE HAUT NIVEAU GRÂCE À UN DIALOGUE MULTISECTORIEL	77
DÉCENTRALISER LES RÉPONSES ET RESPONSABILISER LES COMMUNAUTÉS LOCALES	78
RECONSTRUIRE LE LIEN ENTRE LES HABITANTS D'HAÏTI ET LEUR ENVIRONNEMENT NATUREL	80
ACCROÎTRE ET CIBLER LES FINANCEMENTS POUR RELEVER LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE	82
<b>REFERENCES.....</b>	<b>85</b>
<b>ANNEXE 1 : GROUPE SUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE EN HAÏTI – LISTE DES MEMBRES.....</b>	<b>99</b>
<b>ANNEXE 2 : LISTE DES ENTRETIENS .....</b>	<b>101</b>

## Résumé

Le fait que le changement climatique et la dégradation de l'environnement, combinés à des vulnérabilités contextuelles préexistantes, contribuent à la violence, à l'instabilité et aux conflits est aujourd'hui rarement contesté, et tragiquement visible dans de nombreux endroits du monde. L'un de ces endroits est Haïti. Haïti, l'un des pays les plus pauvres de la région Amérique latine et Caraïbes, est confronté à des risques importants liés au changement climatique, notamment la hausse des températures, la diminution des précipitations, l'augmentation des journées chaudes, l'intensification des ouragans et l'élévation du niveau de la mer qui menace d'aggraver l'érosion côtière et les inondations. Ces risques devraient tous s'intensifier au cours des 30 prochaines années.

Haïti se caractérise déjà par une grave dégradation de l'environnement, résultant d'une mauvaise gestion des ressources naturelles et d'une surexploitation qui trouve son origine dans le passé colonial du pays et qui continue encore aujourd'hui. De plus, Haïti est au cœur d'une profonde crise sécuritaire, politique, économique et humanitaire. Des gangs armés contrôlent la majeure partie de la capitale, Port-au-Prince, ainsi que les routes principales et d'autres infrastructures à travers le pays, utilisant des tactiques violentes contre la population, y compris le viol et la violence sexuelle et fondée sur le genre, pour affirmer leur autorité. L'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 a plongé le pays dans un chaos politique encore plus marqué, empêchant la prise de mesures indispensables pour faire face à cet épisode violent, le plus extrême qu'Haïti n'ait jamais connu. Dans le même temps, l'économie haïtienne est en chute libre, mise à mal par une série de catastrophes causées par des aléas naturels et par la dépréciation de la monnaie nationale, la gourde. En conséquence, près de la moitié de la population haïtienne a actuellement besoin d'aide humanitaire, environ 165 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, une épidémie de choléra bat son plein et l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux sans précédent.

Les liens entre la dégradation de l'environnement, la paix et la sécurité ne sont pas nouveaux pour Haïti. Les observateurs experts ont signalé à plusieurs reprises que la crise écologique d'Haïti était une « bombe à retardement » à laquelle il fallait s'attaquer pour prévenir l'instabilité. Avec les effets du changement climatique, les tendances existantes en matière de vulnérabilité et de résilience dans les zones rurales et urbaines d'Haïti s'aggraveront, et de nouvelles dynamiques conflictuelles et de nouveaux schémas de mobilité pourraient émerger. Par conséquent, si les décideurs politiques veulent non seulement atténuer les pires effets du changement climatique, mais aussi réduire l'insécurité croissante que le changement climatique alimente, il est essentiel d'examiner comment le changement climatique interagit et converge avec d'autres tendances en Haïti.

À cette fin, le Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti a été constitué en 2022, initiant une approche collaborative pour produire une étude introductive sur la sécurité climatique en Haïti. Réalisée par les chercheurs d'Adelphi en étroite collaboration avec le Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti, l'étude décrit l'état de l'environnement et du changement climatique dans le pays. En particulier, l'étude examine les tendances passées, actuelles et futures, et explore la façon dont ces tendances interagissent avec les moteurs préexistants de l'insécurité (comprise selon une approche holistique et centrée sur les personnes de la sécurité humaine).

En utilisant une méthodologie multidisciplinaire, contextualisée, locale et intersectionnelle, cette étude a identifié cinq trajectoires interdépendantes par lesquelles les impacts du changement climatique aggravent l'insécurité en Haïti, affectant les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance, les relations communautaires et la cohésion sociale, qui à leur tour contribuent à la violence et aux conflits.

### Ces cinq trajectoires sont les suivantes :

1. Les aléas naturels induits par le climat provoquent des catastrophes qui non seulement menacent directement la survie des habitants d'Haïti, mais exacerbent également les problèmes de gouvernance préexistants, qui entravent les efforts de réponse et de prévention dans l'immédiat et à long terme.
2. Les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement poussent les populations à adopter des pratiques d'adaptation néfastes qui constituent des crimes contre l'environnement et exacerbent la compétition pour les ressources naturelles.
3. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont des facteurs de migration interne et externe ; comme les gens quittent de plus en plus leur communauté et leur famille, les mécanismes de survie fondés sur la cohésion sociale et l'entraide sont érodés.
4. Les pressions climatiques et environnementales mettent en péril les moyens de subsistance et les systèmes de protection, en particulier pour les jeunes et les enfants, les exposant à la violence, à l'exploitation et aux abus.
5. La fragilité institutionnelle et la violence généralisée en Haïti intensifient les risques climatiques et environnementaux, ce qui compromet la mise en œuvre d'une action climatique efficace et l'accès du pays à des opportunités cruciales de financement climatique.

En s'appuyant sur ces trajectoires de risques liées à la sécurité climatique, le rapport présente certaines des réponses qui ont été mises en place jusqu'à présent pour faire face aux impacts climatiques et aux dynamiques de l'insécurité qui y sont liées en Haïti, ainsi que les leçons qui en ont été tirées. Le rapport montre qu'au cours des dernières années, plusieurs tentatives ont été faites pour faire face aux impacts du changement climatique, principalement en soutenant des actions d'adaptation, ainsi qu'à travers des interventions de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Ces efforts ont été surtout entrepris par des organisations et des associations communautaires, ainsi que par des organisations non gouvernementales haïtiennes et internationales et les agences des Nations Unies. Au niveau gouvernemental, des stratégies et des plans d'une importance cruciale pour l'adaptation au changement climatique dans divers secteurs ont été publiés, bien que leur mise en œuvre accuse des retards. Cependant, parmi tous les acteurs, il y a une reconnaissance limitée et encore moins d'action pour remédier aux liens entre les impacts du changement climatique, la dégradation de l'environnement, la violence et l'insécurité.

La situation actuelle est insupportable pour les habitants d'Haïti. S'il est certain que « quelque chose » doit être fait, il n'y a pas de consensus sur ce que ce « quelque chose » devrait impliquer et qui devrait être aux commandes. Sans une approche totalement nouvelle pour faire face aux impacts des défis climatiques et environnementaux sur le pays et ses habitants, Haïti est condamné à sombrer dans un chaos encore plus prononcé, les dynamiques actuelles d'exclusion, de pauvreté et de désespoir se détériorant tragiquement. En d'autres termes, pour relever les défis complexes et multidimensionnels (climatiques et environnementaux, sécuritaires, politiques, économiques et humanitaires) auxquels Haïti est confronté, il faudra adopter une nouvelle façon de voir les choses : **une nouvelle approche axée explicitement sur le climat et la consolidation de la paix, avec l'inclusion au cœur de la démarche.**

Pour concrétiser cette approche, la présente étude recommande quatre domaines d'action prioritaires :

- 1. Construire une vision de haut niveau par le biais d'un dialogue multisectoriel** qui place la sécurité climatique, la protection et la restauration de l'environnement au centre de la prise de décisions économiques, politiques et sociales. Cette vision devrait s'accompagner d'une stratégie établissant un plan de distribution des ressources pour les 10 à 15 prochaines années et donnant la priorité aux préoccupations environnementales et climatiques, ainsi qu'aux besoins sociaux et économiques plus larges des communautés rurales et urbaines d'Haïti. La conception et la mise en œuvre d'une telle stratégie devraient refléter les priorités et les valeurs de tous les habitants d'Haïti et tirer parti des possibilités de coopération avec les partenaires régionaux et internationaux.
- 2. Décentraliser les réponses et responsabiliser les communautés locales** pour s'assurer que les réponses aux multiples crises auxquelles Haïti est confronté proviennent des Haïtiens eux-mêmes. Les donateurs et les responsables de la mise en œuvre internationaux devraient travailler plus explicitement avec les Haïtiens pour concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer des approches intégrées qui répondent aux défis de la sécurité climatique. Les Haïtiens devraient être considérés comme des détenteurs de droits plutôt que comme des bénéficiaires passifs de charité, et des mécanismes clairs de recours et de responsabilité devraient être intégrés dans tous les programmes.
- 3. Reconstruire le lien entre les habitants d'Haïti et leur environnement naturel** comme point d'entrée pour s'attaquer aux dynamiques plus larges de l'insécurité et de la violence. Cela devrait se faire par le biais de réponses communautaires à la gestion et à la durabilité de l'environnement qui s'appuient sur des solutions fondées sur la nature, notamment des approches agroécologiques, des projets de boisement, des pratiques durables de production de charbon de bois, la protection des ressources marines, la gestion efficace de l'eau et la création d'emplois verts. Ces initiatives devraient mettre l'accent sur l'inclusion, le renforcement des capacités et l'autonomisation afin de mieux intégrer les femmes haïtiennes, les jeunes et les autres groupes marginalisés.
- 4. Augmenter et cibler les financements pour relever les défis de la sécurité climatique**, en exigeant des donateurs multilatéraux et bilatéraux qu'ils demandent des propositions de projets qui offrent des avantages en matière de climat et de sécurité, et qu'ils veillent à ce que les projets s'appuient sur une analyse sensible aux conflits et au climat, qu'ils soient menés au niveau local et qu'ils incluent un éventail diversifié de parties prenantes. Une meilleure coordination entre et au sein des donateurs est nécessaire pour éviter la duplication des efforts et la dispersion des fonds. En outre, des mécanismes de contingence sont nécessaires pour garantir la flexibilité et l'adaptabilité requises face à une détérioration des conditions de sécurité et des problèmes de gouvernance.

## Liste des acronymes

ALC	Amérique latine et Caraïbes
APD	Aide publique au développement
BINUH	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
CASEC	Conseil d'administration de la section communale
CCPC	Comités communaux de protection civile
ENSO	El Niño - Oscillation australe
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GRC	Gestion des risques de catastrophe
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDE	Investissement direct étranger
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
MARNDR	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
MDE	Ministère de l'environnement
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MSF	Médecins Sans Frontières
MSS	Mission multinationale de soutien à la sécurité
MTPTC	Ministère des travaux publics, transports et communications
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation Internationale du travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PDL	Partenariat pour le développement Local
PIB	Produit intérieur brut
PIK	Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat
PNA	Plan national d'adaptation
PNCC	Politique nationale de lutte contre les changements climatiques
PNH	Police nationale d'Haïti
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSDH	Plan stratégique de développement d'Haïti
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SAP	Systèmes d'alerte précoce
SNGRD	Système national de gestion des risques et des désastres
SOKIJA	Société culturelle des jeunes haïtiens
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
USD	Dollar américain



# Introduction et méthodologie

## Pourquoi cette étude ?

Haïti est le pays le plus vulnérable au changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes.<sup>1</sup> Le pays est aujourd'hui déjà exposé à des risques importants liés au changement climatique, comme la hausse des températures, la diminution des précipitations, l'augmentation des journées chaudes, l'intensification des ouragans et l'élévation du niveau de la mer qui menace d'aggraver l'érosion côtière et les inondations. Il est prévu que tous ces risques s'intensifient au cours des 30 prochaines années (World Bank 2021).

De plus, les effets du changement climatique en Haïti s'ajoutent à une grave dégradation de l'environnement et aux catastrophes naturelles, telles que les tremblements de terre tragiquement récurrents sur l'île. Ces impacts exacerbent sévèrement la profonde crise politique et les divisions sociales qui caractérisent le pays depuis plusieurs décennies, héritage du passé de Haïti marqué par l'esclavage et le colonialisme (et les politiques néocoloniales ultérieures), et qui continuent d'alimenter la violence et les violations des droits de l'homme jusqu'à ce jour.

Au fil des années, les tentatives de mettre en place des changements transformateurs, y compris par des interventions internationales, ont eu un impact très limité sur la stabilité d'Haïti. Certaines de ces tentatives ont même causé des griefs supplémentaires pour certains segments de la société haïtienne et menant, dans certains cas, à une résistance ouverte et violente à l'encontre des acteurs étatiques et internationaux. Aujourd'hui, Haïti est confronté à un effondrement économique, politique et sécuritaire. Pour les Haïtiens, et en particulier pour les plus vulnérables et les plus marginalisés, l'accès à la nourriture, à l'eau potable, aux services d'assainissement, à l'éducation de base, à un logement décent et à l'emploi est devenu une lutte quotidienne.

Les liens entre la dégradation de l'environnement, la paix et la sécurité ne sont pas nouveaux pour Haïti. Les observateurs ont signalé à plusieurs reprises que la crise écologique d'Haïti était une « bombe à retardement » qui devait être traitée pour éviter l'instabilité (ICG 2009). Avec les effets du changement climatique, les tendances existantes concernant la vulnérabilité et la résilience dans les zones rurales et urbaines d'Haïti s'aggraveront, et de nouvelles dynamiques conflictuelles et de nouveaux schémas de mobilité pourraient émerger.

Afin de permettre aux décideurs politiques d'atténuer les pires impacts du changement climatique et l'insécurité croissante qui en découle, il est essentiel d'analyser comment le changement climatique interagit et converge avec les autres dynamiques présentes en Haïti. En d'autres termes, une meilleure compréhension des liens entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement, l'insécurité et la violence est nécessaire pour envisager des solutions susceptibles de permettre au pays et sa population de sortir de la crise actuelle et de se diriger vers le développement durable et la paix.

À cette fin, à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et du Ministère de l'environnement d'Haïti, le Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti a été constitué en 2022. Le Groupe de travail comprend plus de plus de 90 agences des Nations Unies, organisations internationales, institutions gouvernementales haïtiennes et organisations de la société civile (voir la liste complète en annexe 1). La formation du Groupe de travail a lancé une approche collaborative visant à produire une étude introductive sur la sécurité climatique en Haïti. Durant cette première phase, l'étude a pour objectif de sensibiliser et d'accélérer l'adaptation aux impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement dans les différentes dimensions de la sécurité, tout en renforçant la résilience et en assurant la transition du pays vers un développement durable.

---

<sup>1</sup> En 2020, Haïti était classé comme le 33ème pays le plus vulnérable et à la 184ème place en termes de préparation, soit un classement général à la 168ème, le plus bas parmi les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ND-GAIN 2023).

## Méthodologie

Le rapport présente les résultats d'une évaluation des risques de sécurité climatique à plusieurs niveaux, menée par les chercheurs d'adelphi, en étroite collaboration avec les membres du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti. Trois questions principales ont guidé l'évaluation :

1. De quelle manière et dans quelles circonstances le changement climatique affectera-t-il la paix et la sécurité en Haïti ?
2. Quelles actions concrètes peuvent être amplifiées ou identifiées pour prévenir et réduire les risques sécuritaires liés au climat ?
3. Quelles sont les capacités et les ressources disponibles ou nécessaires pour mettre en œuvre ces actions ?

La méthodologie Weathering Risk (Rüttinger et al. 2021), qui combine une analyse des impacts climatiques avec une analyse approfondie et contextualisée des risques sécuritaires liés au climat, a été mobilisée pour répondre à ces questions. Les chercheurs ont adopté une approche intersectionnelle, sensible au genre, à l'âge, au statut socio-économique et aux conflits, afin de s'assurer que les risques différentiels et les opportunités de renforcement de la résilience auxquels font face les différents membres de la société étaient pris en compte.

Le cadre d'analyse appliqué est basé sur le concept de **sécurité humaine**, qui est axé sur l'être humain, et comprend la sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique (UNDP 2006), par opposition à la sécurité définie de manière étroite dans le cadre politico-militaire du conflit.<sup>2</sup> **Les risques sécuritaires liés au climat** sont donc définis comme les risques qui sont le résultat d'un ou de plusieurs facteurs de stress climatique, qui ont des impacts directs et/ou indirects sur la sécurité humaine et mettent à l'épreuve la paix et la stabilité des Etats et des sociétés (Rüttinger et al. 2021). Il s'agit de risques systémiques qui émergent à la suite d'interactions complexes entre le changement climatique et divers facteurs sociaux, économiques, environnementaux, démographiques et politiques et qui sont regroupés et décrits sous forme de **trajectoires d'impact** spécifiques. Il est à noter que cette approche cherche à identifier non seulement les risques, mais aussi les dimensions de la résilience au sein de différents groupes et communautés.

L'analyse des trajectoires d'impact et des dimensions de la résilience a été enrichie par des entretiens semi-structurés avec des représentants de la société civile haïtienne, d'organisations non gouvernementales haïtiennes et internationales), d'agences des Nations Unies, des représentants de l'Etat et des chercheurs. Des entretiens additionnels ont également été menés avec des individus de différents milieux (défenseurs de l'environnement, activistes pour la paix, agronomes, vendeurs sur les marchés et étudiants) et de divers quartiers de Port-au-Prince, particulièrement les plus touchés par la violence des gangs. Au total, 31 entretiens ont été menés, la plupart à distance et une partie en personne.<sup>3</sup> En outre, 11 discussions de groupe ont été menées avec des personnes travaillant dans l'agriculture, la pêche et le commerce, ainsi qu'avec des leaders communautaires et des organisations de la société civile dans les départements Sud, Grand'Anse, Nord, Nord-Est et Nippes. Une autre

---

<sup>2</sup> Le cadre s'appuie sur la définition de l'OCDE de l'instabilité et de la fragilité, à savoir "la combinaison de l'exposition au risque et de la capacité insuffisante de l'État, du système et/ou des communautés à gérer, absorber et atténuer ces risques" (Desai et Forsberg 2020). L'instabilité politique, la criminalité (organisée), la violence urbaine, le terrorisme et les conflits violents sont autant de manifestations de l'insécurité et sont toutes couvertes par le cadre.

<sup>3</sup> En raison des difficultés d'accès à certaines zones dues à l'insécurité et à la présence des gangs, l'équipe de recherche a mené la plupart des entretiens à distance (par exemple via WhatsApp, Zoom ou Teams). Les entretiens ont été menés par l'équipe de recherche, avec le soutien d'un consultant basé en Haïti pour les entretiens à Port-au-Prince.

discussion de groupe a été menée avec des jeunes vulnérables de Cité Soleil.<sup>4</sup> Une liste complète des entretiens et des discussions de groupe est présentée à l'annexe 2.

Les personnes interrogées étaient des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des migrants. Les entretiens se sont déroulés en anglais, en français et en kreyol haïtien. Le texte fait référence à des entretiens spécifiques lorsque cela est possible, mais dans certains cas la source n'est pas précisée pour des raisons de confidentialité et de sécurité. Des recherches documentaires supplémentaires et des discussions avec le Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti ont été menées pour compléter et valider les informations recueillies lors des entretiens et des discussions de groupe.

Le présent rapport s'appuie également sur une analyse historique et des projections futures concernant les impacts du changement climatique en Haïti établies par des chercheurs de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat (PIK). Ces analyses et projections sont basées sur la méthodologie et les produits développés dans le cadre du projet AGRICA du PIK, qui fournit des informations explicites au niveau régional sur les changements climatiques actuels et futurs et sur les impacts sectoriels en fonction de différents scénarios de changement climatique. Les données et analyses sous-jacentes sont basées sur le projet de comparaison des modèles d'impact intersectoriels du PIK (Frieler et al. 2017).

Les limites de l'étude incluent des difficultés liées à la sécurité et l'accès, qui ont limité les lieux de recherche en Haïti. De ce fait, tous les départements n'ont pas pu être couverts durant la recherche. A cette limitation vient s'ajouter la courte période allouée pour accomplir l'étude. Cependant, l'équipe de recherche s'est efforcée d'assurer une couverture géographique aussi complète que possible et d'inclure des zones rurales et urbaines autant que faire se peut. De plus, malgré un effort délibéré pour assurer l'équilibre entre les genres parmi les participants aux discussions de groupe et aux entretiens avec les experts clés, des contraintes structurelles ont parfois rendu cela difficile. Enfin, les données d'observation climatiques et environnementales n'étaient que partiellement disponibles. Cela est dû au nombre réduit de stations météorologiques en Haïti, ce qui limite le volume de données d'observation incluses dans les données maillées existantes.

## Aperçu de l'étude

Après avoir donné un aperçu du contexte en Haïti et des principales dynamiques politiques et socio-économiques, ce rapport décrit la situation dans le domaine de l'environnement et du changement climatique en Haïti, examinant les tendances passées, actuelles et futures. Sur la base de cet arrière-plan, le rapport décrit ensuite cinq trajectoires clés en matière de sécurité climatique qui ressortent des entretiens et des consultations menés en Haïti, ainsi que de la littérature existante. Le rapport présente ensuite certaines des réponses mises en place à ce jour pour faire face aux impacts climatiques et aux dynamiques de l'insécurité dans le pays, ainsi que les enseignements qui en ont été tirés. En conclusion, un ensemble de recommandations souligne les priorités clés pour faire émerger une nouvelle approche parmi les donateurs internationaux, les ONG, les agences de l'ONU, le gouvernement haïtien, la société civile et la sphère académique. Ces recommandations ont pour but de trouver réponse aux liens entre le climat et l'insécurité, afin que le pays sorte de l'état actuel de crise constante et prenne la voie du développement durable et de la paix.

---

<sup>4</sup> Les discussions de groupe ont été réalisées par NLD Construction, une ONG haïtienne, en partenariat avec l'UNEP dans les municipalités suivantes : Port Salut, Fonds des Blancs, Puits Sales (Sud) ; Gommiers, Leon, BonBon (Grand'Anse) ; Limonade (Nord) ; Terriers Rouge, Trou-du-Nord (Nord-Est) ; et Nippes. La discussion de groupe à Cité Soleil a été menée par Concern Worldwide Haiti.

## Contexte et tendances en Haïti

Ce chapitre donne un aperçu du contexte politique, socioéconomique et de sécurité en Haïti. Le but n'est pas de dresser un état des lieux exhaustif, mais de fournir des éléments de contexte suffisants pour situer les résultats présentés ensuite. Le chapitre commence par décrire la situation de crise multidimensionnelle et complexe à laquelle Haïti est actuellement confronté, y compris l'insécurité et la violence causées par les gangs, l'instabilité politique persistante et les conditions humanitaires tragiques que les Haïtiens doivent endurer jour après jour. Le chapitre décrit ensuite d'autres tendances en cours dans le pays, notamment la précarité économique, les migrations et les déplacements, les changements démographiques, les modes d'exclusion sociale et la discrimination fondée sur le genre.

**« Lorsque je suis revenu ici en 2011, j'ai dit qu'il y aurait un jour une guerre civile. Le pays est trop divisé, et la disparité entre les riches et les pauvres est trop importante. » - Expert haïtien en sécurité, interrogé dans le cadre de cette étude.**

### Personne n'est à l'abri

Les Haïtiens traversent une crise sécuritaire. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, le pays est aux prises avec la flambée de violence la plus extrême de son histoire. Aujourd'hui, Haïti compte environ 200 gangs, comprenant chacun entre 300 et 500 membres, sans compter les collaborateurs.<sup>5</sup> Plus de la moitié de ces gangs opèrent dans la capitale Port-au-Prince, où ils contrôlent environ 80 % du territoire, y compris des zones considérées comme sûres par le passé comme Kenscoff et Pétion Ville (ICG 2022 ; Global Initiative 2022). D'autres parties du pays, comme le département de l'Artibonite, sont aussi dorénavant touchées par la violence des gangs (BINUH et OHCHR 2023a). Dans l'ensemble, les gangs seraient aujourd'hui présents dans 63 communes, y compris des communes stratégiques à des fins électorales, économiques, de trafic de drogue et de contrebande (Global Initiative 2022). Jusqu'à une date récente, les gangs en Haïti étaient rarement plus que de petits groupes locaux. Cependant, vers le milieu de l'année 2020, ils ont commencé à se regrouper en structures plus importantes par le biais d'alliances formelles et informelles. Actuellement, les deux principales alliances de gangs sont G9 *an Fanmi e Alye*, dirigée par l'ancien officier de police notoire Jimmy « Barbecue » Chérizier, et GPèp, dirigée par Gabriel Jean Pierre, connu sous le nom de Ti Gabriel (Global Initiative 2022 ; Felbab-Brown 2023). Ces deux alliances de gangs s'affrontent régulièrement dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince, provoquant des épisodes violents sans précédent.

La violence liée aux gangs en Haïti n'est pas un phénomène nouveau. Le déploiement de groupes armés est une composante essentielle de la scène politique haïtienne depuis les années 1950, lorsque le président de l'époque, François Duvalier, avait créé une milice personnelle, les *Tontons Macoutes*, pour réprimer les opposants au régime. Dans les années 1980, les gouvernements de Haïti toléraient et/ou utilisaient les gangs, qui opéraient alors principalement dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, à leurs propres fins politiques, y compris pour influencer le résultat des élections par la corruption et l'intimidation et pour perturber l'opposition en fomentant des manifestations et en détruisant les bureaux de vote dans les districts où leurs candidats étaient donnés perdants (Global Initiative 2022). Après le tremblement de terre de 2010, de nombreux groupes d'autodéfense ont été supplantés par des gangs plus jeunes, moins motivés politiquement et plus enclins à lancer des raids sur les territoires d'autres gangs dans une lutte pour le territoire, bien que les liens politiques restent

---

<sup>5</sup> Bien qu'aucune donnée exacte ne soit disponible, et que les auteurs comprennent que les chiffres cités ici sont contestés par certains segments de la société civile haïtienne et des organisations de défense des droits de l'homme.

importants dans certains cas de figure.<sup>6</sup> Ce sont ces groupes peu organisés, composés en grande partie de jeunes issus de quartiers pauvres (certains ayant été recrutés de force), qui sont devenus les gangs bien établis que nous connaissons aujourd'hui (Global Initiative 2022).

L'expansion et la consolidation des gangs ont été facilitées par le soutien et la complicité de certains segments au sein de l'élite politique et économique d'Haïti. Cela étant avéré, les Nations Unies ont imposé une série de sanctions à l'égard d'individus impliqués dans le crime organisé et leurs financeurs. Les États-Unis et le Canada leur ont emboîté le pas, sanctionnant des hommes politiques et des hommes d'affaires haïtiens actifs aujourd'hui ou par le passé, pour financement de gangs, corruption, trafic de drogue et blanchiment d'argent (Shuldiner 2022 ; Shuldiner et Dalby 2023). Dans le même temps, la réponse sécuritaire interne à la violence des gangs est inadéquate face à l'ampleur du problème. L'armée haïtienne, dissoute au milieu des années 1990 pour avoir interféré dans la vie politique du pays, se reconstitue lentement. Cependant, à l'heure actuelle, elle ne compte que 500 membres (UNODC 2023).<sup>7</sup> Malgré des années de financement et de formation internationaux, la Police nationale d'Haïti (PNH)<sup>8</sup>, forte de 9 000 officiers de police en service, n'a pas réussi à faire face aux gangs, qui sont bien mieux équipés, payés et organisés (UNODC 2023 ; Felbab-Brown 2023). Entre juillet 2021 (lorsque le Premier Ministre Ariel Henry est entré en fonction) et janvier 2022, au moins 78 policiers ont été tués par des gangs (RNDDH 2023).<sup>9</sup> Dans le même temps, plusieurs commandants de la PNH sont depuis des années de connivence avec divers gangs pour collecter des revenus et promouvoir les objectifs politiques de leurs supérieurs (ICG 2022 ; Felbab-Brown 2023).

Dans ce contexte d'impunité, et grâce à l'amélioration des structures organisationnelles et de l'accès aux armes des gangs, leur main-mise est montée en flèche (Felbab-Brown 2023). La domination des gangs sur des tronçons de routes clés<sup>10</sup> a perturbé les chaînes d'approvisionnement et augmenté les coûts de transport des marchandises, faisant grimper les prix des denrées alimentaires et épuisant les réserves des magasins en produits de base (Da Rin 2023). Les gangs dominent également le quartier commercial de Port-au-Prince et la zone industrielle, en particulier les entrepôts et les usines le long de la route menant à l'aéroport international Toussaint Louverture, où ils prélèvent des taxes auprès des commerçants et sollicitent des fonds auprès des entreprises privées en échange de leur protection (Global Initiative 2022). Les gangs ont bloqué le principal terminal pétrolier d'Haïti à deux reprises, créant des pénuries de carburant qui ont forcé les hôpitaux à réduire leurs services, les stations-service à fermer et les banques et les épiceries à restreindre leurs heures d'ouverture (Al Jazeera 2022).

En outre, les tactiques des gangs ont changé, avec une évolution vers des modes opératoires plus prédateurs (FEWS-NET 2022 ; ICG 2022). Depuis le début de l'année 2023, 1634 personnes ont été tuées, blessées ou enlevées lors d'incidents liés aux gangs, les hommes représentant 80 % des victimes, les femmes 17 % et les enfants 3 % (BINUH et OHCHR 2023b). Vingt massacres ont été documentés au cours des cinq dernières années, perpétrés par des gangs dans des quartiers pauvres de la capitale, tels que La Saline, Bel-Air, Cité Soleil et Source Matelas ; aucune poursuite n'a été engagée à la suite de ces meurtres (Harvard Law School 2021 ; Haïti Libre 2022). Environ 400 cas d'enlèvement ont été documentés au cours des trois premiers mois de 2023, une hausse de 72 % par rapport à 2022 (CARDH 2023). En octobre 2022, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et le Haut-Commissariat

---

<sup>6</sup> Par exemple, des groupes de défense des droits de l'homme en Haïti ont mentionné des liens entre le groupe G9 et le parti politique au pouvoir, le Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK), notamment dans le contexte des violences à La Saline (en novembre 2018), Bel-Air (en septembre 2019) et Cité Soleil (entre mai et juillet 2020) (Harvard Law School 2021).

<sup>7</sup> L'armée haïtienne a été dissoute en 1995 après avoir participé à de multiples coups d'État et avoir été accusée d'autres ingérences politiques. Les forces armées ont été rétablies par le président Jovenel Moïse en 2017, après que les Nations Unies ont mis fin à leur opération de maintien de la paix en Haïti.

<sup>8</sup> Fin 2022, les effectifs de la PNH étaient estimés à 14 161 personnes, bien que le BINUH ait estimé que ses effectifs opérationnels étaient plus proches de 13 000 et que moins de 9 000 étaient en service actif. La PNH a un ratio de 1,06 officier pour 1 000 habitants, bien en dessous des 2,2 pour 1 000 recommandés par les Nations Unies (UNODC 2023).

<sup>9</sup> Cette situation a provoqué des grèves pour protester contre les conditions de travail dangereuses et le manque perçu de soutien de la part du gouvernement (Taylor 2023 ; Shuldiner et Dalby 2023).

<sup>10</sup> Les routes principales sont sous le contrôle des gangs, y compris la route passant par Martissant et menant vers le sud du pays (reliant la capitale Port-au-Prince à des zones agricoles clés), celle allant à l'est vers la République dominicaine, et celle vers le nord, ainsi que les routes principales secondaires. Voir : Ellsworth 2022 ; Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine 2022.

des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont publié un rapport conjoint qui identifiait l'utilisation du viol, y compris du viol collectif, et d'autres formes de violence sexuelle par les gangs pour répandre la peur, punir, subjuguier et infliger des souffrances aux populations locales dans le but d'étendre leur influence à travers Port-au-Prince (BINUH et OHCHR 2022).

Les membres des gangs sont essentiellement des hommes, jeunes pour la plupart (entre 15 et 30 ans). Les enfants sont généralement utilisés dans des rôles secondaires, comme guetteurs et livreurs d'armes et de drogues, mais l'intensification des conflits au cours des dernières années se traduit par le recrutement d'enfants à peine âgés de 10 ans pour les combats de rue. De nombreux membres de gangs mineurs ont rejoint les groupes de leur plein gré, à la recherche d'un sentiment d'appartenance, de nourriture et d'un abri (Ford 2022). En effet, pour de nombreux jeunes, faire partie d'un gang est le seul moyen réel et perçu de sortir de la pauvreté, ainsi qu'un moyen de reprendre le contrôle de leur vie, d'obtenir un degré de respect social et la protection de leur famille (Global Initiative 2022). Certaines femmes ont aussi été recrutées de force ou ont rejoint les gangs pour se protéger ou avoir un travail, gagnant de l'argent en collectant des informations ou en cambriolant les domiciles. Des femmes ont également tenté de former leur propre gang ou de s'affilier à d'autres, mais souvent avec des conséquences fatales (DiPierro Obert 2022).<sup>11</sup>

**« La plupart des jeunes du quartier ne sont plus là. Il ne se passe pas un jour sans que quelqu'un soit tué ; ils doivent quitter le pays s'ils veulent survivre. » – Un activiste de Cité Soleil, interrogé dans le cadre de cette étude.**

## Troubles politiques en Haïti

En plus de (et en lien avec) la crise sécuritaire, Haïti est en pleine crise politique. Le flagrant assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse (toujours non résolu malgré de nombreuses arrestations) 12 à sa résidence en juillet 2021, suivi d'un tremblement de terre dévastateur survenu un mois plus tard, ont aggravé une crise pré-existante dont l'assassinat était un symptôme (Page 2022).<sup>13</sup> L'actuel Premier Ministre, Ariel Henry, qui a pris ses fonctions après l'assassinat de Jovenel Moïse avec le soutien du Core Group<sup>14</sup>, n'a pas reçu l'aval du Parlement. Depuis le 10 janvier 2023, date à laquelle le mandat des dix sénateurs haïtiens a expiré, aucun membre de la Chambre des Députés ou du Sénat n'a été élu. Aucune élection, y compris les élections locales pour les fonctions municipales, n'a été organisée dans le pays depuis 2017. Le système judiciaire haïtien fonctionne à peine, ce qui réduit plus encore l'accès à la justice pour les Haïtiens et aggrave l'impunité chronique.<sup>15</sup> Les troubles sociaux sont de plus en plus fréquents : par exemple, en septembre 2022, lorsque le Premier Ministre Henry a retiré les subventions au carburant, provoquant une flambée des prix des denrées alimentaires, des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes d'Haïti, de Port-au-Prince aux villes habituellement tranquilles comme Gonaïves dans le nord et Jérémie dans le sud-ouest, témoignant d'un mécontentement généralisé de la population à l'égard du gouvernement (Al Jazeera 2022 ; Méracourt et Coletta 2022).

<sup>11</sup> En avril 2022, 17 femmes qui se faisaient appeler Baz Koko Fè ou « Iron Pussy » et étaient affiliées à un gang appelé Chen Mechan, ou « Evil Dogs », auraient été violées et tuées par le gang 400 Mawozo, selon le Réseau national des droits de l'homme (DiPierro Obert 2022).

<sup>12</sup> En avril 2023, au moins 20 suspects étaient détenus par les États-Unis et plus de 40 suspects ont été arrêtés en Haïti. Voir par exemple : Al Jazeera (2023) ; Debusmann Jr (2023).

<sup>13</sup> La non-teneur des élections pour pourvoir les sièges vacants dans les deux chambres du Parlement haïtien en octobre 2019 a entraîné une crise politique et constitutionnelle et un glissement continu vers une gouvernance par décret présidentiel (Reuters 2020 ; ICG 2021).

<sup>14</sup> Le Core Group est une organisation intergouvernementale informelle impliquée dans les affaires politiques d'Haïti. Il est composé de représentants des Nations Unies, du Brésil, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Organisation des États américains.

<sup>15</sup> Seuls 3 des 12 juges de la Cour de cassation sont encore actifs, ce qui signifie que la plus haute juridiction du pays n'a pas le quorum nécessaire pour fonctionner. La nomination de nombreux nouveaux magistrats a été repoussée, ce qui ralentit le traitement des affaires et fragilise encore plus un système judiciaire déjà affaibli. De plus, certains avocats et acteurs judiciaires ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les nominations sont faites sur la base d'affiliations politiques, ce qui érode encore plus l'autonomie et l'indépendance de la justice (IJDH 2022).

En décembre 2022, pour sortir de l'impasse politique, le gouvernement a annoncé un plan de transition, l'Accord du 21 décembre<sup>16</sup>, prévoyant la tenue d'élections en février 2024, la création d'un Haut Conseil de la Transition intérimaire conseillé par la société civile, la réforme de la Cour de cassation et du Conseil électoral, et l'engagement d'un processus de réforme constitutionnelle (Security Council Report 2023). L'ONU a par la suite indiqué qu'une série de discussions multipartites entre signataires et non-signataires avait été lancée par le gouvernement, afin d'élaborer une feuille de route détaillée pour la transition (BINUH 2023). Cependant, de nombreux signataires de l'Accord du 21 décembre ont critiqué le texte pour différentes raisons, notamment la promesse non tenue d'un dialogue (IJDH 2023).<sup>17</sup> D'autre part, les membres du Groupe de l'Accord de Montana, une coalition d'ONG, de membres de la société civile et de figures politiques d'Haïti<sup>18</sup>, ont rejeté ce plan le jugeant illégitime et ont appelé à une « solution dirigée par les Haïtiens » comme étant la seule voie durable et convaincante pour sortir de la crise (Mohor 2023 ; Security Council Report 2023).

La crise politique en Haïti est également, et surtout, enracinée dans le passé du pays (voir encadré 1). Historiquement, Haïti a toujours eu une petite élite économique qui, plutôt que de soutenir l'État, a vécu à ses dépens, faisant de la corruption et de la contrebande ses modes de fonctionnement privilégiés. En conséquence, l'État n'a pu réaliser que des investissements très limités dans les infrastructures publiques de base, en particulier dans les zones rurales, et y compris dans la provision de services judiciaires, éducatifs et des soins de santé (Singh et al. 2015 ; Felbab-Brown 2023). Les chocs socio-économiques et politiques incessants qui affectent le pays depuis son indépendance ont également affaibli la capacité de l'État à orienter ses ressources vers des objectifs de développement à long terme, et ont rendu difficile la gestion efficace des différentes fluctuations dans les flux d'aide internationale (Cotton et al. 2023). En conséquence, les habitants d'Haïti, et en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, ont développé un sentiment de méfiance à l'égard de l'État et de ses institutions, qui continue d'être alimenté par des affaires de corruption, le scandale PetroCaribe de 2018 en étant l'exemple le plus récent et le plus médiatisé (Global Initiative 2022 ; ICG 2022).<sup>19</sup>

La méfiance des Haïtiens à l'égard de l'État va de pair avec leur méfiance à l'égard des puissances étrangères qui interviennent dans leurs affaires intérieures. Cette méfiance s'explique en grande partie par l'héritage colonial documenté d'Haïti, prolongé et tragique, ainsi que par les expériences plus récentes d'interventions étrangères (voir encadré 2). Des réparations prohibitives que le pays a dû payer à la France (voir encadré 1) aux décennies d'occupation américaine qui ont aggravé l'instabilité politique au lieu de l'atténuer, en passant par la conduite répréhensible plus récente de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), qui a déclenché l'une des épidémies de choléra les plus meurtrières de l'histoire récente du pays et qui est liée à des cas d'abus sexuels et d'autres violences à l'encontre de civils (Labrador et Roy 2022 ; Wisner 2019 ; Park 2019), l'opinion majoritaire en Haïti est que les interventions étrangères sont désastreuses (Bhatia 2022 ; Peralta 2022).

---

<sup>16</sup> Le 21 décembre 2022, le Premier Ministre Ariel Henry, ainsi que des représentants des partis politiques, des organisations de la société civile et du secteur privé, ont signé un document intitulé « Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes ». Ce document, publié dans le journal officiel d'Haïti *Le Moniteur* le 3 janvier 2023, décrit les étapes nécessaires à la tenue d'élections dans le pays. En particulier, il prévoit une période de transition de 14 mois qui comprendra des élections générales en 2023 et l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement élu le 7 février 2024. En outre, il prévoit la création d'un Haut Conseil de la Transition et d'un Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale, qui seront respectivement chargés de promouvoir un dialogue politique entre les différentes factions et d'assurer le bon fonctionnement des institutions publiques pendant la période de transition. En vertu de son article 3, les signataires du document ont exprimé leur soutien au déploiement immédiat d'une assistance internationale en matière de sécurité, comme l'a demandé le Premier Ministre Henry le 7 octobre 2022 (Security Council Report 2023).

<sup>17</sup> D'autres critiques ont porté sur le fait que l'accord n'était pas le fruit d'un consensus national et qu'il ne prévoyait pas de mécanisme de partage du pouvoir, ce qui permet au Premier Ministre Ariel Henry de rester au pouvoir au moins une année de plus. Voir le site de l'IJDH : IJDH 2023.

<sup>18</sup> En août 2021, après l'assassinat de Jovenel Moïse, une commission de 13 membres de la société civile, appelée le Groupe de l'Accord de Montana, s'est réunie pour répondre à la crise politique en cours dans le pays. L'Accord de Montana a recueilli le soutien de plus de 650 organisations et signataires individuels du pays, y compris des membres de la plupart des principaux partis politiques, les Eglises catholique et protestante, les organisations de femmes et de jeunes, les syndicats, les chambres de commerce, les groupes de défense des droits de l'homme, les médias et les élites économiques et sociales. Parmi ses principales dispositions, on trouve un appel à un gouvernement de transition pour prendre la relève du Premier Ministre Ariel Henry et organiser des élections (Page 2022).

<sup>19</sup> Dans le cadre de PetroCaribe, une alliance pétrolière stratégique signée avec le Venezuela en 2006, Haïti a pu importer du pétrole vénézuélien, mais en différer le paiement jusqu'à 25 ans, libérant ainsi des revenus pour développer l'économie et financer des programmes sociaux. Les représentants du gouvernement ont affirmé avoir financé 400 projets pour un total de 4 milliards USD, mais la population avait un point de vue tout différent. Et en effet, un audit réalisé en 2017 à la demande du Sénat a prouvé l'existence de pratiques corrompues au cours de trois administrations. En 2020, la Cour Supérieure des Comptes d'Haïti a publié un rapport affirmant que 2 milliards USD avaient été mal gérés entre 2008 et 2016 (Global Initiative 2022). À ce jour, ce scandale présumé n'a pas encore mené à une seule poursuite en justice.

Ce manque de confiance complique les efforts menés pour trouver une solution à la crise sécuritaire actuelle du pays (Fauriol 2022). En octobre 2022, le gouvernement dirigé par le Premier Ministre Ariel Henry a demandé une intervention étrangère pour briser l'emprise des gangs et rétablir les fonctions de base. Cela a conduit le Secrétaire général de l'ONU à envoyer une mission d'évaluation en Haïti, qui a suggéré le déploiement d'une force armée internationale spécialisée comme réponse possible (Dujarric 2022). Cette proposition a toutefois été accueillie avec scepticisme par l'opposition haïtienne, ainsi que par de nombreux Haïtiens qui gardent un souvenir amer de forces militaires extérieures ayant exacerbé les problèmes du pays. De plus, bien que les puissances étrangères, et en particulier celles du Core Group, aient activement proclamé la nécessité d'aider Haïti, elles n'ont pas proposé de stratégie concrète et ont montré très peu d'appétit à s'impliquer directement. En août 2023, seul le Kenya s'était manifesté pour proposer de mener une force de police multinationale en Haïti, la Jamaïque et les Bahamas ayant exprimé leur intention d'y contribuer (Sharp 2023 ; Nichols 2023).<sup>20</sup> Entre-temps, les membres du Core Group ont sanctionné des figures politiques et des chefs de gangs haïtiens, et envoyé des véhicules blindés à la PNH (BINUH 2023 ; Felbab-Brown 2023). Dans l'ensemble, cependant, une solution globale à la crise politique et sécuritaire d'Haïti reste hors d'atteinte.



Figure 1. Floods in Mapou, South Eastern Department of Haiti, after heavy rains © Foundation Seguin

<sup>20</sup> En août 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré qu'il voterait sur une résolution autorisant la création de la force multinationale pour Haïti « dans les semaines à venir ».



### Encadré 1 : Histoire politique d'Haïti

Haïti a connu plusieurs siècles d'instabilité politique. En 1804, Haïti a déclaré son indépendance, l'aboutissement d'une série de révoltes contre l'esclavage et la domination française, menées par des *affranchis* (« mulâtres libres », c'est-à-dire des personnes d'origine mixte africaine et européenne) et des esclaves (en grande partie d'origine africaine). Les révoltes avaient commencé en 1791 et ont mis fin à plus d'un siècle de colonisation. Haïti est ainsi devenu la première république noire post-coloniale du monde. Cependant, le nouvel État restait profondément divisé entre la nouvelle élite politique, dominée par les chefs de la révolution (en grande partie des mulâtres) et le reste de la population qui était totalement démunie, un héritage de l'esclavage qui a continué à avoir un impact profond sur l'histoire d'Haïti. Ce n'est qu'en 1825 que la France a reconnu l'indépendance d'Haïti, et seulement en échange d'une importante indemnité de 150 millions de francs (soit environ 560 millions USD aujourd'hui). Des estimations suggèrent que le paiement de cette indemnité a réduit le produit intérieur brut (PIB) d'Haïti de 21 milliards USD (sans tenir compte des pertes en développement) (Métheut 2022).

Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, Haïti a connu plusieurs épisodes d'intervention étrangère, notamment celle des États-Unis en 1915, qui a duré près de 20 ans. L'intervention américaine visait à protéger les intérêts économiques américains et à maintenir la stabilité politique, en favorisant souvent des dirigeants favorables aux affaires et anticommunistes comme les Duvalier. En 1957, François Duvalier a pris le pouvoir et instauré un régime autoritaire brutal, caractérisé par la répression politique, la corruption et la violence. Son fils, Jean-Claude Duvalier, lui a succédé en 1971, mais a été renversé en 1986 à la suite d'une révolte populaire. Une période de transition démocratique timide a suivi. En 1990, Haïti a organisé ses premières élections démocratiques, qui ont porté Jean-Bertrand Aristide au pouvoir. Cependant, son mandat a été interrompu par un coup d'État militaire en 1991, suivi d'une intervention internationale pour rétablir Aristide dans ses fonctions en 1994. Cette période a été marquée par des transferts de pouvoir réussis, une participation accrue aux élections parlementaires et locales, des améliorations du système judiciaire, des progrès en matière d'éducation et de santé publiques, et le déploiement d'une police civile, démontrant ainsi les progrès de la démocratie en Haïti. Aristide a été réélu en 2000, mais a fait face à un nouveau coup en 2004, qui a bénéficié du soutien international de plusieurs pays (Larousse 2023).

Le tremblement de terre dévastateur de 2010 a compliqué plus encore le paysage politique, avec un afflux d'ONG qui ont mis l'État haïtien à l'écart. L'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021 a aggravé les tensions et l'instabilité. Le gouvernement actuel est donc confronté à des défis importants pour restaurer la paix et la stabilité et organiser des élections démocratiques (Rfi 2022).

## Encadré 2 : Principales interventions étrangères en Haïti depuis 1915



- **1915-1934** : Occupation américaine en Haïti pour protéger les intérêts économiques des Etats-Unis et établir un gouvernement favorable aux Etats-Unis.
- **1993-1996** : Intervention américaine et mission de l'ONU pour rétablir le président Aristide à son poste.
- **2004-2017** : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).
- **2010** : Réponse humanitaire internationale au tremblement de terre de 2010 mise en place pour fournir aide et soutien aux victimes.
- **2017-2019** : Remplacement de la MINUSTAH par la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH).
- **2019** : Création du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), une mission politique spéciale, par la résolution 2476 du Conseil de sécurité du 25 juin 2019.
- **2023** : Mise en place de la mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) (mission non onusienne, autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU par le biais de la résolution 2699).

## Une catastrophe humanitaire en cours

Pour les habitants d'Haïti, la crise politique et sécuritaire actuelle est avant tout une crise humanitaire. Les récentes catastrophes naturelles, associées aux vulnérabilités préexistantes, à la détérioration de la situation socio-économique et à l'augmentation de la violence des gangs, ont considérablement amplifié les besoins humanitaires d'Haïti. À l'heure actuelle, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), plus de 42 % de la population haïtienne a besoin d'aide humanitaire : ce chiffre a presque doublé au cours des quatre dernières années, passant de 2,6 millions de personnes en 2019 à 5,2 millions en 2022 (OCHA 2023b ; ONU Femmes 2022 ; USAID 2023). Près de la moitié des ménages ruraux (45 %) ont des besoins non satisfaits très extrêmes, contre 28 % des ménages urbains. Au total, 83 % des ménages en Haïti ont des besoins non satisfaits extrêmes ou très extrêmes (REACH 2022).<sup>21</sup> Il est estimé que l'ONU et ses partenaires auront besoin de 720 millions USD en 2023 pour aider les personnes en Haïti, soit le double de la somme demandée pour 2022 et le montant le plus élevé depuis le tremblement de terre de 2010 (OCHA 2023b).

L'insécurité alimentaire n'a jamais été aussi élevée. Selon l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) couvrant la période de mars à juin 2023, un nombre record de 4,9 millions de personnes sont confrontées à la faim aiguë (IPC 3 et plus) ; 1,8 million de personnes sont en phase d'urgence (IPC phase 4) et, pour la première fois en Haïti, 19 000 personnes sont en phase de catastrophe (IPC phase 5) (WFP 2023b). Environ quatre millions d'Haïtiens survivent avec moins de deux repas par jour (Delva et Moloney 2022). Le Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé que la crise alimentaire actuelle en Haïti est la situation d'insécurité alimentaire la plus grave que les Amériques n'aient jamais connue (WFP 2023a). Cette situation vient s'ajouter au manque sévère de services de base. Plus d'un tiers de la population (35 %) n'a pas accès à l'eau potable et deux tiers (65 %) disposent de services d'assainissement limités ou inexistants (JMP 2021). Ces pourcentages sont plus élevés dans les bidonvilles. À Cité Soleil par exemple, 55 % de la population n'a pas accès à l'eau potable (Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire 2022).

<sup>21</sup> Les différents niveaux de gravité sont définis par REACH comme suit : Les "besoins très extrêmes non satisfaits" indiquent un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement mortelles (risque accru de mortalité et/ou dommages irréversibles au bien-être physique ou mental). "Extrême" correspond à l'effondrement du niveau de vie, (risque de) dommages significatifs au bien-être physique ou mental (REACH 2022).

En octobre 2022, le choléra a également refait surface en Haïti, après trois ans d'absence.<sup>22</sup> Les premiers cas ont été enregistrés dans le quartier Brooklyn de Cité Soleil, et ont été attribués à la détérioration de l'environnement sanitaire, conséquence de l'activité des gangs (OHCHR 2023 ; Da Rin 2023).<sup>23</sup> En effet, le système de santé en Haïti souffre de graves insuffisances, et les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène du pays, gravement touchées par le tremblement de terre de 2010, sont toujours en mauvais état. Malgré les plans visant à améliorer la situation après la dernière épidémie de choléra, ces problèmes persistent (OCHA 2023b ; IJDH 2023).<sup>24</sup> Ces défis ont été exacerbés par la situation d'insécurité actuelle (avec des cas rapportés de gangs ciblant le personnel de santé et les patients lors d'enlèvements et d'attaques) et les pénuries de carburant, permettant au choléra de se propager pratiquement sans contrôle (Human Rights Watch 2022a ; IRC 2023 ; IJDH 2023). En juin 2023, 2 988 cas confirmés, 47 002 cas suspects et 717 décès avaient été signalés pour tout le pays (PAHO 2023). Près de 40 % de tous les cas de choléra concernent des enfants, ce qui est une tendance particulièrement inquiétante car, lorsque les enfants souffrent déjà de malnutrition (comme c'est souvent le cas en Haïti), la déshydratation causée par la maladie peut entraîner une défaillance des organes et la mort en quelques jours (UNICEF 2022 ; IJDH 2022).

Dans ce contexte dramatique, il est extrêmement difficile de répondre aux besoins humanitaires des Haïtiens et des Haïtiennes en raison de la violence omniprésente des gangs qui sévit dans le pays et du manque d'aide humanitaire disponible. Le système de santé haïtien a été gravement mis à mal lorsque des gangs ont bloqué l'accès à Varreux en novembre 2022.<sup>25</sup> Environ trois quarts des principaux hôpitaux du pays, qui dépendent de générateurs diesel pour l'électricité, ont déclaré ne pas être en mesure de fournir des services réguliers (UNFPA 2022a). L'Autorité portuaire nationale et les autres ports de commerce sont constamment attaqués par des gangs, et le transport routier reste risqué, les conteneurs et les marchandises étant détournés et volés. Des entrepôts utilisés par les équipes pays de l'ONU, notamment l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que des entrepôts et des installations gérés par des ONG, ont été attaqués et pillés. Les coûts logistiques pour les organisations humanitaires ont drastiquement augmenté, en raison du contrôle des services clés par les gangs (Mohor 2023). Il est donc extrêmement difficile pour les organisations humanitaires d'acheminer de la nourriture et d'autres fournitures aux personnes les plus vulnérables d'Haïti (Security Council Report 2023).

La violence omniprésente liée aux gangs a également déplacé plus de 165 000 personnes, principalement des mères et des enfants non accompagnés qui ont perdu leurs maris et leurs pères et fui Port-au-Prince (USAID 2023 ; UNFPA 2022a). Contrairement aux précédentes urgences humanitaires de cette ampleur, des camps formels dotés de ressources adéquates n'ont pas été créés cette fois-ci. De ce fait, les personnes qui n'ont pas pu aller vivre avec des membres de leur famille ont trouvé abri à la campagne ou se sont rassemblées sur des places publiques et d'autres sites informels avec peu ou pas de soutien humanitaire (Durroux et Doyle 2022). En juillet 2022, en raison de la violence des gangs à Cité Soleil, des dizaines de familles et d'enfants ont été contraints de se réfugier sur la place publique Hugo Chavez de Tabarre, où ils ont dû compter sur la gentillesse des organisations caritatives et des passants pour obtenir de la nourriture et de l'eau potable (Molière 2022). Les femmes et les filles vivant dans les camps de déplacés informels sont particulièrement vulnérables à la violence

---

<sup>22</sup> Le dernier cas de choléra signalé remontait au 15 février 2019.

<sup>23</sup> Le HCDH a indiqué que, selon les experts en santé publique, les deux principaux facteurs de cette résurgence du choléra sont les restrictions en approvisionnement d'eau potable imposées par la coalition G9 (combinées à des décennies de sous-financement de l'infrastructure d'approvisionnement en eau potable dans la commune de Cité Soleil), et la présence possible de la bactérie du choléra (*Vibrio Cholera*) dans l'environnement. Les batailles entre la coalition G9 et Gpep, deux alliances de gangs rivales, ont également entravé la collecte des déchets qui se déversent dans Brooklyn depuis la capitale et interrompu l'approvisionnement en nourriture et en eau potable (Da Rin 2023).

<sup>24</sup> Voir par exemple : AGNU, Nouvelle approche du choléra en Haïti, Doc. A/71/895 (3 mai 2017).

<sup>25</sup> Varreux est le principal terminal pétrolier d'Haïti. En septembre 2022, la coalition G9 en a pris le contrôle pour protester contre un plan de réduction des subventions aux carburants présenté par le gouvernement, ce qui a empêché la distribution de diesel et d'essence pendant plus d'un mois (ICG 2022 ; Isaac 2022). Les unités spécialisées de la Police nationale haïtienne n'ont regagné accès au terminal de carburant que le 3 novembre, après deux jours de violents combats. L'accès a été rétabli le 5 novembre et le carburant a pu être à nouveau vendu au public dans la région métropolitaine de Port-au-Prince à partir du 12 novembre (UNSC 2023).

fondée sur le genre, en raison de l'absence de mesures de sécurité adéquates et de services et de soutien humanitaires (Milfort 2022 ; IJDH 2022).

*« Mon fils rêve d'avoir une ferme avicole, mais il n'a pas les moyens de démarrer cette activité. Personne ici n'a de ressources. » - Une femme d'affaires à Abricots interrogée dans le cadre de cette étude.*

## Une économie en péril

Haïti est l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental (Labrador et Roy 2022). Dans l'Indice de développement humain de 2021, le pays se classe à la 163<sup>ème</sup> place sur 191 pays, reflétant une amélioration minimale depuis 2011 (UNDP 2022). Plus de 70 % des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté, et environ 50 % de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour (Bertelsmann Stiftung 2022). Haïti avait fait des progrès marginaux dans la réduction de la pauvreté jusqu'en 2018 (World Bank 2014). Cependant, l'effet combiné de la crise politique, de la détérioration des conditions économiques et de sécurité, de la pandémie de COVID-19 et du tremblement de terre d'août 2021 a inversé la tendance et effacé les gains antérieurs (World Bank 2023b). En décembre 2021, 65 % des ménages ont connu une détérioration de leurs revenus par rapport aux années précédentes, ce qui indique que le taux de pauvreté déjà élevé a augmenté (World Bank 2023b).

De plus, l'inégalité des revenus en Haïti, mesurée par le coefficient de Gini, est l'une des plus élevées du monde et de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC). Selon les estimations de la Banque mondiale, les 20 % d'Haïtiens les plus riches détiennent plus de 64 % des richesses du pays, tandis que les 20 % les plus pauvres en détiennent à peine 1 % (World Bank 2023c). Cette situation est largement due à la concentration des ressources entre les mains d'une élite restreinte mais puissante, dont certains de ces membres dominent des secteurs entiers de l'économie haïtienne depuis l'ère Duvalier, époque à laquelle ils ont obtenu des droits de monopole dans des industries clés et des licences d'importation exclusives pour les principaux produits de consommation (FMI 2020 ; Singh et al. 2015). Parallèlement, les deux tiers des personnes pauvres vivent à la campagne et sont confrontées à des conditions défavorables pour la production agricole, ce qui crée un écart significatif en matière de prospérité entre les zones urbaines et rurales (World Bank 2022). En somme, en Haïti, une petite élite économique contrôle les secteurs économiques stratégiques, y compris l'importation et l'exportation de produits alimentaires, alors que pour environ 7 millions de personnes, la vie est une lutte quotidienne (Ferez 2022).

Ayant adopté un système de libre marché, l'économie haïtienne s'est traditionnellement appuyée sur l'agriculture d'importation, la construction et le commerce, ainsi que sur l'industrie d'assemblage de vêtements pour l'export. De ce fait, le pays est fortement dépendant des revenus extérieurs. Entre 2010 et 2020, les Nations Unies ont alloué plus de 13 milliards USD d'aide internationale à Haïti, dont la majeure partie a financé des missions de secours en cas de catastrophe et des programmes de développement (Labrador et Roy 2022). La dépendance d'Haïti à l'égard de l'aide fournie par les donateurs est nettement plus élevée que la moyenne des pays à faible revenu et de ceux touchés par la fragilité, les conflits et la violence (IFC 2021). Cependant, les tendances dans l'aide internationale sont très volatiles, avec des afflux importants à la suite de catastrophes majeures, suivis de baisses continues (World Bank 2023a). Les transferts de fonds sont une autre source importante de revenus pour Haïti et les familles haïtiennes (OECD/INURED 2017), en particulier après le tremblement de terre de 2010 (lorsque la diaspora haïtienne s'est identifiée comme « le plus important donateur pour Haïti »), contribuant à plus de 23% du PIB en 2022 (Orozco 2022).

Le secteur agricole emploie environ la moitié de la population (40 % en 2019), dont 90 % vivent en zones rurales (Bougouma et al. 2021). La majeure partie du secteur agricole en Haïti relève de l'agriculture de subsistance (la plupart des petits agriculteurs ont moins de deux hectares de terre pour

nourrir leur famille), particulièrement vulnérable au changement climatique (Sabin et al. 2022). Les agriculteurs de subsistance cultivent généralement des tubercules, du maïs, des bananes plantains et ont quelques arbres fruitiers. Dans le secteur agricole formel, les céréales sont les principales cultures, essentiellement le maïs, suivi du sorgho et du riz (Borde et al. 2015). Le vétiver est le troisième produit agricole et industriel le plus important du pays ; dans le département du Sud, environ 12 000 hectares de terre sont couverts de vétiver, ce qui représente la principale source de revenus pour 60 000 personnes (Freeman 2011). Le bétail (principalement chèvres, porcs, poulets et bovins) est également une source vitale de nutrition et de capital, et constitue un actif précieux à des fins d'investissement et d'assurance (Gorez 2016 ; USAID 2020c).

Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture ne contribuent qu'à 2,5 % du PIB, mais sont néanmoins considérés comme hautement stratégiques pour l'économie haïtienne, et en particulier pour le développement social et économique des communautés côtières et rurales (UNCTAD 2022). La production totale de poisson en Haïti était estimée à 19 150 tonnes en 2018, provenant principalement de la pêche marine, en plus de 2 000 tonnes provenant de la pêche en eau douce et 1 400 tonnes de l'aquaculture (UNCTAD 2022). La pêche maritime artisanale représente plus de 82 % de la production totale de poisson. Cependant, il est important de noter que des informations fiables sur les stocks de poissons et les ressources halieutiques en Haïti ne sont pas facilement disponibles, en raison des capacités de recherche limitées et du manque de données sur les activités de pêche (UNCTAD 2022). Plus de 52 000 Haïtiens vivent de la pêche en mer, tandis que la pêche en eau douce et l'aquaculture emploient 1 500 personnes, et 60 000 sont employées dans des activités soutenant la pêche et l'aquaculture (UNCTAD 2022 ; MARNDR 2010). Plus de 98 % du poisson produit en Haïti est consommé localement (UNCTAD 2022).

Les autres sources de revenus pour les ménages en Haïti sont le commerce (61 %) et le travail indépendant (21 %) (Coordination nationale de la sécurité alimentaire 2022). Cependant, les emplois ruraux non agricoles restent rares, peu rémunérés et souvent instables. En 2018, seuls 7 % des ménages en zone rurale et 29 % en zone urbaine ont déclaré qu'au moins un membre du ménage gagnait un salaire mensuel stable. Le travail indépendant est principalement concentré dans des secteurs à faible productivité tels que le commerce et la construction. Haïti est le pays ayant le taux d'emploi informel le plus élevé des Caraïbes. En juillet 2021, parmi les personnes employées, environ 87 % ont déclaré avoir un emploi informel, 40 % dans le secteur agricole et 47 % dans les secteurs informels urbains (IFC 2021). La production générée par le secteur informel représente 61 % du PIB d'Haïti, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de 37 % de la région ALC (IFC 2021). Les femmes sont confrontées à des obstacles plus importants que les hommes dans l'accès à des emplois de qualité en termes de formalité, de sécurité et de salaires décents (IFC 2021).

Aujourd'hui, l'économie haïtienne connaît un dangereux déclin, mise à mal par une série de catastrophes causées par des aléas naturels, l'instabilité politique et la dépréciation de la gourde, la monnaie haïtienne (Labrador et Roy 2022). L'économie haïtienne étant fortement axée sur les importations, les perturbations externes du commerce international, comme la flambée des prix du carburant suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que la pandémie de COVID-19, ont aggravé la situation. En conséquence, en janvier 2023, la Banque mondiale prévoyait une baisse de 1,1 % du PIB d'Haïti, le seul pays, avec le Chili, à enregistrer une contraction de son PIB dans la région ALC (World Bank 2023b). Le PIB d'Haïti s'était déjà contracté de 3,3 % en 2020 et de 1,8 % en 2021 (WFP 2023b). Bien que les prêteurs internationaux aient annulé la dette d'Haïti après le tremblement de terre de 2010, les emprunts ont depuis augmenté pour atteindre environ 3,57 milliards USD, et le pays est maintenant confronté à un déficit de 34 milliards de gourdes (près de 238 millions USD) (BRH 2022). L'inflation a atteint 38,7 % en septembre 2022, son niveau le plus élevé en dix ans, ce qui a entraîné une augmentation spectaculaire du coût de la vie, le prix des produits alimentaires de base ayant doublé au cours de l'année écoulée (BRH 2022). La plupart des Haïtiens qui ont un travail consacrent désormais plus de 60 % de leurs revenus à l'achat de nourriture, les familles étant souvent obligées de choisir entre acheter de la nourriture et envoyer leurs enfants à l'école (Delva et Moloney 2022).

### Encadré 3 : Problèmes liés à la propriété foncière en Haïti

Haïti est confronté à une insécurité foncière majeure, qui se manifeste par l'absence de cadastre, l'incertitude des titres fonciers existants et l'absence d'une gouvernance foncière efficace. Les conflits fonciers sont souvent violents et peuvent entraîner des déplacements forcés.

L'Office national du cadastre, sous l'autorité du Ministère des travaux publics, transports et communications (MTPTC), est chargé de superviser le cadastre au niveau national (MTPTC 2023). La Direction générale des impôts est responsable de la sécurisation de tous les terrains publics et de la collecte des taxes sur les transactions immobilières. Cependant, ces deux institutions souffrent d'un manque de personnel et de ressources financières, ce qui entrave l'application de la loi foncière.

L'absence d'un système juridique et institutionnel efficace et de mécanismes protégeant la propriété foncière entraîne une réduction de la transparence et de la sécurité pour les propriétaires fonciers, les femmes étant particulièrement vulnérables en raison des normes sociales et culturelles, des pratiques discriminatoires et des obstacles juridiques (FCM 2023). Selon des estimations récentes, 80 % des terres sont détenues sans titre cadastral clairement établi (Société de la Croix-Rouge haïtienne 2015). Les transactions foncières sont souvent basées sur des pratiques coutumières, en particulier dans les zones rurales, contournant le système juridique établi (et qui suscite la méfiance). Les conflits fonciers sont fréquents, souvent violents et difficiles à résoudre.

En réponse à ce défi, des efforts ont été déployés pour résoudre les conflits fonciers. L'Institut national de la réforme agraire, par exemple, a joué un rôle crucial dans la promotion de mécanismes de consultation et de procédures d'arbitrage pour les litiges potentiels dans les zones où les conflits fonciers sont fréquents. Le Comité interministériel d'aménagement du territoire, avec l'appui de partenaires internationaux, a initié des réformes visant à faciliter la numérisation et l'indexation des registres fonciers, à accompagner le processus de réforme cadastrale et foncière, et à apporter une clarté institutionnelle, pour développer à terme la sécurité foncière en Haïti (Latouche 2019).

## Quitter Haïti

**« Les gens n'arrivent plus cultiver leurs terres en raison des conditions météo (absence de pluie) ; et même s'ils le pouvaient, ils ne pourraient pas vendre leurs récoltes car les routes vers Port-au-Prince sont contrôlées par les gangs et il n'y a pas d'essence ; les gens partent donc en République dominicaine. » - Un jeune agronome de Jacmel interrogé dans le cadre de cette étude.**

Dans l'histoire d'Haïti, la migration, qu'elle soit forcée (par exemple à la suite de catastrophes) ou volontaire, a toujours occupé une place importante. En 2015, 1,2 million d'Haïtiens vivaient hors d'Haïti ; en 2019, c'est plus de 1,5 million d'Haïtiens (14 % de la population totale) qui vivaient à l'étranger (Migrant Refugees 2022). Dans le contexte actuel d'instabilité politique, de crise économique et de violence, ce nombre est appelé à augmenter plus encore. Une récente enquête nationale menée par l'Observatoire citoyen pour l'institutionnalisation de la démocratie a révélé que 82 % des presque 12 millions d'habitants en Haïti émigreraient s'ils en avaient la possibilité (Charles et Iglesias 2022). Environ la moitié des personnes qui quittent Haïti se rendent aux États-Unis. Une autre destination traditionnelle des migrants haïtiens est la République dominicaine en raison de la proximité géographique des deux pays (Migrant Refugees 2022).<sup>26</sup> D'autres pays des Caraïbes, comme les

<sup>26</sup> L'émigration de Haïti vers la République dominicaine a tendance à être temporaire, en particulier depuis la pandémie de COVID-19, en raison de son impact sur des secteurs tels que le tourisme, la construction et le commerce, où les Haïtiens sont principalement employés en République dominicaine. Cependant, ces dernières années, la porosité des frontières, l'absence de statut migratoire régulier pour les Haïtiens, les

Bahamas, sont également des destinations habituelles. Dans l'ensemble, les Haïtiens constituent le plus important groupe d'immigrants dans la région des Caraïbes (53 % de tous les immigrants) (Lacarte et al. 2023).<sup>27</sup> Beaucoup ont également migré vers le Brésil et, depuis que l'économie brésilienne a commencé à stagner en 2016, vers le Chili (OECD/INURED 2017).<sup>28</sup>

Lorsque la migration est une option, la famille et les amis mettent généralement en commun leurs économies pour envoyer l'un d'entre eux, d'habitude un jeune homme, à l'étranger. En retour, les émigrants envoient plus ou moins régulièrement de l'argent (transferts de fonds) pour soutenir les membres de leur famille et les amis (OECD/INURED 2017). En effet, la diaspora haïtienne joue un rôle essentiel dans l'accès d'Haïti aux flux financiers. Environ un tiers des familles haïtiennes (38 %) reçoit des transferts de fonds d'un membre vivant à l'étranger. Pour 20 % des ménages urbains et 13 % des ménages ruraux, les transferts de fonds constituent la principale source de revenus (RTAC 2021). En 2019, les transferts de fonds représentaient plus de 36,2 % du PIB d'Haïti, soit le double du niveau d'avant 2010, l'émigration ayant également doublé au cours de cette même période (Cela et Marcelin 2020 ; Orozco 2022).<sup>29</sup> Cependant, les transferts de fonds auraient diminué en 2022, car les migrants en transit ont de plus en plus de mal à atteindre leur destination finale, et les émigrants installés envoient moins d'argent qu'auparavant (Orozco 2022).

En effet, partir à l'étranger est devenu une option de plus en plus difficile et dangereuse pour les Haïtiens, à la fois pour ceux qui fuient l'instabilité politique, la violence et les impacts des catastrophes causées par les aléas naturels et pour ceux qui émigrent afin d'améliorer leurs chances économiques et celles de leurs familles. Par exemple, depuis que le Chili a durci les exigences en matière de visa en 2018, de nombreux Haïtiens ont gagné les États-Unis à pied à travers les jungles du bouchon de Darién entre le Panama et la Colombie, où ils sont confrontés à des pénuries de nourriture et d'eau et sont exposés à l'extorsion et aux agressions, ainsi qu'au risque de viol et d'agression sexuelle de la part de groupes criminels (OHCHR 2022a).<sup>30</sup> Entre avril et novembre 2021, Médecins Sans Frontières (MSF) a rapporté avoir traité 288 victimes de violences sexuelles dans la région du bouchon de Darién, estimant que ce chiffre ne représentait que 25 % du total de cas (MSF 2021). Les femmes et les filles migrantes tendent à être les principales victimes, bien que les hommes soient également visés (Fernández 2023).

Après le tremblement de terre de 2021, et face à l'aggravation de l'instabilité politique et de la violence liée aux gangs, des dizaines de milliers d'Haïtiens de plus ont gagné la frontière entre le Mexique et les États-Unis, effectuant des voyages qui mettent leur vie en danger (Murray 2021). Les migrants qui voyagent par bateau, plutôt que par avion, sont souvent des personnes vulnérables issues des zones rurales. Souvent, ils doivent vendre leurs biens ou emprunter de l'argent à des usuriers dont les frais de remboursement sont élevés pour payer le coût de la traversée, qui s'élève en moyenne à 350-700 USD, mais peut aller jusqu'à 7 000 USD, selon le type d'embarcation et la destination (UN News 2022b). Certains migrants restent bloqués au Mexique et cherchent refuge dans des endroits comme Tijuana et Baja California (Migrant Refugees 2022). Actuellement, 85 % des migrants d'origine haïtienne au Mexique n'ont pas de travail et sont à la recherche d'un emploi, selon l'OIM (IOM 2022a).

Parmi ceux qui parviennent à atteindre les États-Unis, beaucoup sont rapatriés en Haïti en vertu du Titre 42 du Code des États-Unis, une section de la législationsanitaire américaine que l'administration de l'ancien président Donald Trump a mise en vigueur pendant la pandémie de COVID-19 pour refuser

---

changements dans le système de régulation par l'Etat de la migration de la main-d'œuvre et le manque d'opportunités d'émigrer par les voies officielles ont augmenté la migration irrégulière vers la République dominicaine (Migrant Refugees 2022).

<sup>27</sup> On estime que 496 100 Haïtiens se sont installés en République dominicaine et 29 600 aux Bahamas. On estime que 10 000 Haïtiens vivent également dans les îles Turks et Caicos, ce qui représente plus d'un quart de la population totale de l'archipel (Lacarte et al. 2023).

<sup>28</sup> En 2016, le Chili était une destination attrayante pour les émigrants haïtiens en raison de sa relative stabilité politique et économique, et du fait que le pays n'exigeait pas de visa pour les Haïtiens. Entre 2015 et 2017, le nombre d'Haïtiens arrivant chaque année au Chili est passé de 12 000 à 103 000 et, à la mi-2020, on estimait que plus de 230 000 Haïtiens vivaient au Chili (Lutz et Yayboke 2021).

<sup>29</sup> L'importance des transferts de fonds dans l'économie haïtienne a augmenté après le tremblement de terre de 2010, lorsque la diaspora haïtienne est devenue « le plus important donateur » d'Haïti dans les efforts de reconstruction, avec des contributions totalisant 2 milliards USD par an.

<sup>30</sup> En 2021, le nombre de passages par le bouchon de Darién entre la Colombie et le Panama a atteint un niveau record (près de 134 000), par rapport à la décennie précédente (près de 118 000 passages par an). La plupart des personnes qui empruntent ce chemin sont des Haïtiens, des Cubains et des enfants d'Haïtiens (SNM 2022).

aux familles, aux enfants et aux adultes arrivant à la frontière sud le droit de demander l'asile aux États-Unis. L'administration du président Joe Biden a continué à utiliser le Titre 42 pendant un certain temps, mais il a maintenant expiré (OHCHR 2021 ; Human Rights Watch 2022b).<sup>31</sup> Ceux qui restent aux États-Unis sont souvent confrontés à la discrimination et à l'exclusion, ce qui rend difficile l'obtention d'un statut légal et l'accès aux services de base, à un logement décent et à des opportunités d'emploi (OHCHR 2022a). La République dominicaine, une autre destination fréquente pour les migrants haïtiens, a également intensifié les déportations d'Haïtiens sans papiers. En août 2021, plus de 178 000 Haïtiens avaient été rapatriés de force selon Human Rights Watch (Human Rights Watch 2022b). En avril 2022, l'OIM a indiqué que sur l'ensemble des personnes rapatriées de force, 57 % étaient des hommes adultes, 25 % des femmes adultes (y compris des femmes enceintes) et 18 % des mineurs (9 % de filles et 9 % de garçons) (IOM 2022b). De plus, parmi les personnes forcées à rejoindre Haïti, 20 % sont nées en dehors d'Haïti, ce qui signifie qu'elles sont renvoyées dans un pays en crise profonde sans savoir comment naviguer cette nouvelle réalité.

La migration interne, en particulier des zones rurales vers la capitale Port-au-Prince et d'autres villes du pays, est un autre moyen par lequel les Haïtiens ont traditionnellement cherché de meilleures opportunités. Alors que la population rurale d'Haïti représentait plus de 70 % de la population totale en 1990, on estime qu'elle n'en représente plus que 40 % en 2020. Aujourd'hui, Port-au-Prince abrite un quart de la population haïtienne totale (environ 2,8 millions de personnes), dépassant de loin la capacité de la ville à fournir les logements, les emplois, les services et les ressources nécessaires (Worldometers 2023). En conséquence, les migrants ruraux qui y viennent s'installent souvent dans des logements précaires dans des zones à risque, sans gestion adéquate des déchets solides ni accès aux services de base tels que l'assainissement et l'eau potable. Le tremblement de terre de 2010 a mis à nu leur terrible situation, car nombre d'entre eux ont été tués lorsque les bâtiments en béton érigés de manière anarchique qu'ils occupaient se sont effondrés sur eux. Depuis le tremblement de terre de 2010, la migration interne de la capitale vers les zones rurales a augmenté (Fuys et al. 2021). La migration saisonnière vers la République dominicaine est courante mais décline depuis 2020, car les secteurs où les Haïtiens trouvent traditionnellement du travail, à savoir le tourisme, la construction et le commerce, ont été durement touchés par la pandémie de COVID-19 (Migrant Refugees 2022).

Dans de nombreux cas, la migration n'est pas un choix pour les Haïtiens. Ils sont contraints d'échapper à la violence omniprésente, l'insécurité, les catastrophes naturelles, la pauvreté, la malnutrition et l'instabilité politique auxquelles ils sont confrontés dans leur pays. Selon les données du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), plus de 28 000 réfugiés et 147 576 demandeurs d'asile d'origine haïtienne résidaient hors d'Haïti en 2022 (HCR 2023). La diminution des précipitations et la rareté de l'eau, les conséquences du changement climatique, sont les principales causes de l'exode rural, tout comme les catastrophes et l'élévation du niveau de la mer qui poussent les gens à quitter les zones côtières (Fuys et al. 2021). La situation sécuritaire et politique actuelle est également un facteur important de déplacement. Les déplacements forcés ont lieu principalement à l'intérieur du pays. En 2021, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison de catastrophes liées aux aléas naturels s'élevait à 220 000 (International Displacement Monitoring Centre 2021). En mars 2023, la violence liée aux gangs avait déplacé 127 977 personnes (28 415 ménages) de Port-of-Prince (OHCHR 2023). Plus de la moitié (62 %) de ces personnes déplacées vivaient dans des communautés d'accueil, et le reste (38 %) dans des sites spontanés souvent situés dans des espaces ouverts, des temples ou des églises, des écoles ou des centres de santé et communautaires sans services adéquats et exposés à des risques de violences additionnelles, en particulier pour les femmes et les filles (voir également le chapitre 2.3) (IJDH 2022 ; OCHA 2023b).

---

<sup>31</sup> Selon Human Rights Watch, entre janvier 2021 et novembre 2021, 12 000 Haïtiens ont été expulsés, une augmentation spectaculaire par rapport aux 895 expulsés en 2020 (Human Rights Watch 2022b).



## Une vie à la marge

***Sept ans après le passage de l'ouragan Matthew, « de nombreuses personnes ne s'en sont toujours pas remises et continuent d'habiter dans des abris faits de bâches et de petits morceaux de bois. » - Un agronome à Abricots interrogé dans le cadre de cette étude.***

Haïti connaît une croissance démographique rapide depuis plusieurs décennies, la population étant passée de 3,9 millions d'habitants en 1960 à 11,7 millions en 2022. La pyramide des âges du pays est la plus jeune des Caraïbes, avec plus de la moitié des Haïtiens âgés de moins de 24 ans (UNFPA 2022b). Un taux de fertilité qui se maintient à un niveau élevé (2,46 en 2022) suggère que le pays maintiendra cette structure d'âge très jeune dans les années venir (UNFPA 2022b). Cela pourrait être une nouvelle positive pour Haïti. Normalement, la combinaison d'une population jeune et de taux de dépendance plus faibles constitue une fenêtre démographique d'opportunité pour la croissance économique.<sup>32</sup> Mais les jeunes Haïtiens d'aujourd'hui ont grandi presque entièrement dans un climat marqué par l'instabilité politique, des crises économiques et sanitaires, des catastrophes causées par les aléas naturels, et des taux élevés de criminalité et de violence liées aux gangs, et ont été privés d'éducation et d'opportunités d'emploi. Les conditions de plus en plus difficiles dans les zones rurales ont contraint de nombreux jeunes à abandonner l'agriculture et à s'installer dans les bidonvilles de Port-au-Prince, où l'une des rares options pour gagner sa vie est le recrutement dans des gangs armés. En général, ceux qui veulent échapper à une vie marquée par la violence (et possiblement une mort précoce) quittent le pays (ICG 2023 ; ICG 2022 ; Ferenz 2022).

L'exclusion et la discrimination existent également dans la société haïtienne, exposant certains individus et groupes à des risques plus élevés (et à un accès plus limité aux ressources et aux services, y compris à l'aide) en cas de chocs et de crises. D'une part, Haïti connaît une très forte inégalité de genre. En 2021, Haïti a obtenu un score de 0,635 sur l'Indice d'inégalité de genre, l'un des 20 scores d'inégalité les plus élevés au monde (UNDP 2022). Dans les zones rurales, les ménages dirigés par des femmes (dont 62 % sont pauvres) sont beaucoup plus susceptibles de tomber sous le seuil de pauvreté que les ménages dirigés par des hommes (dont 54 % sont pauvres). L'accès limité aux services de santé reproductive reste une préoccupation pour les femmes haïtiennes, et a été aggravé par la violence croissante des gangs et les pénuries de carburant, qui ont gravement affecté le système de santé du pays (World Bank 2023d ; Taylor 2022). Les femmes ne sont pas intégrées dans la plupart des structures sociales et politiques du pays. En 2019, seuls trois députés du Parlement sur 149 étaient des femmes, soit l'une des proportions les plus faibles au monde (UNDP 2022). Très peu de femmes occupent des postes de direction, tant dans l'administration publique que dans le secteur privé (Bertelsmann Stiftung 2022). De plus, les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir un compte dans une institution bancaire (seulement 30 % des femmes haïtiennes, alors que la moyenne régionale de l'ALC est de 70,1 %). De même, les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir un compte avec un fournisseur de réseau mobile (seulement 35,3 % des femmes en Haïti, contre une moyenne régionale de 77 %) (Sardon et al. 2023).

Haïti connaît des niveaux élevés de violence fondée sur le genre, qui peuvent être attribués au passé du pays marqué par l'esclavage et la colonisation, ainsi qu'aux attitudes permissives aux niveaux individuel et communautaire, et à la faiblesse des mécanismes de prévention et de réponse. Il existe un corps de preuves directes qu'entre 50 et 70 % des femmes et des filles haïtiennes ont subi une forme de violence fondée sur le genre au cours de leur vie (BAI et al. 2021). Ces statistiques sous-estiment probablement le taux réel de violence fondée sur le genre, qui est chroniquement non signalée en raison de la stigmatisation et de la honte, de la peur de représailles, du manque d'éducation sur les droits, et de la méfiance à l'égard du système judiciaire haïtien qui abandonne souvent les

<sup>32</sup> Proportion de la population âgée de moins de 15 ans et de plus de 65 ans par rapport à la population en âge de travailler.

survivants (BAI et al. 2021).<sup>33</sup> L'accès aux programmes de prévention et aux services de réponse de base pour les survivants est extrêmement limité, sous-financé, dépendant de sources externes et affecté par les normes culturelles et sociales. Ces services sont presque exclusivement liés à des programmes humanitaires et ne sont donc disponibles que dans les zones touchées par des situations d'urgence (MacPhail et al. 2023).

Les personnes LGBTQI+ sont également confrontées à une discrimination généralisée en Haïti (Human Rights Watch 2022c). Elles n'ont aucune forme de représentation politique (IJDH 2022) et rencontrent des obstacles spécifiques pour accéder aux soins médicaux, y compris les soins post-viol (BINUH 2023), ainsi qu'à l'aide humanitaire, ce qui les place dans une position encore plus vulnérable (UN Women 2021 ; PNUD 2023 ; BINUH 2023).

Une autre catégorie de la population qui rencontre des obstacles significatifs à la jouissance des droits fondamentaux sont les personnes vivant avec un handicap, à cause de la stigmatisation, de l'insuffisance des infrastructures et du manque de soutien adéquat. Comme il n'existe pratiquement pas de données fiables sur le nombre de personnes vivant avec un handicap en Haïti (les estimations varient entre 4,1 % et 15 % de la population), il est difficile d'évaluer dans quelle mesure elles sont exclues des services et de l'assistance (IJDH 2022). Des rapports indiquent que les réponses humanitaires n'ont pas répondu à leurs besoins. Après le tremblement de terre d'août 2021 en Haïti, par exemple, les normes d'accessibilité ont souvent été mal interprétées ou ignorées, ce qui a entraîné la reconstruction de centres de santé et d'abris ne remplissant pas les conditions pour les personnes à mobilité réduite (Hazard 2022). Dans les camps de déplacés mis en place après le tremblement de terre de 2021, on a constaté que les femmes et les filles vivant avec un handicap étaient exposées de manière disproportionnée au risque de violence sexuelle et fondée sur le genre, en raison de croyances répandues dans la société haïtienne qui les déshumanisent ou les hypersexualisent (HI 2021).

L'accès aux services essentiels pour les personnes les plus vulnérables et les groupes marginalisés, déjà bien précaire au départ, a été encore davantage restreint par la violence des gangs, les barrages routiers et les pénuries de carburant actuels. À titre d'exemple, on estime que 30 000 femmes enceintes risquent de connaître des complications obstétriques dangereuses, voire fatales, en raison des difficultés d'accès aux soins de santé dans le pays (BINUH 2023). Les taux de violence sexuelle et fondée sur le genre ont augmenté de façon dramatique. Les gangs utiliseraient la violence sexuelle et fondée sur le genre comme arme de guerre pour punir les communautés qu'ils accusent de collaborer avec leurs opposants, ou pour affirmer leur pouvoir et leur contrôle sur certains quartiers.<sup>34</sup> Les personnes LGBTQI+ souffrent de manière disproportionnée des violences sexuelles commises par les gangs (IJDH 2022).

Les troubles sociaux, la violence des gangs et la résurgence du choléra frappent particulièrement les enfants en Haïti. Les gangs ciblent les enfants dès l'âge de dix ans et les adolescents, en particulier ceux qui sont sans domicile et à risque, pour les recruter (Ford 2022). Les gangs utilisent les enfants et les adolescents comme combattants et menacent de les tuer s'ils n'obtempèrent pas ou s'ils sont accusés d'être des informateurs pour leurs rivaux. Par ailleurs, les enfants sont privés d'accès aux services essentiels. L'UNICEF estime qu'en Haïti, quelque 22 100 enfants de moins de cinq ans et plus de 28 000 nouveau-nés risquent de ne pas recevoir de soins de santé. En raison de la violence et de l'insécurité généralisées dans les rues, les écoles ont en grande partie cessé de fonctionner, privant plus de 2,4 millions d'enfants de leur droit à l'éducation (UNICEF 2022).

---

<sup>33</sup> Les enquêtes et les poursuites pour violence fondée sur le genre restent l'exception plutôt que la règle, et les condamnations sont encore plus rares. Selon le Bureau des avocats internationaux, moins de 70 % des plaintes déposées à Port-au-Prince ont abouti à une arrestation, et 40 % des personnes arrêtées ont été libérées avant la fin de la procédure judiciaire, mettant les survivants en danger. Ces taux sont probablement encore plus élevés dans les zones rurales (BAI et al. 2021).

<sup>34</sup> Entre janvier et décembre 2022, Solidarite Fanm Ayisyèn a documenté une multiplication par six des cas rapportés à Port-au-Prince, avec 123 cas rapportés pour le seul mois de décembre (Kestler-D'Amours 2023). De même, en novembre 2022, MSF a rapporté avoir soigné en moyenne 130 victimes de violence fondée sur le genre par mois, dont 100 victimes de viol. Les chiffres réels sont toutefois susceptibles d'être beaucoup plus élevés, car le signalement est rendu difficile par la crainte de représailles de la part des membres des gangs et par la fermeture forcée ou l'inaccessibilité de nombreux sites de signalement tels que les hôpitaux, les centres pour femmes et les postes de police (IJDH 2022).

## Climat et environnement en Haïti

*« Il y a souvent des inondations dévastatrices dans le quartier ; après cela, il n'y a jamais assez de nourriture, d'eau, ni même d'espace pour dormir ou aller aux toilettes, et les bagarres éclatent facilement. » – Un participant à une discussion de groupe de Cité Soleil, interrogé dans le cadre de cette étude.*

### L'environnement en Haïti

Haïti était autrefois appelée la « Perle des Antilles » et connue pour ses forêts luxuriantes et l'abondance de ses ressources naturelles.<sup>35</sup> Cependant, au fil du temps, la nation insulaire est devenue l'un des pays à l'environnement le plus dégradé dans l'hémisphère occidental, un processus qui a commencé avec l'exploitation coloniale. Plus récemment, la crise environnementale en Haïti a été aggravée par des facteurs de stress cumulés, et plus particulièrement par la surexploitation économique et l'extraction de ressources par des entreprises étrangères qui persistent, une mauvaise gestion des ressources naturelles, les aléas naturels et le changement climatique, et la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays (USAID 2020b).

#### Encadré 4 : Physiographie et hydrographie

Haïti fait partie de l'île Hispaniola, ou *Ispayola* en créole haïtien, située au centre des Grandes Antilles, dans les tropiques de haute latitude. Haïti se compose de l'île principale (La Grande Terre : 27 750 km<sup>2</sup>) et de cinq îles satellites. Le nom *Ayiti*, dérivé de la langue des Taïnos, le peuple indigène des îles des Caraïbes, signifie « terre de hautes montagnes » ou « montagne dans la mer ». En effet, la topographie d'Haïti est caractérisée par des pentes abruptes, qui alternent avec quelques plaines arables et des vallées bordées de rivières. Près de 75 % du territoire haïtien est constitué de chaînes de montagnes escarpées, certaines culminant à près de 2 700 mètres, et 50 % des pentes montagneuses ont une inclinaison de plus de 40 %. Diverses plaines occupent environ un quart du pays, les plus notables étant la Plaine du Nord, la Plaine de l'Artibonite, la Plaine du Cul-de-Sac, la Plaine des Cayes, les Plaines de Léogâne et de l'Arbre (UNEP 2010).

Haïti a un sol diversifié en raison de la géomorphologie et des grandes différences dans la quantité de précipitations à travers l'île. Le substrat géologique est composé principalement de roches calcaires, basaltiques et sédimentaires (Hilaire 2008). En dehors du principal fleuve, l'Artibonite, Haïti ne possède pas de vastes réseaux fluviaux. Les cours d'eau à travers le pays sont très irréguliers et soumis à d'importantes variations saisonnières. En outre, la plupart des berges, en particulier dans les sections en amont, pâtissent d'une sédimentation excessive et d'une grave dégradation des sols (UNEP 2010). Les zones côtières d'Haïti sont constituées de trois grands écosystèmes : roches dures couvertes de récifs ou de communautés coralliennes, lits de sable des herbiers marins, et zones humides de basse altitude et zones estuaires. Située dans les eaux tropicales, la côte haïtienne offre un environnement idéal pour les forêts de mangroves (Bouchon 2000).

### Dégradation de l'environnement : des pertes sur tous les fronts

Les ressources naturelles d'Haïti n'ont cessé de décliner tout au long de son histoire moderne. Ce processus a commencé avec l'exploitation coloniale, s'est poursuivi pendant la période postcoloniale

<sup>35</sup> La qualification d'Haïti comme « Perle des Antilles » est liée aux bénéfices tirés de l'économie coloniale et esclavagiste, Haïti ayant été l'une des colonies les plus riches de l'époque.

et s'est accéléré récemment à cause d'une mauvaise gestion systémique et des nombreux cycles de crise qui ne permettent pas aux écosystèmes de se rétablir. Plusieurs des périodes de stress écologique les plus graves ont eu lieu après des catastrophes causées par des aléas naturels, les plus récentes étant les tremblements de terre de 2010 et 2021 et l'ouragan Matthew, qui a frappé Haïti à la fin de l'année 2016. Mais les crises politiques, économiques et humanitaires ont également exacerbé la dégradation de l'environnement, les populations étant poussées à adopter des mécanismes d'adaptation néfastes (Concern Worldwide 2023). Ainsi, malgré l'histoire et le potentiel en ressources naturelles du pays, les écosystèmes et les secteurs de subsistance d'Haïti, en particulier la pêche, l'agriculture et la sylviculture, sont soumis à une forte pression due aux impacts anthropiques et au changement climatique (USAID 2020c).

### Écosystèmes côtiers et marins

Les zones marines, les côtes et les eaux territoriales d'Haïti souffrent d'une grave dégradation environnementale. Au fil des ans, les précieuses ressources côtières et marines ont été dégradées par la surexploitation des forêts de mangroves et des ressources halieutiques, ainsi que par l'urbanisation rapide et non planifiée, le dépôt de sédiments et l'érosion des sols, et la pollution par les déchets solides. Tous ces facteurs ont entraîné une perte en biodiversité et un stress hydrique considérables. Les forêts de mangroves et les récifs coralliens sont deux des écosystèmes côtiers les plus durement touchés (Mathieu 2021). Malgré les efforts pour protéger et replanter les mangroves en Haïti, la couverture a diminué de près de 13 km<sup>2</sup> entre 1996 et 2020 (voir figure 1) (Global Mangrove Watch 2023). En 2020, la superficie des mangroves en Haïti était de 154,01 km<sup>2</sup>, ce qui représente une couverture linéaire d'environ 28 % des 2 241,61 km du littoral national, la majorité sous forme de poches minces et fragmentées. Les forêts de mangroves jouent un rôle crucial comme frayères pour les jeunes poissons et dans la régulation du cycle de l'eau, contrôlant l'érosion, régulant les inondations et nettoyant l'eau, entre autres (Miranda et al. 2021). Les écosystèmes de mangrove sont également des structures souples qui fournissent une première ligne de protection des côtes contre les aléas naturels. Leur capacité à amortir les vagues permet de minimiser les destructions causées par des événements catastrophiques, notamment les attaques de vagues érosives, les tempêtes torrentielles et les tsunamis (Kamil et al. 2021).

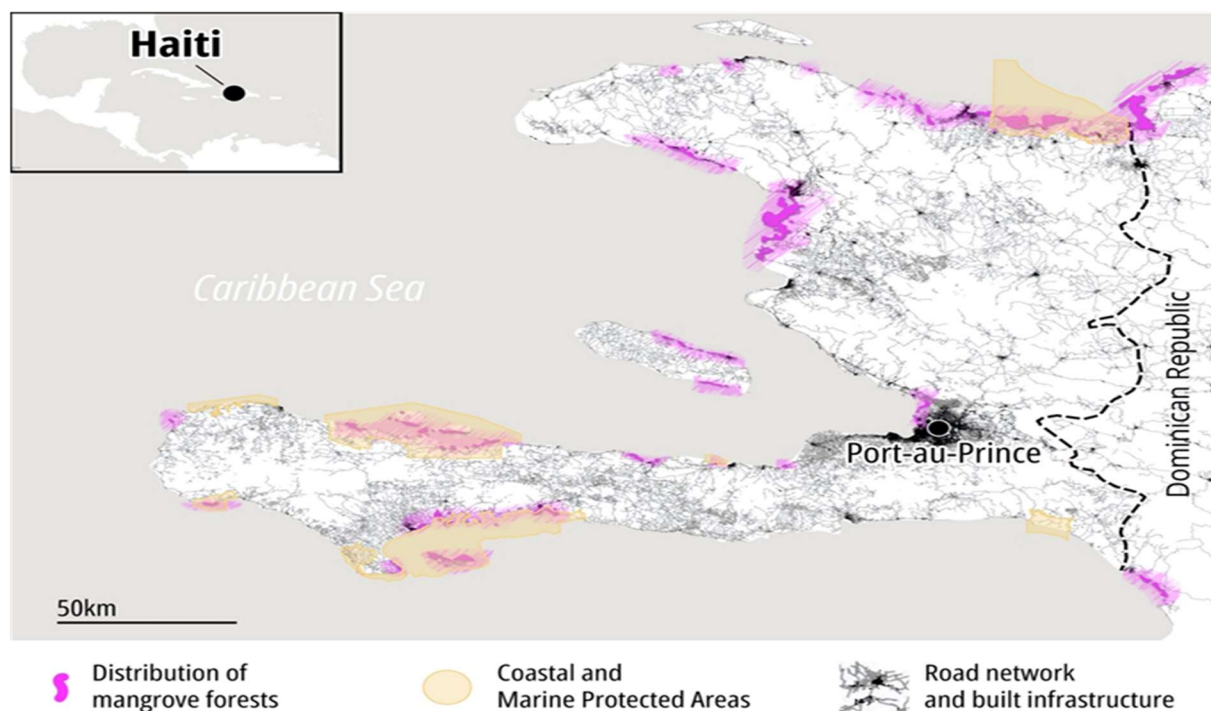


Figure 2 : Répartition des forêts de mangrove (source : Mongabay, Global Mangrove Watch 2022)

Tout comme les forêts de mangroves, l'importance des écosystèmes coralliens est largement reconnue : ils contribuent à la production halieutique, la stabilisation du littoral, la séquestration du carbone, la protection contre les tempêtes, le cycle des nutriments, la valeur touristique et les produits médicinaux, parmi beaucoup d'autres (Wiener 2013). Cependant, la réduction drastique des récifs coralliens en Haïti est un problème environnemental important mais souvent ignoré. Reflétant une tendance générale dans les Caraïbes, les récifs coralliens haïtiens ont subi un déclin significatif depuis les années 1970 en raison de la surpêche. Les récifs coralliens d'Haïti sont parmi les plus surexploités au monde, une situation aggravée par d'autres stress anthropiques dont une importante pollution de sédiments et nutriments due à la dégradation des sols (Hodgson 2011). Cela a de graves conséquences socio-économiques : à mesure que les récifs coralliens disparaissent, les populations de poissons des récifs sont remplacées par des espèces de petite taille ou s'éteignent complètement, affectant les stocks de poissons dont dépendent de nombreux Haïtiens pour leur subsistance (Mathieu 2021 ; Cox 2020).

### Écosystèmes terrestres

Haïti a une longue histoire de déforestation, une pratique qui aggrave d'autres problèmes environnementaux tels que la dégradation des sols, la rareté des ressources en eau, les inondations et la désertification. La diminution du couvert végétal en Haïti remonte à l'époque coloniale, avec la construction de plantations pour la production de café et de sucre. Après l'indépendance du pays en 1804, l'abattement des forêts pour vendre les précieux bois tropicaux est devenu un moyen pour Haïti de stimuler son économie et de payer les indemnités exigées suite à la guerre d'indépendance aux anciens maîtres coloniaux du pays (voir chapitre 2.2) (Bellande 2016 ; Porter et al. 2022). Tout au long des 19e et 20e siècles, le bois a été un important produit d'exportation, mais les entreprises privées de sciage ont exploité la forêt à un rythme intenable. L'exploitation illégale du bois s'est poursuivie même après la fermeture de toutes les scieries par le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural au milieu des années 1980 (FAO 2002). En outre, l'extension du réseau routier a permis d'accéder à des régions auparavant éloignées pour l'exploitation agricole. À la fin du 20e siècle, la quasi-totalité des terres d'Haïti était consacrée à la production agricole, qu'il s'agisse de pâturages ou de cultures (Bellande 2015 ; Tarter 2015). Même les zones protégées n'ont pas été épargnées par la perte du couvert végétal. Par exemple, dans le massif de la Hotte, on estime que seuls 6 % du Parc national du Grand Bois sont encore couverts de forêts naturelles (USAID 2020c).

Le déclin de la couverture végétale de protection entraîne une réduction de la diversité dans la flore et la faune endémiques au pays. En raison de la déforestation sévère, il est probable que des espèces endémiques en Haïti ont déjà disparues et que d'autres sont menacées d'extinction (Hedges et al. 2018). La perte en couvert forestier entraîne également une augmentation de l'évapotranspiration, l'assèchement du sol par l'exposition directe au soleil et au vent, ce qui provoque un assèchement climatique. Cela rend les sols moins fertiles, tout en augmentant la vulnérabilité des terres, aggravant les effets des tempêtes et des ouragans (Tarter et al. 2016). Sans couverture végétale protectrice, les sécheresses récurrentes suivies de pluies diluviennes provoquent des crues soudaines et des glissements de terrain fréquents (USAID 2020c). Les conditions météorologiques extrêmes et la déforestation se renforcent mutuellement : la détérioration des écosystèmes exacerbe les effets des tempêtes tropicales et des ouragans, et les conditions météorologiques extrêmes contribuent à cette détérioration au sein d'un cycle terrestre itératif et dégénératif (Tarter et al. 2016).

Aujourd'hui, à cause de l'intense déforestation, parmi d'autres facteurs, on estime que plus de 85 % des sols en Haïti sont sévèrement dégradés ou se dégradent rapidement, ce qui amplifie l'érosion et les glissements de terrain, en particulier lors d'épisodes pluvieux conséquents (USAID 2020b). Dès le milieu du 20e siècle, l'UNESCO avait identifié la dégradation des sols comme un sujet de préoccupation, et le déclin continu de la productivité agricole dû à la dégradation des sols a été systématiquement documenté depuis (Zuvekas 1978 ; Pierre-Louis 1985 ; Bargout et Raizada 2013). La déforestation

contribue également à endommager les systèmes riverains et entraîne l'alluvionnement des lacs et des récifs coralliens. Par exemple, la disparition des forêts permet l'écoulement rapide des eaux de pluie vers les cours d'eau, réduisant ainsi le réapprovisionnement des nappes phréatiques et des aquifères et diminuant les processus de purification des forêts et leur capacité à stocker du carbone (Singh et Cohen 2014). Il est important de noter ici que les rivières et les ruisseaux d'Haïti sont principalement alimentés par des sources à travers un vaste réseau d'aquifères, et que les aquifères eux-mêmes sont rechargés par la capture des précipitations (Swartley et Toussaint 2006). Au fil des ans, en raison de la diminution des précipitations capturées par les aquifères, de nombreuses rivières qui étaient permanentes sont devenues saisonnières. En outre, l'augmentation de l'alluvionnement a accru la salinisation de l'eau à des niveaux nuisibles pour les écosystèmes aquatiques et marins (Gibbons 2010 ; Hotz et Christian 2015 ; Tarter et al. 2016).

### Mythes existants autour de la déforestation en Haïti

La déforestation en Haïti est un sujet largement incompris, souvent entaché de mythes persistants. Dans l'ensemble, il y a des raisons de s'inquiéter car les aléas naturels, les mauvaises pratiques agricoles et l'exploitation non durable du bois continuent de dégrader les ressources forestières et terrestres. Néanmoins, l'état de la couverture forestière d'Haïti n'est peut-être pas aussi sévère que certaines analyses l'ont dépeint (Bailis et al. 2021). Un chiffre qui revient souvent dans les études est que « seulement 2 % d'Haïti est boisé ». Cependant, il est maintenant largement admis qu'un pourcentage beaucoup plus élevé du territoire, environ un tiers de la surface du pays, est couvert d'arbres ou de forêts, ce qui inclut les forêts secondaires, les zones boisées, les terrains boisés gérés, les plantations d'arbres, les systèmes agroforestiers et les nombreux arbres que l'on trouve dans les fermes (voir figure 2) (Churches et al. 2014). La diminution récente du couvert forestier en Haïti pourrait également être moins dramatique que ce qui est traditionnellement rapporté. Selon Global Forest Watch, Haïti a connu un changement net de -3,44kha (-0,29 %) dans le couvert forestier entre 2000 et 2020, ce qui suggère que le couvert forestier est resté relativement stable au cours des deux dernières décennies. La superficie totale de forêt primaire en Haïti a diminué de 35 % entre 2002 et 2021, soit environ 4,2 % de la perte totale en couvert forestier au cours de la même période. Les départements du Sud, de la Grand'Anse et du Nord-Est sont responsables de 53 % de la perte totale en couvert forestier entre 2001 et 2021, le département du Sud ayant connu la plus forte perte en couvert forestier au cours de cette période (Global Forest Watch 2023).

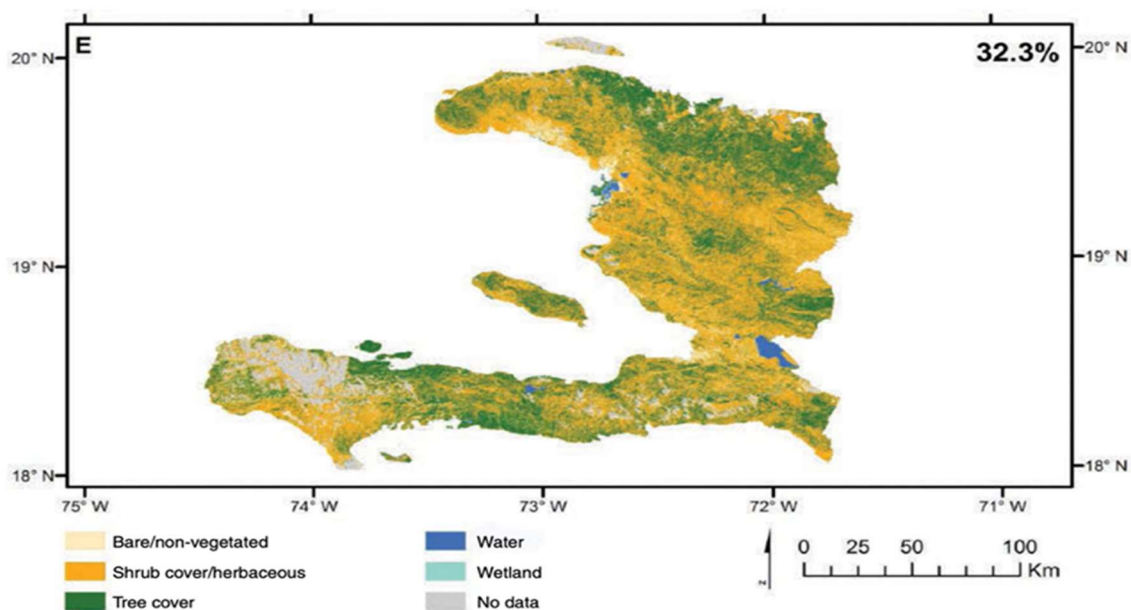


Figure 3 : Carte du couvert forestier en Haïti, avec un couvert estimé à 32,3 % (Churches et al. 2014)

Par ailleurs, il est souvent rapporté que la production de charbon de bois est à l'origine de la déforestation en Haïti, et que la solution à la déforestation passe donc par la promotion d'énergies ou de technologies alternatives. En réalité, la déforestation en Haïti est un phénomène très complexe qui ne peut être expliqué en quelques chiffres. L'industrie du charbon de bois est souvent perçue à tort comme le principal coupable, mais les forêts primaires ont été coupées pour le bois et l'agriculture bien avant l'essor de l'industrie du charbon de bois. Aujourd'hui, les mauvaises pratiques agricoles, telles que la culture sur brûlis, sont de loin le principal facteur de déforestation (Global Forest Watch 2023 ; Tarter et al. 2016). Les catastrophes causées par les aléas naturels sont un autre facteur important de la perte en couvert forestier, comme en témoigne le pic de forêts détruites attribuable au passage de l'ouragan Matthew en 2016 (Global Forest Watch 2023). Néanmoins, il est vrai que la dépendance d'Haïti à l'égard de la récolte en bois-énergie, qui comprend le bois de chauffage, le charbon de bois et le *bois gras* (morceaux de pin contenant une certaine quantité de résine de pin pour démarrer la combustion du charbon de bois), reste un moteur de la déforestation, tant des forêts terrestres que des forêts côtières.<sup>36</sup> Cependant, l'industrie du charbon de bois utilise de plus en plus des techniques de production durables, y compris des sources renouvelables de biomasse (voir l'étude de cas dans l'encadré 5).

#### **Encadré 5 : Étude de cas : L'industrie du charbon de bois en Haïti, la deuxième plus grande chaîne de valeur agricole**

Les biocarburants dérivés du bois sont les principales sources d'énergie en Haïti et représentent entre 80 et 90 % de l'approvisionnement primaire en énergie du pays. Le bois est le principal combustible de cuisson dans les zones rurales (75 % contre 10 % dans les zones urbaines), tandis que dans les zones urbaines, environ 80 % des ménages utilisent le charbon de bois comme principal combustible de cuisson (IEA 2015 ; USAID 2016 ; Freeman 2019). Le charbon de bois est la deuxième plus grande chaîne de valeur agricole du pays, derrière les mangues, et elle est beaucoup plus importante que la plupart des autres produits de l'économie rurale en Haïti. Environ 946 500 tonnes métriques de charbon de bois sont consommées chaque année en Haïti. La capitale Port-au-Prince est de loin le premier consommateur de charbon de bois du pays, avec une consommation annuelle estimée à 438 000 tonnes métriques, soit près de 50 % de la consommation nationale. Les ventes de charbon de bois en Haïti sont estimées à 392 millions USD par an au niveau national, et à environ 182 millions USD par an pour Port-au-Prince. Si la valeur annuelle nationale estimée du charbon de bois est comparée aux exportations d'autres produits agricoles (cultures et bétail), le charbon de bois est six fois plus précieux que toutes ces exportations combinées (Tarter et al. 2018).

Grâce à l'amélioration du réseau routier depuis la fin des années 1960, et notamment au développement des « routes de desserte », la production de charbon de bois est entièrement décentralisée dans l'ensemble du pays. Cela a permis d'alléger la pression sur certaines zones de production traditionnelles, de favoriser la restauration du couvert arboré et de revenir ensuite à la production de charbon de bois. Les trois principaux sites de production de charbon de bois produisent ensemble environ 80 % du charbon de bois consommé à Port-au-Prince. Il s'agit de la péninsule de Tiburon (41 %), du plateau central (20 %) et de la zone située à l'est de Port-au-Prince (18 %). Malgré sa mauvaise réputation en Haïti, en particulier parmi les observateurs internationaux, le secteur du charbon de bois a continué à prospérer en raison de l'augmentation de l'accès géographique combiné à l'évolution vers des techniques de production plus durables, y compris l'utilisation de sources de biomasse renouvelable (Tarter et al. 2018).

<sup>36</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 30.05.2023.

## Tendances et projections climatiques

### Température

Haïti se caractérise par un climat tropical chaud et généralement humide. Là où les montagnes de l'est interrompent les alizés, un climat semi-aride prévaut (CIA 2023). Les températures moyennes annuelles varient entre 24 et 27°C. Les températures journalières varient fortement en fonction de la saison et de l'altitude. Pendant les mois d'été (mai - octobre), elles se situent généralement entre 23°C et 33°C, tandis qu'en hiver (novembre - avril), elles varient entre 19°C et 28°C, avec des températures nettement plus élevées dans les zones de basse altitude. Les régions côtières connaissent de légères différences climatiques dues aux brises côtières (Gouvernement d'Haïti 2022). Depuis 1960, les températures moyennes ont augmenté d'environ 0,5°C, avec des augmentations plus importantes pendant les mois plus chauds (World Bank 2023e).

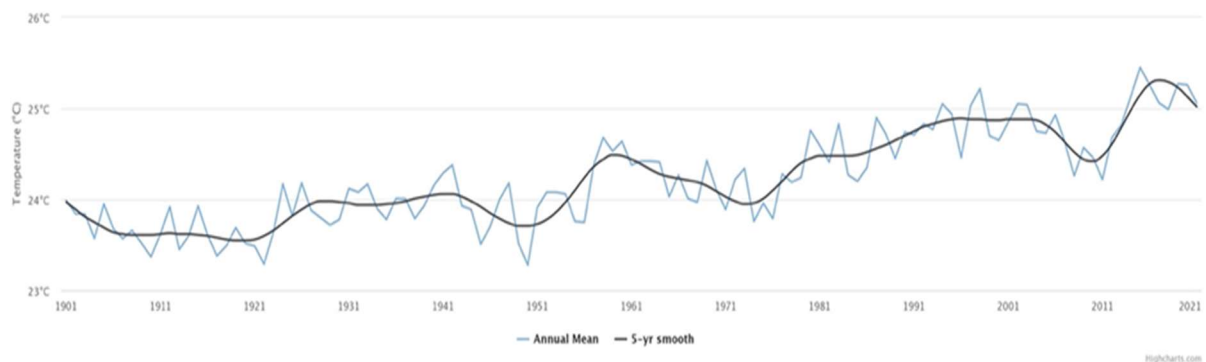


Figure 4 : Température moyenne annuelle observée en Haïti pour la période 1901-2021 (source : World Bank 2023e)

Les dernières décennies ont vu une augmentation significative de la fréquence et de l'intensité des extrêmes chauds pendant la saison estivale, tandis que les extrêmes froids ont diminué en raison des changements de température liés au climat dans les Caraïbes (Seneviratne et al. 2021). En Haïti, le nombre de jours chauds par an a augmenté de 63 jours entre 1960 et 2003 (USAID 2017). Cette tendance devrait se poursuivre et les températures devraient continuer d'augmenter (Seneviratne et al. 2021).

Dans l'hypothèse de faibles émissions futures (SSP1-2.6), les températures annuelles moyennes devraient augmenter d'environ 0,9°C dans le sud et de 1 à 1,09°C dans le nord de l'île pour la période 2040-2059, par rapport à la période de référence 1995-2014. En revanche, dans le cas d'émissions futures moyennes à élevées (SSP3-7.0), les températures augmenteront d'environ 1,2°C dans le sud et de 1,3 à 1,4°C dans le nord, les augmentations les plus fortes étant anticipées dans le département du Nord-Est (World Bank 2023e).



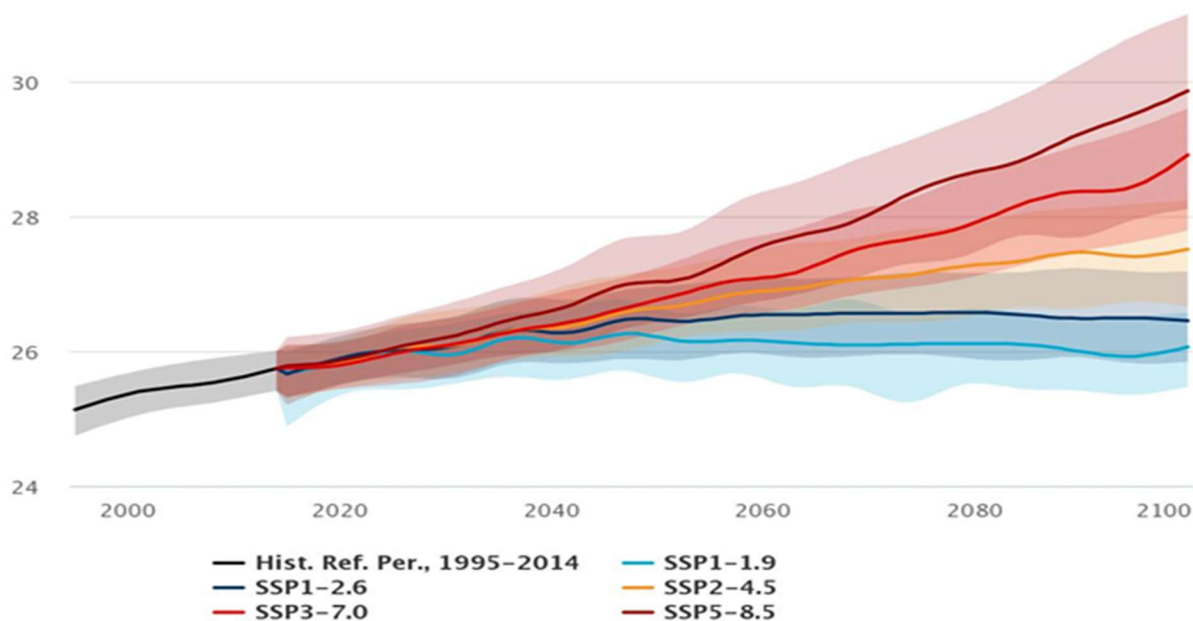


Figure 5 : Projection de la température moyenne en Haïti. Période de référence : 1995-2014, ensemble multi-modèle (source : World Bank 2023e)

## Précipitations

Les précipitations en Haïti sont largement influencées par une saison sèche qui dure normalement de décembre à avril, et une saison des pluies de mai à novembre. Cependant, avec le changement climatique, ces saisons sont en train de changer et deviennent moins prévisibles. Les précipitations annuelles moyennes s'élèvent à environ 1 550 mm. Les précipitations varient de manière significative à travers le pays, avec une moyenne maximum de 2 318 mm à Vallières et une moyenne minimum de 483 mm dans la région des Gonaïves. Dans les régions montagneuses, les versants nord et au vent peuvent recevoir jusqu'à trois fois plus de précipitations que les versants abrités du vent. Dans les régions montagneuses, la moyenne annuelle des précipitations est autour de 1 200 mm, ce qui est jusqu'à deux fois et demie plus que la moyenne annuelle de 500 mm observée dans les plaines (Gouvernement d'Haïti 2022). Pendant la saison des pluies, Haïti subit fréquemment de fortes précipitations et des orages, en particulier dans les montagnes, ce qui entraîne des inondations et des glissements de terrain. Entre 1901 et 2012, aucune tendance significative à long terme des précipitations dans les Caraïbes n'a pu être observée (Mycoo et al. 2022). Ceci concorde avec les tendances relatives aux précipitations pour Haïti de la Banque Mondiale sur la période 1901 à 2020 (World Bank 2023e).

**« Nous avons l'habitude de préparer la terre pour planter des carottes en août, et la pluie arrivait en septembre ; maintenant le mois d'août arrive, nous plantons, mais il n'y a pas de pluie pendant des mois. » - Un(e) représentant(e) d'une association de jeunes haïtiens interrogé(e) dans le cadre de cette étude.**

En ce qui concerne l'avenir, dans l'hypothèse d'émissions futures moyennes et élevées (réchauffement global de 2°C et plus), le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit une réduction des précipitations dans les Caraïbes, en particulier pendant la saison estivale (juin à août) d'ici la fin du 21e siècle (Seneviratne et al., 2021). Selon USAID, les précipitations annuelles moyennes en Haïti devraient diminuer de 3 % d'ici 2030 et de 6 à 9 % d'ici 2050, les réductions étant estimées être plus importantes pendant la saison estivale sèche (juin-septembre). Les périodes de

sécheresse devraient également s'intensifier (USAID 2020a). Dans l'hypothèse de faibles émissions futures (SSP1-2.6), les données de la Banque mondiale pour Haïti prévoient une baisse des précipitations d'environ 40 mm par an dans le département du Nord-Est, et de 10 à 20 mm dans les autres départements à l'est, tandis que les départements à l'ouest pourraient connaître une augmentation des précipitations par rapport à la période de référence 1995-2014 (World Bank 2023e). Cependant, étant donné que la modélisation des caractéristiques hydrologiques dans le contexte de petites îles à l'aide de simulations mondiales est sujette à des incertitudes substantielles, ces résultats doivent être pris comme des approximations (Seneviratne et al. 2021).

De la même façon qu'aucune tendance significative à long terme des précipitations n'a pu être observée dans les Caraïbes (Mycoo et al. 2022), l'absence de données disponibles et le manque de consensus sur les modèles rendent difficile l'identification de changements concluants pour les fortes précipitations. D'une manière générale, on s'attend à ce que les fortes précipitations deviennent plus intenses dans de nombreuses régions du monde en raison de plus grande capacité d'une atmosphère plus chaude à retenir la vapeur d'eau. Dans le même temps, le nombre de jours de fortes précipitations devrait augmenter chaque année. Cependant, en ce qui concerne les Caraïbes, il n'y a pas beaucoup de certitude quant à l'augmentation des fortes précipitations dans la région en fonction de l'augmentation de la température de 1,5, 2 ou 4°C, car différents modèles prévoient différents résultats (Seneviratne et al. 2021).

#### **Encadré 6 : Les effets d'El Niño - Oscillation australe (ENSO) sur le climat d'Haïti**

L'El Niño-oscillation australe (ENSO) est un phénomène climatique irrégulier qui provoque des fluctuations dans les températures de surface de la mer et des changements associés dans la pression atmosphérique au niveau de la zone équatoriale de l'océan Pacifique. Ces changements dans l'eau et l'atmosphère peuvent affecter les conditions météorologiques dans le monde entier. L'ENSO se compose de trois phases : l'état neutre, les événements El Niño et les événements La Niña qui se produisent à intervalles irréguliers (environ tous les 2 à 7 ans) (Bell 2014).

En Haïti, l'ENSO provoque d'importantes variations climatiques d'une année à l'autre. Lors d'un épisode El Niño, Haïti connaît généralement des conditions météorologiques plus sèches et plus chaudes, ce qui augmente les risques de sécheresse et de production agricole réduite. À l'inverse, lors d'un épisode La Niña, lorsque les températures de surface dans le Pacifique oriental sont plus fraîches que la normale, Haïti connaît des conditions plus humides que d'habitude, ce qui augmente le risque d'inondations et de glissements de terrain. L'ENSO affecte également l'occurrence des ouragans : La Niña favorise une plus forte activité cyclonique dans les bassins du Pacifique central et oriental en raison d'un cisaillement vertical du vent et des alizés plus faibles, tandis qu'El Niño a l'effet inverse, supprimant l'activité cyclonique dans les bassins (Bell 2014). Entre 2020 et 2023, le monde a connu un rare épisode La Niña de trois ans, avec un triple creux. Le dernier épisode El Niño majeur s'est produit en 2016, qui reste l'année avec les 12 mois les plus chauds enregistrés à égalité avec 2020. À la mi-2023, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a déclaré, pour la première fois en sept ans, l'apparition de conditions El Niño dans le Pacifique tropical. L'OMM prévoit avec une probabilité de 90 % que l'épisode El Niño se poursuivra au cours du second semestre 2023. Il devrait être au moins de force modérée (WMO 2023).

De nombreuses régions du monde, y compris les Caraïbes, sont confrontées à des sécheresses récurrentes, qui représentent un défi important pour la production agricole, une composante essentielle de l'économie régionale. Haïti est particulièrement exposé au risque de sécheresse pendant les phases El Niño. Entre 1992 et 2016, Haïti a connu neuf épisodes de sécheresse, dont un en 2016 qui a touché plus de 3,6 millions de personnes. Ces épisodes de sécheresse récurrents ont gravement

affecté la production agricole et l'élevage. Selon le GIEC, certains éléments indiquent qu'au cours des dernières décennies, la durée des sécheresses a augmenté dans les Caraïbes, mais la certitude de ces changements est faible (Seneviratne et al. 2021). D'autres recherches ont montré que plus de la moitié de la superficie d'Haïti est exposée aux risques de sécheresse agricole. Les terres cultivées situées à des altitudes élevées ou sur des pentes sont plus exposées à la sécheresse en raison de leur capacité limitée à retenir l'eau (Elusma et al. 2022).

Le changement climatique devrait exacerber les risques d'aridité et de sécheresse dans les Caraïbes, car les températures continuent d'augmenter et les précipitations pourraient diminuer (Ranasinghe et al. 2021). Bien que l'augmentation future de ces risques soit incertaine, les petites îles des Caraïbes, comme Haïti, connaîtront probablement une augmentation en termes de fréquence, de durée, de magnitude et d'étendue des sécheresses agricoles et écologiques (Seneviratne et al. 2021). Cependant, une représentation précise des caractéristiques de la sécheresse dans le contexte des petites îles par l'utilisation de simulations mondiales pose des défis significatifs, ce qui signifie qu'il faut être prudent lors de l'interprétation des projections associées (Seneviratne et al. 2021).

### **L'élévation du niveau de la mer**

L'élévation du niveau de la mer n'est pas uniforme sur l'ensemble du globe, mais est soumise à des différences régionales dues à l'expansion thermique de l'eau et aux courants océaniques, entre autres facteurs. En tant que pays côtier, Haïti est exposé à un risque élevé d'élévation du niveau de la mer causée par le réchauffement climatique. Entre 1993 et 2014, le niveau de la mer a augmenté de 2,5 à 3 mm par an dans les Caraïbes occidentales (Mycoo et al. 2022). Le changement climatique va maintenir cette tendance. Dans l'hypothèse d'un scénario de faibles émissions (RCP2.6), le niveau de la mer autour d'Haïti devrait augmenter d'environ 14 mm d'ici 2030, 25 mm d'ici 2050 et 39 mm d'ici 2080, par rapport à la période 1986-2005. En revanche, dans l'hypothèse d'émissions futures élevées (RCP8.5), ces chiffres devraient s'élever à environ 15 mm d'ici 2030, 28 mm d'ici 2050 et 53 mm d'ici 2080, par rapport à cette même période de référence (projections médianes). Ces hausses du niveau de la mer auront des impacts significatifs sur Haïti, notamment une augmentation de l'érosion côtière et des inondations côtières, ainsi que des dommages aux infrastructures et aux biens immobiliers (World Bank 2023e). Ces conséquences seront significatives, étant donné que la grande majorité des Haïtiens vivent très près de la côte (CIA 2023).

En outre, l'élévation du niveau de la mer induite par le changement climatique, combinée aux ondes de tempête, aux vagues et aux interventions humaines, modifiera le littoral d'Haïti. Les côtes sablonneuses des îles caribéennes devraient reculer d'environ 80 m (valeur médiane) d'ici le milieu du siècle, et de 200 m d'ici 2100 par rapport à l'année 2010, dans les scénarios d'émissions moyennes et élevées (RCP4.5 et RCP8.5) (Vousdoukas et al. 2020). Les vagues de chaleur marine et l'acidité des océans devraient également augmenter dans la mer des Caraïbes (Ranasinghe et al. 2021).

### **Aléas naturels et phénomènes météorologiques extrêmes**

Haïti est très vulnérable à une série d'aléas naturels et d'événements météorologiques extrêmes, qui peuvent tous causer des dommages importants aux infrastructures, à l'agriculture et aux établissements humains, ainsi que des pertes en vies humaines. Selon la Banque mondiale, plus de 96 % de la population du pays est exposée à ces types de chocs (World Bank 2023e). Pour la période de 2000 à 2019, Haïti était classé troisième après Porto Rico et le Myanmar dans l'Indice mondial des risques climatiques, qui évalue la mesure dans laquelle les pays sont touchés par les impacts d'événements météorologiques extrêmes liés au climat (c'est-à-dire les tempêtes, les inondations, les vagues de chaleur, etc.) Germanwatch estime à 27 405 le nombre de décès liés aux conditions météorologiques au cours de cette période de vingt ans, attribuant ces morts aux conséquences

d'événements extrêmes exceptionnellement dévastateurs tels que les ouragans Jeanne en 2004, Sandy en 2012 et Matthew en 2016 (Eckstein et al. 2021).

### Événements sismiques

Le niveau de risque sismique en Haïti est classé comme moyen, ce qui signifie qu'il y a 10 % de chances qu'un tremblement de terre potentiellement destructeur frappe le pays tous les 50 ans (GFDRR 2018). Le 12 janvier 2010, Haïti a été secoué par un tremblement de terre de magnitude 7,0 qui a causé des destructions humaines, sociales, économiques et environnementales sans précédent. Le tremblement de terre a été l'un des plus meurtriers et des plus dévastateurs dans l'histoire récente du monde, faisant environ 230 000 morts et 100 000 blessés. Près de 1,5 million de personnes se sont retrouvées sans abri du jour au lendemain, près de 300 000 ont été déplacées et la capitale Port-au-Prince était en ruines (MULTI-MENACE-HA 2010 ; UN News 2022a). A peine une décennie plus tard, à la mi-2021, les départements du sud d'Haïti ont été frappés par un autre tremblement de terre de magnitude 7,2, qui a fait 2 246 morts, détruit 54 000 maisons et endommagé 83 770 autres bâtiments, y compris des écoles et des établissements de santé (World Bank 2023c).

### Glissements de terrain

La topographie accidentée d'Haïti (63 % du territoire haïtien est en pente de 20 % ou plus) et les fortes pluies fréquentes, combinées aux impacts de la déforestation, rendent le pays très vulnérable aux glissements de terrain (Glas et al. 2020). La réduction du couvert forestier a également entraîné une diminution de la stabilité des sols et une augmentation de l'érosion, ce qui accroît le risque de crues soudaines en raison de la capacité réduite des bassins versants à retenir l'eau (CIA 2023).

### Inondations

Les fortes précipitations, principalement dans le cadre de tempêtes et d'ouragans, peuvent provoquer des inondations désastreuses et mortelles, en particulier dans les régions au relief escarpé. Les inondations sont aggravées par la déforestation, ainsi que par l'érosion des sols et le transport des sédiments, qui entraînent une expansion des zones inondables (Mora 2010). Entre 2000 et 2018, les inondations ont été l'aléa naturel le plus récurrent en Haïti, constituant 53 % de tous les événements enregistrés au cours de cette période selon la base de données des événements d'urgence du CRED (EM-DAT 2023).

Le risque d'inondation urbaine et fluviale est qualifié d'élevé par la Banque mondiale sur la quasi-totalité du territoire (ThinkHazard! 2023). À la mi-2023, les précipitations associées à un système dépressionnaire au début de la saison des ouragans ont provoqué le débordement de nombreuses rivières, entraînant des crues soudaines, des inondations, des éboulements et des glissements de terrain dans la plupart des départements d'Haïti, affectant des dizaines de milliers de personnes et faisant des dizaines de victimes. Ces phénomènes ont été d'autant plus destructeurs que certaines localités, comme Port-de-Paix (département du Nord-Ouest), avaient déjà connu des épisodes de fortes pluies suivies de graves inondations la semaine précédente (OCHA 2023c).

En ce qui concerne les inondations urbaines, Port-au-Prince et les autres centres urbains sont très vulnérables car une grande partie de leur population réside dans des logements de mauvaise qualité situés dans des plaines inondables. Une gestion inadéquate des déchets exacerbe le risque de maladies transmises par l'eau après les inondations (World Bank 2023c). Les bidonvilles comme Cité Soleil, où des tonnes de déchets s'accumulent dans les canaux à ciel ouvert qui traversent la commune, sont particulièrement vulnérables aux inondations et aux risques sanitaires et autres qui en découlent (OHCHR 2022b). Les projections sur les inondations en Haïti divergent, car les tendances en matière

de précipitations et de fortes précipitations sont incertaines. Cependant, malgré une diminution générale des précipitations, le risque d'inondations restera élevé (GFDRR 2018).

### **Ouragans et tempêtes tropicales**

Haïti est très vulnérable aux ouragans et aux tempêtes tropicales en raison de sa situation au cœur de la ceinture des ouragans, une région de l'océan Atlantique et de la mer des Caraïbes où ces phénomènes météorologiques extrêmes sont les plus susceptibles de se former. La saison des ouragans s'étend généralement de juin à fin novembre. Les impacts des ouragans sur Haïti sont exacerbés par les activités humaines, notamment la déforestation généralisée, les infrastructures de drainage non entretenues et la disparition des barrières naturelles dans les zones côtières (USAID 2017).

Ces dernières années, Haïti a connu plusieurs ouragans dévastateurs qui ont causé des dommages importants aux infrastructures, aux habitations et à l'agriculture, ainsi que des pertes en vies humaines. En octobre 2016, l'ouragan Matthew, une tempête de catégorie 4, a frappé Haïti, affectant environ 20 % de la population haïtienne (World Bank 2017). Les vents violents et les fortes précipitations de la tempête ont provoqué d'importantes inondations, des glissements de terrain et de graves dommages aux infrastructures du pays, aux rendements des cultures agricoles et aux écosystèmes naturels. Les conséquences ont été catastrophiques : environ 1,4 million de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire immédiate et quelque 550 personnes ont trouvé la mort (World Bank 2017). D'autres ouragans récents ont causé de lourdes destructions et de nombreux décès, notamment l'ouragan Irma en 2017 et l'ouragan Dorian en 2019 (ReliefWeb 2019). Certaines données suggèrent que l'intensité des ouragans qui passent au-dessus d'Haïti a augmenté depuis les années 1980 (USAID 2016), mais des données d'observation insuffisantes rendent difficile la détermination de tendances à long terme concernant les régimes de vent dans les petites îles des Caraïbes (Ranasinghe et al. 2021).

Le manque de données rend également difficile de prévoir la fréquence et l'intensité des ouragans à venir. Néanmoins, dans l'hypothèse d'émissions de gaz à effet de serre élevées (RCP8.5), les projections climatiques indiquent que la vitesse moyenne annuelle des vents pourrait augmenter jusqu'à 8 % d'ici la fin du siècle (Costaya et al. 2019). La fréquence des ouragans dans le bassin des Caraïbes devrait diminuer, mais leur intensité devrait augmenter, en grande partie en raison de la hausse des températures de surface de la mer, dans le cadre du scénario d'émissions élevées RCP8.5 (Ranasinghe et al. 2021). Cette tendance est conforme aux futurs changements mondiaux dans l'occurrence des cyclones tropicaux, selon lesquels la fréquence des cyclones tropicaux est susceptible de diminuer ou de rester inchangée, tandis que l'intensité des futurs cyclones tropicaux est très susceptible d'augmenter en raison du changement climatique (IPCC 2021).

---

***« Que faire si l'on prépare la terre, si l'on a tout prévu pour commencer la saison de plantation mais que le sol est si sec que vous ne savez plus quoi ni quand planter ? On se tourne vers une source de revenus plus stable et plus facile à gérer, et c'est le charbon de bois. » - Un agronome du département des Nippes interrogé dans le cadre de cette étude.***

***« Les arbres sont notre alternative lorsque nous n'avons pas d'argent pour survenir à nos besoins. Beaucoup d'entre nous savent à quel point ils sont importants pour notre environnement. Nous savons que l'arbre fournit la vie, la nourriture, l'ombre et protège le sol, mais si le climat nous abandonne, quel choix avons-nous ? » - Agriculteurs du département des Nippes interrogés dans le cadre de cette étude.***

## Les trajectoires du climat et de l'insécurité en Haïti

En Haïti, le changement climatique et les pressions environnementales ont contribué à la violence et à l'insécurité de multiples façons et il est anticipé que cela continue ou s'accroisse, à mesure que les impacts du changement climatique s'aggravent. Ce chapitre décrit cinq trajectoires interdépendantes de sécurité climatique qui affectent les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance, les relations communautaires et la cohésion sociale en Haïti, aggravant l'insécurité et la violence : <sup>37</sup>

1. Les aléas naturels induits par le climat engendrent des catastrophes qui menacent directement la survie des habitants d'Haïti et aggravent les problèmes de gouvernance préexistants, entravant les efforts de réponse et de prévention à court et à long terme.
2. Les impacts du changement climatique et la dégradation de l'environnement incitent les habitants à adopter des pratiques d'adaptation néfastes, telles que la criminalité environnementale, et exacerbent la concurrence pour les ressources naturelles ;
3. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont un facteur de migration interne et externe ; le nombre croissant d'habitants qui quittent leur communauté et leur famille érode les mécanismes de survie fondés sur la cohésion sociale et l'entraide.
4. Les pressions climatiques et environnementales menacent les moyens de subsistance et les systèmes de protection, en particulier pour les jeunes et les enfants, les exposant à la violence, à l'exploitation et aux abus.
5. Par conséquent, la fragilité institutionnelle et la violence généralisée en Haïti intensifient la crise climatique, entravant la mise en œuvre d'initiatives efficaces centrées sur la consolidation de la paix et le changement climatique et compromettant l'accès du pays à des opportunités cruciales de financement pour l'action climatique.



Figure 6. Charcoal production with mangrove wood © FoProBim

<sup>37</sup> Sans ordre de priorité.

## Les catastrophes causées par des aléas naturels aggravent les déficits de gouvernance, entravant les efforts de réponse et de prévention

---

***Les aléas naturels induits par le climat causent des catastrophes qui menacent directement la survie des habitants d'Haïti et aggravent les problèmes de gouvernance préexistants, entravant les efforts de réponse et de prévention à court et à long terme.***

---

Bien que le gouvernement soit responsable de réduire l'exposition aux aléas naturels, il a historiquement peiné à gérer et atténuer l'exposition aux risques et, dans certains cas, l'a même amplifiée. L'histoire tumultueuse d'Haïti, marquée par des héritages coloniaux, des interventions étrangères et des structures étatiques extractives, a cimenté un système de pouvoir et de privilèges centré sur un petit groupe au détriment de la majorité (Hsu et Schuller 2019). En conséquence, la santé, la richesse, la stabilité, la sécurité et le développement en Haïti ne sont pas uniformes à travers la société ou la géographie. Une implication importante de ces dynamiques a été le sous-investissement dans les institutions publiques et leurs capacités, ce qui a nui à la fourniture de services publics (par exemple, les soins de santé, l'assainissement, la gestion des déchets et l'éducation). En fin de compte, cela signifie que lorsqu'une catastrophe causée par les aléas naturels frappe le pays, des filets de sécurité et des mécanismes de réponse adéquats peuvent manquer, ce qui augmente la vulnérabilité des habitants d'Haïti, et en particulier celle des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées au sein de la société (Dubois, 2012 ; DoS, 2022 ; Hsu et Schuller, 2019).

**Les capacités et les ressources limitées de l'État limitent la gestion des risques de catastrophe (GRC) au détriment des habitants d'Haïti.** Les difficultés auxquelles sont confrontées les institutions de l'État sont vastes et affectent la GRC. Historiquement, la GRC n'a pas été prise en compte de manière adéquate en Haïti, avec des implications significatives pour la santé et le bien-être des habitants d'Haïti, comme l'a montré le tremblement de terre de 2010 (voir encadré 7). Depuis lors, des améliorations ont été apportées au système, mais des défis importants subsistent, tant du point de vue de la prévention que de la réponse. Il est particulièrement important de noter les ressources et les capacités limitées des autorités locales et des agences responsables de la GRC, en particulier dans les zones rurales. De plus, l'application des lois et règlements pertinents, tels que les codes de construction, est également limitée, de nombreux bâtiments n'étant pas aux normes et ne faisant pas l'objet d'une surveillance régulière (FICR 2020). Les habitations informelles et illégales dans les zones côtières et de mangrove, dont bon nombre sont censées être protégées, en sont un autre exemple frappant. Faute d'accès à la terre, les gens ont commencé à défricher les forêts de mangrove et à construire illégalement des maisons dans ces zones, dans certains cas au su ou même avec la complicité des autorités locales. Cependant, comme les forêts de mangroves sont vulnérables aux inondations côtières et aux phénomènes météorologiques extrêmes, la sécurité physique des personnes est menacée.<sup>38</sup> En outre, bien que davantage de systèmes d'alerte précoce (SAP) aient été mis en place récemment, ils ne sont pas encore pleinement opérationnels (voir chapitre 5.3).

---

<sup>38</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023

### Encadré 7 : Gestion des risques de catastrophe en Haïti

Après le tremblement de terre de 2010, il est apparu clairement que le système de GRC en Haïti rencontrait des difficultés dans plusieurs domaines, notamment des faibles capacités d'alerte précoce et de cartographie des risques, un manque de coordination, peu d'exigences légales dans les domaines essentiels pour la prévention et la réponse aux catastrophes, de faibles capacités d'exécution, et l'application laxiste des règles vitales pour la sécurité de milliers d'Haïtiens et d'Haïtiennes (par exemple, les codes de la construction) (FICR 2020).

Cette prise de conscience a conduit le gouvernement, avec le soutien des partenaires internationaux, à apporter des améliorations notables à la GRC, notamment par des réformes légales (une nouvelle stratégie de réponse aux catastrophes a été élaborée)<sup>39</sup>, le renforcement des capacités, l'optimisation de l'équipement, l'amélioration de la coordination pour les phases de réponse et de relèvement entre et au sein des ministères et des autres acteurs, et une plus grande attention portée à la prévention, l'éducation, la sensibilisation et la formation (The New Humanitarian 2022). La Direction générale de la protection civile, qui a le mandat institutionnel de coordonner le système de GRC, jouit d'une confiance relative, en particulier depuis qu'elle a coordonné avec succès la réponse d'urgence après le tremblement de terre de 2021 (GFDRR 2022).

**La mauvaise gestion financière entrave également le système de GRC en Haïti.** Dans certains cas, la mauvaise gestion financière et/ou l'utilisation abusive des fonds alloués à la GRC ont empêché la mise en œuvre d'activités efficaces pour la réponse et la relèvement face aux catastrophes (CSIS 2020). Par exemple, il y a eu des cas où des matériaux ou des travaux publics destinés à aider au relèvement après une catastrophe n'ont pas été achevés comme prévu, et d'autres cas où l'accès aux matériaux et aux biens aurait exigé un pot-de-vin ou d'avoir des relations étroites avec les personnes chargées de la distribution (BTI 2023 ; Melis et Jean 2021). Ces dynamiques étaient évidentes dans la réponse à l'ouragan Matthew, où beaucoup ont observé qu'une partie de l'aide d'urgence avait été détournée par les personnes chargées de la distribution, au lieu d'atteindre les communautés durement touchées (Melis et Jean 2021 ; Hsu et Schuller 2019). L'absence d'aide adéquate à la suite d'une catastrophe peut également exacerber la compétition pour les ressources au sein et entre les communautés. Par exemple, un participant aux discussions de groupe de Cité Soleil a mentionné « *[qu']il y a souvent des inondations dévastatrices dans le quartier ; après la catastrophe, il n'y a jamais assez de nourriture, d'eau, ni même d'espace pour dormir ou aller aux toilettes, alors les bagarres éclatent facilement.* »<sup>40</sup>

**La réponse aux catastrophes peut elle-même encourager la mauvaise gestion financière par certains acteurs,** ce qui est une tendance typique observée dans les pays où les institutions nécessaires à la surveillance et à la gestion peinent à remplir leurs fonctions. C'est également le cas en Haïti, où le système judiciaire est confronté à d'importants défis institutionnels, ce qui rend difficile la prise en charge des cas de mauvaise gestion financière (voir chapitre 2.2 ; BTI 2023). Dans le même temps, le montant des fonds associés à la réponse aux catastrophes est si important qu'il ne peut être ignoré. En réponse au tremblement de terre de 2010, par exemple, un total de 13 milliards USD d'aide publique au développement (APD) a été affecté à Haïti. Des montants considérables de cette APD auraient été détournés et des pots-de-vin auraient été versés pour mettre en œuvre (ou non) des projets (CSIS 2020).<sup>41</sup> Plusieurs exemples de cooptation de l'aide humanitaire ont été enregistrés. Lors

<sup>39</sup> Le Plan national de gestion des risques de désastre 2019-2030 a été approuvé par le gouvernement haïtien en 2020. Il a été élaboré dans le cadre d'un processus inclusif, multisectoriel et participatif, avec le soutien technique du PNUD, d'ONU-Femmes et de l'UNDRR, et financé par l'Office of U.S. Foreign Disaster Assistance (USAID/OFDA) et la Banque mondiale.

<sup>40</sup> Discussions de groupe à Cité Soleil, Port-au-Prince, 29-30.06.2023.

<sup>41</sup> Par exemple, « de multiples contrats de reconstruction d'infrastructures (notamment des routes, des ponts et même des installations sportives) et de bâtiments publics ont été attribués à des entreprises dominicaines et à d'autres entreprises non haïtiennes qui semblaient souvent avoir des liens avec des individus au sein de la bureaucratie et de la communauté politique du secteur public haïtien, les paiements dépassant souvent les résultats attendus du projet ». Voir : CSIS (2020).



de la réponse à l'ouragan Matthew, il a été rapporté que de l'aide d'urgence était utilisée par des individus dans certains des départements touchés pour acheter de l'influence et accroître leur enrichissement personnel (Hsu et Schuller 2019). Aujourd'hui encore, des gangs armés s'empareraient de livraisons d'aide dans des zones difficiles d'accès, ce qui accroît leurs capacités de recrutement et leurs ressources, et prolonge l'insécurité dans tout le pays (Hsu et Schuller 2019).

**La méfiance entre les paysans ruraux et l'élite dirigeante est amplifiée lorsque des cas de malversation liés à la réponse aux catastrophes sont révélés.** La méfiance entre l'État et les paysans des zones rurales (peyizan en kreyol) en Haïti n'est pas un phénomène nouveau. Elle trouve son origine dans l'impression que le gouvernement ne travaille pas pour les gens ordinaires et qu'il n'a pas leurs intérêts à cœur. Une opinion répandue dans les communautés du sud d'Haïti après le passage de l'ouragan Matthew est éclairante à cet égard : « *Leta pran li pa bay* » (L'État prend [de vous] mais ne donne pas [à vous]) (Melis et Jean 2021). Par le passé, il est arrivé que des fonctionnaires ou notabs profitent du chaos à la suite d'une catastrophe pour confisquer des terres aux populations rurales (Marcelin et al. 2016). Pour beaucoup, cela a renforcé l'idée que l'État est une entité hostile qui exploite les paysans.<sup>42</sup> « *Pour nous, les autorités locales n'existent que de nom, une partie de la structure administrative du pays ; elles n'agissent pas concrètement dans la commune, la majorité de la population n'est pas informée de ce qu'elles font, de si la commune reçoit de l'aide, et si oui, d'où va cette aide.* »<sup>43</sup> Le malaise populaire face à l'action des élus a des conséquences, ralentissant l'adoption ou l'adhésion à des politiques et des pratiques qui pourraient être utiles et bénéfiques aux habitants d'Haïti, en particulier dans le domaine de la prévention des catastrophes. Un exemple éloquent mérite d'être cité : la division et la méfiance entre la société haïtienne et l'État ont fait que la population a été moins réceptive aux messages et aux avertissements concernant l'arrivée imminente de l'ouragan Matthew, ce qui a eu pour conséquence que moins de citoyens se sont préparés correctement (Melis et Jean 2021). Un représentant d'une ONG internationale travaillant sur la GRC en Haïti a déclaré : « *Le problème c'est que les gens ne font pas confiance aux alertes météorologiques en raison de la généralisation des fake news. Et même s'ils s'y fiaient, ils restent dans leurs maisons parce qu'ils craignent que, s'ils quittent leur domicile, leurs biens seront volés.* »<sup>44</sup>

**Les donateurs internationaux et les organisations de mise en œuvre ont joué un rôle clé dans l'aide et la réponse aux catastrophes en Haïti, mais leur implication a posé des problèmes qui ont renforcé la méfiance de certains segments de la population haïtienne.** Les donateurs internationaux et les organisations de mise en œuvre (agences des Nations Unies, et ONG régionales/internationales) ont traditionnellement apporté un soutien important au gouvernement et aux acteurs de la société civile en Haïti en matière de prévention, de réponse et de relèvement face aux catastrophes. Leurs contributions dans ce domaine sont bien connues et significatives, allant de la réponse aux besoins immédiats de la population à la fourniture de services essentiels (par exemple, d'eau potable, de santé et d'assainissement) et au soutien à l'élaboration de politiques de GRC. Cela dit, le rôle des acteurs internationaux a parfois été problématique et, dans certains cas, a même contribué à renforcer des dynamiques néfastes. Par exemple, les mécanismes de responsabilité liés à certains projets internationaux n'ont pas toujours été facilement disponibles, accessibles ou même existants (IIDH 2022). Certaines organisations internationales ont été accusées de reproduire les relations perçues comme extractives entre les élites politiques et économiques haïtiennes d'Haïti et la paysannerie, par exemple en ne faisant pas appel aux organisations communautaires en tant que partenaires égaux ou en contournant complètement des acteurs haïtiens pertinents, ce qui compromet la durabilité à long terme des interventions (Frontier 2021 ; Melis et Jean 2021). Dans certains cas, ces dynamiques ont aggravé les sentiments de méfiance à l'égard des acteurs internationaux au sein de certains groupes

<sup>42</sup> Ceci est enraciné dans la relation historique entre l'État et la paysannerie haïtienne, une histoire qui a été largement étudiée. Voir : Dupuy (1989).

<sup>43</sup> Discussion de groupe à Terrier-Rouge, Nord-Est, 12.07.2023.

<sup>44</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 1.03.2023.

en Haïti, ce qui, si l'on n'y remédie pas, peut saper l'impact de leurs efforts souvent essentiels dans le pays.

**Le mécontentement à l'égard des réponses aux catastrophes peut inciter à la violence.** Des groupes comme les « brigades de vigilance », qui existent en Haïti depuis des décennies, deviendraient plus actifs pendant les périodes d'instabilité politique ou après les catastrophes naturelles en réponse à l'incapacité perçue des forces de sécurité de l'État à protéger les civils (Edourard et Dandoy 2017 ; Da Rin 2023). Entre 2012 et 2015, à la suite de l'ouragan Sandy et alors que l'épidémie de choléra était en pleine explosion, l'ONU a recensé 500 cas de lynchage. Ce phénomène a connu une résurgence récente, notamment dans les quartiers les plus vulnérables de Port-au-Prince, en réponse au pic de violence lié aux gangs (OHCHR 2017). Pour le seul mois d'avril 2023, le HCDH a rapporté 164 cas de meurtres populaires et de lynchages contre des membres présumés de gangs, perpétrés par des groupes d'autodéfense (connus sous le nom de *Bwa Kale* ou « bois pelé » en créole haïtien), constitués en grande partie de jeunes volontaires (OHCHR 2023 ; Da Rin 2023). Certains de ces groupes d'autodéfense ont établi une collaboration informelle avec les forces de sécurité de l'État pour lutter contre les gangs, et même avec des groupes armés pour se protéger des attaques de bandes rivales (Da Rin 2023). Loin d'aider à endiguer la violence liée aux gangs, la montée en puissance du mouvement *Bwa Kale* alimente encore plus la violence dans la capitale et détériore l'état de droit en Haïti. En fin de compte, l'impact des catastrophes et l'incapacité des institutions étatiques à les gérer conduiront à un mécontentement continu au sein de la population, alimentant probablement plus d'instabilité et de violence.

**Les défis liés à la GRC affectent tous les habitants d'Haïti, mais de manière inégale.** Les problèmes susmentionnés liés à la GRC en Haïti ont des répercussions particulièrement négatives sur certains segments de la population haïtienne. Les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap sont plus susceptibles d'être touchés par les catastrophes, car ils sont plus souvent dépendants des autres pour leurs besoins, sont disproportionnellement plus pauvres et ont une influence limitée sur les décisions relatives à l'allocation des ressources (UN Women 2021 ; Hunt et al. 2015 ; BM 2020). Leur marginalisation signifie également qu'ils sont moins à même d'accéder aux services après une catastrophe. Par exemple, 54 % des femmes contre 46 % des hommes ont des difficultés à accéder aux services de santé après une catastrophe (lorsque ceux-ci fonctionnent encore). De plus, les personnes vivant avec un handicap sont moins susceptibles d'être admises dans des refuges, d'obtenir les services de base ou d'être incluses dans les registres des personnes touchées par une catastrophe (UN Women 2021 ; Hunt et al. 2015). Les ménages pauvres vivent dans des zones où l'environnement est instable, comme les ravins ou les côtes dans les zones rurales, ou les *bidonvilles* à flanc de colline dans les villes, souvent logés dans des abris construits avec des matériaux dangereux, comme « *des toits en tôle mal fixés qui peuvent tuer les gens lorsqu'ils s'envolent.* »<sup>45</sup> Ils sont généralement engagés dans des activités commerciales informelles à petite échelle et, dans les zones rurales, vivent de l'agriculture de subsistance, ce qui réduit leur capacité à reconstruire et à se rétablir. Le coût élevé des dommages à la suite des aléas naturels ne laisse souvent aux gens d'autre choix que de vendre les biens qui leur restent, y compris les terres, ce qui condamne ces ménages à un cycle de pauvreté et de vulnérabilité.<sup>46</sup> Sept ans après le passage de l'ouragan Matthew, par exemple, « *de nombreuses personnes ne se sont toujours pas remises et continuent de vivre dans des abris faits de bâches et de petits morceaux de bois.* »<sup>47</sup>

<sup>45</sup> Entretien avec un expert clé travaillant à la réserve écologique de Wynne Farm, 22.03.2023.

<sup>46</sup> Bien que vendre son bétail ou ses terres ait toujours été une solution de dernier recours, il semblerait que cela devienne la nouvelle norme dans le contexte actuel de changement climatique et d'insécurité.

<sup>47</sup> Entretien avec un expert clé agronome à Abricots, 24.03.2023.

**En fin de compte, les aléas naturels induits par le climat menacent de cimenter et de renforcer les défis en matière de GRC.** Les coûts élevés des catastrophes signifient que les ressources financières et humaines, qu'elles proviennent du gouvernement haïtien ou des donateurs internationaux, sont souvent canalisées vers la réponse et le relèvement plutôt que vers des objectifs de développement durables et long termistes. Cette dynamique est déjà visible en Haïti, où les aléas naturels récurrents induits par le climat ont de facto enfermé le pays et ses habitants dans un mode de survie, leur permettant de faire peu de progrès au-delà de la réponse ou du relèvement. L'augmentation prévue de la fréquence et de l'intensité des aléas ne fera qu'aggraver la situation, en soustrayant des ressources à d'autres secteurs clés tels que l'éducation et la santé. Cette situation risque de perpétuer le sous-développement, la pauvreté et la vulnérabilité, en particulier dans les régions où ces investissements sont les plus nécessaires.

## Le changement climatique pousse les populations à adopter des pratiques d'adaptation néfastes et exacerbe la compétition pour les ressources naturelles

***Les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement incitent les habitants à adopter des pratiques d'adaptation néfastes, y compris à commettre des crimes environnementaux, et amplifient la compétition pour les ressources naturelles ; ces dynamiques varient considérablement entre les zones rurales et urbaines et influencent les flux de migration interne.***

**Haïti souffre depuis longtemps d'une profonde fracture entre les zones rurales et urbaines,** les zones urbaines, en particulier la capitale Port-au-Prince, obtenant de bien meilleurs résultats pour toute une série d'indicateurs du développement par rapport aux zones rurales ou *l'andéyo*, qui signifie « l'extérieur ». Un facteur important de cette fracture est le sous-investissement chronique dans les zones rurales et les infrastructures agricoles (Ferenz 2022). Haïti est souvent considéré comme l'un des pays les plus inégaux sur le plan socio-économique de la région Amérique latine et Caraïbes, avec un écart particulièrement marqué entre les campagnes et les villes (World Bank 2014).

**La marginalisation des zones rurales découle principalement de la faiblesse du contrat social entre les élites politiques de la capitale et les soi-disant « paysans » des provinces** (Ferenz 2022). Les personnes interrogées ont décrit le système social haïtien comme étant basé sur l'exclusion et l'inégalité, ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, ce qui a entraîné de nombreux conflits internes et des incidents de violence politique tout au long de l'histoire d'Haïti (Hauge et al. 2015 ; Zanotti 2010). Comme l'a fait remarquer un expert haïtien en sécurité interrogé dans le cadre de cette étude : « *Quand je suis revenu ici en 2011, j'ai dit qu'il y aurait un jour une guerre civile. Le pays est trop divisé, et les disparités entre les riches et les pauvres sont trop grandes.* »<sup>48</sup> Néanmoins, les réalités opposées des zones rurales et urbaines d'Haïti forment l'épine dorsale de la société haïtienne (Ferenz 2022). Elles sont très interdépendantes, façonnant les dynamiques autour de la résilience et de la vulnérabilité climatiques. De plus, les habitants d'Haïti tant ruraux qu'urbains sont fortement affectés par les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, mais de manière très différente.

**Dans les zones rurales, la plupart des ménages dépendent de l'agriculture pluviale comme principale stratégie de subsistance, ce qui signifie que le stress climatique et environnemental peut rapidement les faire basculer dans l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire.**<sup>49</sup> Les chocs à évolution lente, tels que la variabilité des précipitations, l'augmentation des températures et la dégradation des sols, affectent la productivité agricole ainsi que le secteur de la pêche, avec des répercussions négatives sur les revenus des ménages ruraux. En outre, les aléas naturels provoquent des dégâts, à la suite desquels

<sup>48</sup> Entretien avec un expert en sécurité à Port-au-Prince, 21.03.2023.

<sup>49</sup> Seule la moitié du potentiel d'irrigation en Haïti est effectivement exploitée (environ 80 000 hectares) et la plupart des 250 systèmes d'irrigation présents en Haïti sont mal entretenus, sont obstrués par les sédiments ou fournissent un approvisionnement irrégulier (MARNDP 2015 ; Jean et al. 2022).

les ménages ruraux ont généralement besoin de plusieurs années pour s'en remettre (Singh et Barton-Dock 2015). Le sud d'Haïti est une région particulièrement touchée par la sécheresse. Une agricultrice de Grand'Anse a expliqué qu'elle et son mari n'avaient pas pu commencer la saison des semences en raison d'une sécheresse inhabituelle. La saison de plantation du maïs, des haricots, du taro, de la patate douce et de l'igname ayant été retardée, le ménage a perdu une part importante du rendement.

**Les mécanismes d'adaptation traditionnels, comme l'agroforesterie, ont été compromis par les effets du changement climatique et de la dégradation environnementale.** « *L'agroforesterie était une bonne solution de secours pour nous, mais depuis que l'ouragan Matthew a frappé la région en 2016, la plupart des arbres ont été gravement endommagés ou sont tombés. Les arbres qui ont réussi à se rétablir ont encore du mal à produire des fruits à cause du manque de pluie. Les mangues ne poussent pas et lorsqu'elles tombent des arbres, elles sont immangeables.* »<sup>50</sup> Tout comme l'agroforesterie, l'élevage de bétail en Haïti sert de source de subsistance alternative, un type d'épargne qui permet aux ménages ruraux de vendre ou de consommer les animaux en cas de difficultés accrues (Tarter et al. 2016). Cependant, pour de nombreuses familles, cette stratégie d'adaptation n'est plus viable car de nombreux animaux ont été tués par des aléas naturels et les troupeaux n'ont pas été en mesure de se rétablir en raison des mauvaises conditions environnementales et météorologiques.<sup>51</sup> L'ouragan Matthew, par exemple, aurait causé la mort de milliers de bovins, et jusqu'à 90 % du bétail aurait été perdu dans certaines régions (USAID 2020c).

**Les mécanismes d'adaptation sont en outre freinés par le manque de connaissances et d'accès aux pratiques et aux technologies agroécologiques durables et résilientes au climat.** Les services d'irrigation et de vulgarisation, ainsi que la fourniture d'infrastructures essentielles et de services agricoles en général, sont extrêmement limités en Haïti (Ferenz 2022). Le manque de connaissances et d'accès aux services sont des vestiges de l'histoire d'Haïti, marquée par l'esclavagisme, la marginalisation rurale et la surexploitation.<sup>52</sup> La situation des populations rurales s'est aggravée au cours de la dernière décennie en raison des impacts de crises successives et protéiformes. « *La production locale a été très affectée par ce mélange de sécheresse, d'érosion des sols et de glissements de terrain, sans parler de la situation politique et économique ; de plus en plus de produits sont importés et les zones rurales risquent de perdre leur raison d'être* », a confirmé l'employé d'une ONG internationale travaillant sur la sécurité alimentaire en Haïti.<sup>53</sup> Le stress hydrique, en particulier, affecte de grandes parties des régions rurales, comme l'a expliqué un travailleur social : « *Certaines zones ont de l'eau en raison de leur proximité avec les rivières, mais beaucoup sont asséchées. Dans d'autres cas, il n'y a pas d'infrastructure pour transporter l'eau, qui se déverse donc dans l'océan.* »<sup>54</sup>

**Faute d'autres options, de nombreux agriculteurs ont décidé de modifier leurs pratiques agricoles, adoptant des approches court-termistes et non durables qui endommagent l'environnement naturel.**<sup>55</sup> Cela inclut une augmentation de l'agriculture sur brûlis et le défrichement de zones forestières en amont pour l'agriculture et le pâturage, ce qui accentue la déforestation, la dégradation des sols et la perte de biodiversité (Bellande 2015). Le manque d'accès à des terres adaptées à l'exploitation est l'un des principaux problèmes, car les rares étendues de terre fertile appartiennent généralement aux grands propriétaires terriens qui pratiquent souvent la monoculture pour l'export. Cette situation pousse les petits exploitants à cultiver des parcelles à flanc de montagne.<sup>56</sup> La production de charbon de bois est un autre mécanisme d'adaptation qui, s'il n'est pas effectué de manière durable, peut entraîner la déforestation. Cette activité est l'une des sources de

<sup>50</sup> Entretien avec une experte clé femme d'affaires d'Abricots, 12.04.2023.

<sup>51</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 30.05.2023.

<sup>52</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

<sup>53</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>54</sup> Entretien avec un expert clé d'une association de la jeunesse haïtienne, virtuel, 20.03.2023.

<sup>55</sup> Discussions de groupe à Baleine et Fonds des Blancs, Sud, 26.05.2023.

<sup>56</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

revenus les plus accessibles et les plus stables dans les zones rurales d'Haïti aujourd'hui. Les agriculteurs n'ont souvent pas d'autre choix que d'abattre de précieuses forêts.<sup>57</sup> « *Que faire si l'on prépare la terre, que l'on a tout prévu pour commencer la saison de plantation, mais que le sol est tellement sec que l'on ne sait plus quoi planter ni quand le faire ?* » a déclaré un agronome interrogé pour cette étude. « *Vous vous rabattez sur une source de revenus plus stable et plus facile à gérer, et c'est le charbon de bois.* »<sup>58</sup> Des agriculteurs du département des Nippes ont expliqué leur relation avec la sylviculture comme suit : « *Les arbres sont notre alternative lorsque nous n'avons pas d'argent pour joindre les deux bouts. Beaucoup d'entre nous savent à quel point ils sont importants pour notre environnement. Nous savons que l'arbre donne la vie, la nourriture, l'ombre et protège le sol, mais si le climat nous abandonne, quel choix avons-nous ?* »<sup>59</sup>

#### Encadré 8 : L'histoire d'un étudiant en agronomie et agriculteur de Cap Rouge

Jacques (nom fictif) est un étudiant en agronomie de 30 ans basé à Jacmel, mais il est originaire des montagnes connues sous le nom de Cap Rouge, où il continue de pratiquer l'agriculture. Jacques est très attaché à la vie rurale et aime profondément les choses qui poussent. Cependant, pour lui et les agriculteurs de la région, planter des cultures est devenu extrêmement difficile en raison des effets du changement climatique : il y a un manque de pluie et de longues périodes de sécheresse et les saisons sont devenues très imprévisibles. Les sources d'eau sont très rares et les agriculteurs doivent souvent marcher plusieurs kilomètres pour en trouver une. Jacques se souvient des nombreux puits qui se sont complètement asséchés et qui n'existent plus. Il ne sait pas s'ils se rerenipliront un jour ou l'autre.

La zone où il vit et travaille est réduite, il ne reste que quelques familles, car depuis de nombreuses années déjà, les gens partent. Nombre d'entre eux sont partis à Jacmel et Port-au-Prince, mais aussi à l'étranger vers les États-Unis, le Chili, la République dominicaine et le Brésil. Les gens veulent désespérément quitter la région pour trouver du travail, pour trouver des alternatives. Malgré quelques efforts locaux pour promouvoir une approche agroécologique de l'agriculture, de nombreuses personnes ont perdu espoir. Mais pas Jacques. Il discute avec passion d'une technique agroécologique innovante, appelée *sistem paya*, qui consiste à ramasser les feuilles tombées des plantes et des arbres et à les répandre sur le sol pour retenir l'humidité et l'eau. Les feuilles se décomposent et fertilisent naturellement le sol. Le projet de Jacques est d'apprendre le plus possible, de retourner à Cap Rouge et de travailler avec les agriculteurs à l'application de nouvelles méthodes durables. Il est convaincu que cela améliorera la vie des populations rurales de la région.

**La migration vers les centres urbains est une autre stratégie d'adaptation, mais elle a, au fil du temps, engendré une pression démographique considérable sur les villes haïtiennes.** Depuis longtemps, la migration vers les centres urbains est une stratégie d'adaptation pour les habitants ruraux qui ne peuvent plus faire face à la dégradation de leurs conditions de vie. Cet exode rural, souvent appelé *cheche lavi* ou « à la recherche de moyens de subsistance », a entraîné, en l'absence de toute planification urbaine, la prolifération de *bidonvilles* dans les villes, et en particulier à Port-au-Prince (Fanfan 2020). Un membre du personnel d'une ONG interrogé dans le cadre de cette étude a expliqué que : « *Comme le changement climatique rend de plus en plus difficile de vivre de l'agriculture, les gens n'ont pas d'autre choix que de quitter les zones rurales où il n'y a plus rien pour eux : pas de travail, pas de nourriture, pas de services. Certains endroits, par exemple dans le département du Sud, se sont*

<sup>57</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 30.05.2023.

<sup>58</sup> Entretien avec un expert clé, universitaire haïtien spécialisé en agronomie, 1.04.2023.

<sup>59</sup> Discussions de groupe à Petit Trout de Nippes, Nippes, 04.06.2023.

vraiment vidés. »<sup>60</sup> L'exode rural est à la fois un moteur et un résultat de l'insécurité climatique et environnementale, comme l'ont expliqué les informateurs clés interrogés dans le cadre de cette étude. « *La dégradation de l'environnement est si prononcée que les jeunes des zones rurales n'ont d'autre choix que de tenter leur chance dans les villes. Mais dans les villes, les opportunités sont également rares. En outre, ils n'ont pas de communauté, pas de réseau. Une fois confrontés à la rude vie dans les ghettos, l'appel à rejoindre un groupe armé devient de plus en plus tentant.* »<sup>61</sup>

**Les impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement contribuent à modifier les dynamiques de la fracture historique entre les zones rurales et urbaines en Haïti.** C'est principalement la conséquence de l'exode rural, qui est largement motivé par la dégradation de l'environnement et exacerbé par le changement climatique. Selon un expert, la fracture historique entre les zones rurales et urbaines s'est transformée en une fracture entre les centres urbains et leurs périphéries, qui se caractérisent par un fossé extrême entre les bidonvilles pauvres et les quartiers riches. « *Les ghettos sont essentiellement devenus les nouveaux andéyo.* »<sup>62</sup>

**Les bidonvilles représentent des poches d'extrême vulnérabilité à la pauvreté,** avec un manque d'opportunités socio-économiques et une forte exposition aux fluctuations du marché, ainsi qu'à la criminalité et à la violence (Ferenz 2022 ; Hancy 2015). Les espaces urbains surpeuplés et marginalisés tendent également à être caractérisés par de mauvaises conditions en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, qui créent des aléas environnementaux et augmentent le risque que les maladies se propagent rapidement. Un exemple récent est l'épidémie de choléra qui a éclaté en 2022-2023 dans le bidonville de Cité Soleil, à Port-au-Prince, en raison d'un mauvais système d'égouts et de la consommation d'eau contaminée (Kestler-D'Amours 2022) (voir également le chapitre 2.3). « *Cité Soleil est traversée par un grand canal qui vient de Delmas où tout le monde jette ses déchets. Quand il pleut, les déchets de Delmas sont emportés vers l'aval et s'empilent avec les autres déchets. L'eau est alors bloquée et inonde les rues et les maisons. Cela se produit régulièrement. C'est une catastrophe* », explique un jeune habitant de Cité Soleil.<sup>63</sup> À Port-au-Prince, les gangs contrôlent souvent l'accès aux ressources naturelles, en particulier l'eau. Lors des guerres de gangs en 2022, par exemple, l'accès à l'eau pour les civils a été temporairement bloqué par un gang, qui a utilisé cette ressource comme arme de guerre (Crisis Group 2023).

**Depuis que la crise de 2021 a frappé Haïti, la violence urbaine a atteint des niveaux extrêmes, ralentissant l'exode rural.** Au lieu de cela, un schéma inverse s'est développé, les personnes fuyant les zones urbaines pour regagner leurs régions ancestrales à la campagne. C'est particulièrement le cas pour les femmes, étant donné leur vulnérabilité accrue face aux menaces d'extorsion, d'enlèvement et de violence sexuelle perpétrées par les gangs. A Cité Soleil, l'un des quartiers les plus touchés par la violence des gangs, selon les habitants, « *presque toutes les femmes sont parties.* »<sup>64</sup> Cependant, dans les zones rurales, les personnes de retour sont à nouveau confrontées à des économies locales dévastées, aggravées par les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Les communautés d'accueil se retrouvent soudain avec des bouches supplémentaires à nourrir, sans beaucoup de revenus en plus. De plus, tout le monde ne peut pas migrer. Au cours des entretiens, certains ont révélé que des membres de la famille et des amis se sont retrouvés coincés dans des situations dangereuses à Port-au-Prince en raison de la violence des gangs, mais n'avaient pas les moyens de retourner auprès de leur famille dans les zones rurales. De même, l'insécurité entrave les quelques possibilités de subsistance qui existent, telles que l'exportation de produits agricoles et l'accès aux marchés. Les *madan sara*, femmes commerçantes qui jouent un rôle

<sup>60</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>61</sup> Entretien avec un expert clé d'une association de la jeunesse haïtienne, virtuel, 20.03.2023.

<sup>62</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

<sup>63</sup> Entretien avec un expert clé, activiste environnemental à Cité Soleil, 23.03.2023 ; discussions de groupe à Cité Soleil, Port-au-Prince, 29-30.06.2023.

<sup>64</sup> Entretien avec un expert clé et un activiste environnemental à Cité Soleil, 23.03.2023.

clé dans le commerce local des denrées alimentaires et des autres produits de base, constituent un groupe social particulièrement touché par cette situation. Si l'insécurité augmente, elles ne sont plus en mesure de vendre leurs produits sur les marchés locaux ou dans la rue.<sup>65</sup>

**Cependant, la migration interne en Haïti est beaucoup plus complexe que les modèles ruraux-urbains ; la mobilité humaine dans les zones rurales, y compris entre systèmes de subsistance, s'est également intensifiée avec les effets du changement climatique.** Il convient de noter l'évolution des schémas de migration entre les régions côtières et l'intérieur des terres, suite aux changements entre et au sein des sources de subsistance tels que l'agriculture et la pêche.<sup>66</sup> Au fur et à mesure que les ressources foncières s'amenuisent, il a été rapporté que les agriculteurs quittent leurs terres et descendent vers les zones côtières pour y pratiquer la pêche en tant que source de revenus alternative. Il peut s'agir d'un phénomène temporaire et périodique, mais certains ont également abandonné l'agriculture de manière plus définitive.<sup>67</sup> Cependant, sans l'expérience requise, les anciens agriculteurs adoptent souvent des pratiques de pêche non durables et nuisibles, en utilisant du matériel et des techniques inappropriés. Les stocks de poissons étant déjà soumis à un stress intense en raison du changement climatique et de la surpêche, cette situation provoque de graves tensions avec les pêcheurs locaux et a, dans certains cas, entraîné des épisodes de conflit. Jusqu'à présent, les conflits sont restés essentiellement interpersonnels, mais dans certains cas, ils ont dégénéré en conflits intercommunautaires. Selon l'employé d'une ONG travaillant dans le secteur de la pêche : « *Les pêcheurs locaux sont de plus en plus en conflit avec ceux qui viennent d'autres régions et qui leur volent leurs prises ; les pressions et les tensions augmentent indéniablement.* »<sup>68</sup> Le mouvement inverse se produit également : face à la dégradation des ressources côtières et marines, un nombre important de pêcheurs se seraient déplacés à la recherche de revenus alternatifs. Certains d'entre eux se sont installés dans les zones urbaines, à l'instar des agriculteurs, mais d'autres se sont lancés dans l'agriculture, entrant en compétition directe avec les agriculteurs traditionnels pour les terres et les ressources. Comme les agriculteurs pratiquant la pêche, les profits à court terme, souvent accompagnés d'un mépris total pour les pratiques durables, nuisent à la fois à l'environnement et à la cohésion sociale.

**Dans un contexte de compétition accrue, des crimes environnementaux sont plus susceptibles de se produire, et les coopératives de pêche sont devenues beaucoup plus territoriales et protectrices quant à l'accès à leurs eaux.** Par exemple, les pêcheurs auraient commencé à pêcher davantage dans les zones protégées ou à utiliser des techniques de pêche illégales. C'est particulièrement le cas lorsque les forces de l'ordre locales n'ont pas les capacités d'intervenir. Dans le département de la Grand'Anse, des pêcheurs saisonniers venus de la campagne ont commencé à opérer dans les zones côtières avec des dispositifs de concentration de poissons (des éclairages qui attirent les anguilles). Les anciens agriculteurs ont supplanté les pêcheurs établis, ce qui a intensifié les frustrations parmi les pêcheurs qui n'avaient pas accès à cet équipement. De plus, les coopératives de pêche n'autorisent plus les personnes venant d'autres régions à pêcher dans ce qu'elles considèrent comme leurs eaux. « *Nous avons dû négocier entre les associations locales de pêcheurs et les pêcheurs saisonniers qui ne respectaient pas les règles et pratiques coutumières* », a déclaré le directeur d'une fondation haïtienne qui se consacre à la protection maritime.<sup>69</sup> Il a poursuivi : « *Les mécanismes formels de résolution des conflits et de justice sont absents. Notre organisation a essayé d'encourager le dialogue autour de cette question, mais ce n'est pas facile lorsque les frustrations sont profondes.* »<sup>70</sup> Les conflits ne se produisent pas seulement entre pêcheurs, mais plus largement au sein de l'industrie de la pêche, par

<sup>65</sup> Consultation avec des experts haïtiens et internationaux sur la sécurité alimentaire, 24.01.2023 ; Discussions de groupe à Cité Soleil, Port-au-Prince, 29-30.06.2023

<sup>66</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 30.05.2023.

<sup>67</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne spécialisée dans la pêche, 17.03.2023.

<sup>68</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023.

<sup>69</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023.

<sup>70</sup> Ibid.

exemple entre les marchands et les pêcheurs, lorsque les paiements sont retardés en raison des piètres dynamiques du marché, ou au niveau international, entre les pêcheurs haïtiens et dominicains dans les zones maritimes frontalières.

**Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont devenus plus fréquents en raison de la dégradation rapide des terres.** Les éleveurs, à la recherche de fourrage, dirigent plus souvent leur bétail vers des terres agricoles fertiles ou laissent leurs animaux brouter librement. « *Le manque de fourrage dû à la sécheresse a provoqué des tensions au sein des communautés et entre elles* », a expliqué le représentant d'une association agricole lors d'une discussion de groupe à Grand'Anse. « *De nombreux éleveurs laissent maintenant leurs moutons et leurs bovins errer librement pendant la nuit pour qu'ils puissent manger, mais cela endommage des cultures qui ont de la valeur.* »<sup>71</sup> Dans un cas rapporté près d'Aquin, un village du département du Sud, un fermier a coupé les oreilles des chèvres de son voisin, qui détruisaient ses terres agricoles à la recherche de fourrage. Avec l'aide du Conseil d'administration de la section communale (CASEC), l'affaire a été résolue par un accord mutuel et le versement d'une indemnité.<sup>72</sup> Dans les zones rurales, les conflits liés aux ressources naturelles sont le plus souvent gérés avec l'aide de la société civile, des chefs communautaires ou religieux, ou des CASEC. Dans les cas les plus graves, ils sont portés devant les tribunaux, mais ceux-ci sont moins ancrés au niveau local et sont perçus comme moins fonctionnels, et généralement évités.<sup>73</sup>

**Ces conflits se matérialisent principalement entre hommes, mais d'autres groupes sociaux tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées, qui dépendent fortement des prises et des rendements, sont également affectés.** Un proverbe haïtien dit « *Fanm se vremen poto mitan nan sosyete a* », ce qui se traduit par « *les femmes sont les vrais piliers de la société* » (Sapp Moore 2020). En effet, les femmes en zone rurale sont celles qui assument la majeure partie des activités liées à l'agriculture, dont la plantation, le désherbage et la récolte, ainsi que la transformation et la commercialisation des produits alimentaires. Dans de nombreux cas, les agricultrices sont responsables de l'ensemble du processus de production agricole. Cela accroît leur vulnérabilité aux effets du changement climatique, et les expose également à des risques accrus en cas de conflits avec d'autres groupes. De même, les femmes haïtiennes jouent un rôle essentiel dans le secteur de la pêche, car ce sont elles qui sont chargées de la transformation et du commerce des produits halieutiques. « *Les femmes sont aussi souvent propriétaires d'équipements de pêche, tels que les bateaux, qu'elles louent aux pêcheurs moyennant une redevance. Si un conflit éclate et que les pêcheurs ne sont plus en mesure de pêcher, cela influence toute la filière et les met en danger* », a expliqué un biologiste marin interrogé dans le cadre de cette étude.<sup>74</sup> Néanmoins, on ne sait pas grand-chose sur la façon dont les femmes ou d'autres membres de la communauté tels que les anciens sont affectés par les conflits liés aux ressources naturelles, ni sur le rôle qu'ils jouent dans la prévention ou la résolution de ces conflits.

---

<sup>71</sup> Discussions de groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>72</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 30.05.2023.

<sup>73</sup> Discussions de groupe à Petit Trout de Nippes, Nippes, 04.06.2023.

<sup>74</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne spécialisée dans la pêche, 17.03.2023.



## Le changement climatique nuit à la cohésion sociale

**Le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont des facteurs de migration interne et externe ; le nombre croissant d'habitants qui quittent leur communauté et leur famille affaiblit les mécanismes de survie fondés sur la cohésion sociale et l'entraide.**

**Haïti a une forte tradition d'entraide.** « Les amis et la famille iront toujours rendre visite aux gens qu'ils savent être dans le besoin pour leur offrir un peu de soutien. »<sup>75</sup> Un proverbe haïtien très répandu est en effet : « *Yon sel dwet pa manje kalalou a* » (qui veut littéralement dire « on ne peut pas manger du gombo avec un seul doigt », ce qui signifie qu'il est possible d'agir collectivement). Dans les zones rurales, par exemple, les habitants d'Haïti s'appuient traditionnellement sur un modèle d'auto-organisation appelé *lakou*<sup>76</sup>, qui fait référence à un espace communal où les gens sont réunis par des liens de parenté et des accords de travail réciproques (Ferenz 2022). Les habitants d'Haïti s'organisent également au niveau local par le biais de réseaux de réciprocité (*moun pa*, littéralement « mon peuple »), de réseaux de commérage et d'échange d'informations (*le teledjòl*, littéralement « téléphone parlant »), de réseaux d'héritage et d'accès à la terre basés sur la parenté (*l'eritaj*, « le patrimoine »), ainsi que de réseaux sociaux basés sur la religion, et de réseaux de commercialisation et de distribution agricole (par exemple les *madan sara*) (Moore et al. 2021).

**Cependant, des dezòd (turbulences) climatiques plus fréquents et plus intenses, combinés à d'autres crises, poussent de plus en plus les gens à quitter leur communauté et leur quartier.** Les habitants d'Haïti n'utilisent pas nécessairement le langage du changement climatique, mais ils voient et reconnaissent que les conditions météorologiques ont changé de manière significative (voir aussi : Fuys et al. 2021). Les agriculteurs dans le département du Nord-Ouest, par exemple, ont noté que la saison de plantation, qui commençait autour de septembre et se terminait en avril, n'est plus prévisible. Leurs cultures (principalement des carottes, des choux et d'autres légumes) ont toutes été endommagées par le soleil brûlant : « *Nous avons l'habitude de préparer la terre pour planter des carottes en août, et la pluie arrivait en septembre ; maintenant, le mois d'août arrive, nous plantons, mais il n'y a pas de pluie pendant des mois.* »<sup>77</sup> De même, dans le département du Sud, un agriculteur a déclaré : « *Nous avons l'habitude de planter en mars et en avril ; cette année, nous sommes déjà à la fin du mois d'avril et nous ne pouvons toujours pas planter. Par rapport à l'époque où j'étais jeune, nous constatons très clairement un décalage d'au moins un mois dans la saison de plantation.* »<sup>78</sup> Aucun de ces défis n'est nouveau pour les habitants d'Haïti, mais leur accumulation a, avec le temps, rendu les stratégies d'adaptation traditionnelles plus difficiles.

**Dans ce contexte, de nombreuses personnes ont choisi de partir, soit par choix, soit par nécessité.** D'une certaine manière, la migration a été l'une des manifestations les plus visibles des impacts du changement climatique (non seulement des aléas naturels, mais aussi des changements à évolution lente), faisant de nombreux migrants haïtiens des migrants de facto climatiques (Fuys et al. 2021). La plupart des migrations ont été internes, des zones rurales vers les villes (voir section 4.4). Cependant, comme les opportunités d'emploi et de revenus dans les villes se sont érodées en raison de l'insécurité combinée à la dégradation de l'environnement, les zones urbaines se vident également. Ceux qui en ont les moyens (et ont des liens familiaux ou d'autres connexions, ce qui n'est pas à négliger) partent à l'étranger. L'émigration n'est pas un phénomène nouveau, mais elle s'est considérablement accrue

<sup>75</sup> Entretien avec un expert clé d'une association de la jeunesse haïtienne, virtuel, 20.03.2023.

<sup>76</sup> *Lakou* signifie littéralement « la cour » en créole. Le système (ou modèle) *lakou* fait référence à une structure organisationnelle basée sur des familles élargies dans les zones rurales, qui s'organisent en groupes de maisons autour d'une cour centrale. Ce système est enraciné dans l'héritage des plantations d'Haïti ; en tant que nation émergeant de l'esclavage, les Haïtiens ont adopté ce système pour se protéger contre le retour des plantations. D'une certaine manière, le *lakou* est donc devenu une forme d'opposition populaire à toute action de l'État tentant de rétablir le régime des plantations. Il a également une connotation religieuse, car le familial au cœur du système *lakou* était typiquement liée à la pratique du vaudou (Corbet 2012 ; Ferenz 2022).

<sup>77</sup> Entretien avec un expert clé de l'association de la jeunesse haïtienne, virtuel, 20.03.2023.

<sup>78</sup> Entretien avec un jeune agronome du département du Sud, 30.03.2023.

ces dernières années, car nombreux sont ceux qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts en raison, entre autres, des changements environnementaux. « *Les gens n'arrivent plus à cultiver leurs terres à cause des conditions météorologiques (l'absence de pluie) ; et même s'ils le pouvaient, ils ne pourraient pas vendre leurs récoltes car les routes vers Port-au-Prince sont contrôlées par des gangs et il n'y a pas de carburant ; alors, les gens vont en République dominicaine* », a déclaré un jeune agronome de Jacmel interrogé dans le cadre de cette étude.<sup>79</sup> De même, un activiste de Cité Soleil a déclaré que « *la plupart des jeunes du quartier ne sont plus là. Il ne se passe pas un jour sans que quelqu'un soit tué ; ils doivent quitter le pays s'ils veulent survivre.* »<sup>80</sup>

**L'émigration présente des avantages évidents, mais aussi des risques importants.** Historiquement, l'émigration a apporté une contribution importante à l'économie haïtienne par le biais des transferts de fonds et des investissements de la diaspora dans les biens publics ou les moyens de subsistance, y compris pour un usage collectif (Fuys et al. 2021). Cependant, ces investissements ne sont pas toujours destinés à l'adaptation et la résilience climatique (Fuys et al. 2021). En outre, les risques physiques, émotionnels et financiers associés à l'émigration ne doivent pas être sous-estimés. De nombreuses personnes qui quittent Haïti entreprennent des voyages dangereux pour atteindre la destination de leur choix (ou n'importe quelle destination, à condition qu'elle soit hors d'Haïti), sans parler du racisme structurel et de l'exclusion linguistique qu'elles subissent souvent une fois sur place (Priya Morley et al. 2021 ; Amnesty International 2022).<sup>81</sup> Certains sont également renvoyés de force par voie aérienne ou maritime depuis des pays comme les États-Unis ou la République dominicaine, ainsi que, de plus en plus, d'autres pays et territoires de la région des Caraïbes (comme les Bahamas, Cuba, le Mexique et Saint-Kitts-et-Nevis) (IOM 2022b) (voir chapitre 2.5).

**La migration a un autre coût caché pour la société haïtienne, car elle rend les communautés des zones rurales et urbaines moins cohérentes et plus hétérogènes.** Par exemple, avec le départ des pêcheurs du nord d'Haïti et l'arrivée de nouveaux groupes, ceux qui restent dans les communautés de pêche locales ont vu leur influence sur la gestion des ressources marines s'affaiblir. Les nombreux mouvements de population ont également érodé les normes et les pratiques sociales en matière de pêche. « *Aujourd'hui, c'est un peu chacun pour soi* », note le responsable d'une ONG haïtienne travaillant avec des pêcheurs dans tout le pays.<sup>82</sup> Des dynamiques similaires sont également observées dans d'autres systèmes de subsistance. Par exemple, en raison des pressions exercées par le changement climatique, de l'augmentation de la pauvreté et de la fragmentation des propriétés foncières, le système de *lakou*, ainsi que des pratiques communautaires autrefois répandues telles que le *konkbit*, une forme de travail traditionnel où les voisins travaillaient sur les terres des autres, s'érodent progressivement (Fuys et al. 2021). Les difficultés économiques et l'instabilité auxquelles les gens sont confrontés quotidiennement ont réduit leur capacité et leur volonté de s'associer et de s'entraider. « *Il y avait beaucoup de bénévolat en Haïti, les gens s'entraidaient de toutes les manières possibles ; maintenant, c'est difficile, les gens ne peuvent plus quitter librement leur domicile et accéder à certaines des zones les plus défavorisées à cause de la violence des gangs.* »<sup>83</sup>

**Les conséquences d'une cohésion sociale affaiblie sont particulièrement visibles dans les quartiers urbains.** En raison des nombreux changements survenus à la suite des migrations et des déplacements de population, les gens ne se connaissent plus. Selon l'employé d'une ONG travaillant à Port-au-Prince, « *dans les zones rurales, il y a encore une certaine résistance à la violence, il y a un certain niveau de protection parce que les gens se connaissent. Mais dans les villes, tout est une question de survie.* »<sup>84</sup>

<sup>79</sup> Entretien avec un expert clé, agronome à Jacmel, 26.03.2023.

<sup>80</sup> Entretien avec un expert clé et un activiste environnemental à Cité Soleil, 23.03.2023.

<sup>81</sup> Par exemple, une enquête gouvernementale de 2019 a révélé que près de la moitié des Haïtiens interrogés au Chili ont déclaré avoir été victimes de discrimination en raison de leur ethnicité ou de leur incapacité à parler espagnol (McDonnell et Poblete 2021).

<sup>82</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023.

<sup>83</sup> Entretien avec un expert clé travaillant à la réserve écologique de Wynne Farm, 22.03.2023.

<sup>84</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

La violence généralisée des gangs à Port-au-Prince et dans d'autres zones urbaines du pays fait que les gens sont de plus en plus réticents à aider les autres. « *Il y a tellement d'armes à Port-au-Prince que même si quelqu'un appelle à l'aide dans la rue, personne ne viendra à son secours parce qu'on ne sait pas à quoi s'attendre ; les gens essaient simplement de se protéger* », a déclaré une personne interrogée vivant à Port-au-Prince.<sup>85</sup> Elle poursuit en parlant de la situation dans les quartiers populaires : « *Dans certains cas, des membres de groupes armés s'exilent dans des quartiers populaires différents de ceux dont ils sont originaires. Cela augmente le risque de violence car ils ne connaissent pas la population de ce quartier, et vice versa, de sorte que, si par erreur ils attaquent quelqu'un qui est membre d'un gang, c'est comme s'ils attaquaient le gang dans son entier, avec d'énormes répercussions pour eux et leur famille.* »<sup>86</sup>

**Une autre conséquence de l'exode hors des villes est que les groupes armés deviennent de plus en plus puissants et gagnent du terrain, ce qui réduit l'espace d'action pour les leaders sociaux et les acteurs de confiance.** Les leaders sociaux, ainsi que les ONG haïtiennes et internationales (voir chapitre 4.5), ont joué un rôle important en fournissant de l'aide humanitaire et des services de base nécessaires aux habitants des quartiers les plus défavorisés et les plus vulnérables de Port-au-Prince. Nombre d'entre eux ont dû suspendre leurs opérations dans des zones telles que Cité Soleil pour protéger leur vie et celle de leur famille (Robillard et Hsu 2023). « *Si un gang a l'avantage sur un autre dans un territoire, il brûle les maisons, forçant les gens et leurs proches à partir ; beaucoup de ces gens travaillaient avec les communautés, fournissant des services éducatifs ou un soutien d'une autre nature, maintenant ils ne peuvent plus aider* », a déclaré un activiste pour la paix travaillant à Port-au-Prince.<sup>87</sup> Il est également de plus en plus difficile pour les dirigeants locaux de se rendre dans les communautés en raison de la violence continue, des coups de feu et des affrontements fréquents entre gangs dans les rues, ainsi que du risque d'enlèvement. Le déclin dans l'engagement de ces acteurs locaux ouvre à son tour la voie aux gangs armés pour étendre leur contrôle sur et au sein des communautés (Robillard et Hsu 2023), avec des conséquences importantes en ce qui concerne la réponse aux catastrophes et les activités d'adaptation au changement climatique (voir chapitre 4.5).

**L'affaiblissement des mécanismes de réponse communautaires, ainsi que la réduction des capacités de réponse du secteur humanitaire et du développement ne feront qu'intensifier la crise en Haïti.** Plusieurs personnes interrogées ont fait remarquer que « *les enfants considèrent souvent que rejoindre un gang est leur seul moyen de s'en sortir ; c'est un moyen risqué, car beaucoup d'entre eux meurent, et les chefs ne se soucient pas de leur vie car les soldats sont facilement remplaçables. Mais quelle alternative ont-ils ? Beaucoup d'entre eux n'ont pas de famille, il n'y a pas d'école, pas de modèle à suivre en dehors des chefs de gang.* »<sup>88</sup> La violence engendre la violence. « *La plupart des chefs de gangs sont des hommes qui ont vécu dans des conditions horribles, dominées par des logiques violentes, dans des quartiers pauvres. Prenez Andris Icard (membre du gang Belekou du G9, plus connu sous le nom d'Iska) : le chef d'un gang rival a violé et tué sa mère, brûlé sa maison ; c'est pour cela que quelqu'un devient membre d'un gang, ce n'est pas pour des raisons politiques.* »<sup>89</sup>

**Il est toutefois important de noter que, bien qu'affaiblis, les mécanismes communautaires continuent d'exister et de fonctionner dans certains cas.** Face à un État aux ressources limitées et aux défis opérationnels croissants que les organisations communautaires et les leaders sociaux rencontrent dans le contexte actuel de violence, d'instabilité et de crise économique, les solutions locales sont souvent les seules dont disposent les habitants d'Haïti, comme le montre la réponse aux récentes catastrophes (voir chapitre 5.3). De même, pour les citoyens d'Haïti qui cherchent à quitter

<sup>85</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

<sup>86</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

<sup>87</sup> Entretien avec un expert clé, activiste pour la paix à Port-au-Prince, 16.03.2023.

<sup>88</sup> Ibid.

<sup>89</sup> Entretien avec un expert clé d'un groupe de réflexion international spécialisé dans la sécurité, 23.02.2023.

le pays, c'est souvent l'entraide (par la mise en commun des ressources) qui leur permet de financer leur voyage.

### Encadré 9 : Une histoire de migration : Le voyage de Cassandra des Abricots à la Floride

Cassandra (nom fictif) est une femme de 61 ans originaire des Abricots. Elle dirigeait un groupe de broderie qui fabriquait des textiles tels que des nappes, des chemises, des sacs et des coussins. Cependant, l'activité a diminué et le groupe a dû faire face à des périodes prolongées sans recevoir de commandes. Les circonstances difficiles de sa vie en Haïti ont poussé Cassandra à envisager une nouvelle vie aux États-Unis.

« *La vie est très chère en Haïti.* » Cassandra n'arrive toujours pas à croire que le prix des aliments de base comme le riz, les bananes plantains et les haricots a été multiplié par 10 depuis septembre 2022. Par le passé, le mari de Cassandra faisait pousser leur nourriture, mais la rareté des précipitations et les conséquences destructrices de l'ouragan Matthew ont rendu leurs terres impropres à la culture. Les activités économiques sont devenues quasiment impossibles, une situation encore davantage exacerbée par l'insécurité ambiante, en particulier pour les femmes. « *Ce sont les femmes qui travaillent le plus dur (...) mais ce n'est certainement pas suffisant pour leurs besoins et ceux de leur famille.* » Les préoccupations de Cassandra incluent l'avenir de ses enfants. Elle et son mari, qui travaille dans une école en Haïti, ont six enfants qui résident dans le pays. Deux d'entre eux sont infirmiers, deux autres sont agronomes, et les deux derniers ont commencé l'université mais ne l'ont pas terminée, mais aucun d'entre eux ne gagne un revenu substantiel.

« *J'ai entendu dire que beaucoup de gens partaient* », explique Cassandra, réfléchissant à la décision difficile qu'elle a elle-même prise. Elle se trouve actuellement à Pompano Beach, en Floride, chez une cousine, qui est citoyenne américaine. Bien qu'elle n'ait pas ses papiers en règle, elle détient un visa et espère trouver un travail domestique rémunéré au noir. Son principal objectif est de trouver un emploi qui lui permette de subvenir aux besoins de ses enfants. Cassandra sait que le départ est un privilège : les contraintes financières empêchent de nombreuses personnes, y compris son propre frère qui vit à Delmas, d'entreprendre un tel voyage. Lassée par les difficultés, Cassandra exprime un profond sentiment de désespoir : « *tout le monde dit que la vie est finie. Je n'ai plus d'espoir.* »

## Le changement climatique accroît la vulnérabilité des jeunes d'Haïti

***Les pressions climatiques et environnementales menacent les moyens de subsistance et les systèmes de protection, affectant tous les groupes sociaux, et en particulier les jeunes et les enfants qui sont exposés à la violence, à l'exploitation et aux abus.***

**L'âge médian en Haïti est de 24 ans.** Environ un tiers de la population haïtienne a moins de 15 ans et on estime que 21 % a entre 15 et 24 ans. Cela fait d'Haïti l'une des nations les plus jeunes des Amériques et de l'hémisphère occidental (World Bank 2021). Mais c'est aussi l'une des nations les plus troublées du monde, confrontée à l'instabilité politique, à des services publics insuffisants, à la violence des gangs et au manque d'opportunités socio-économiques. Dans ce contexte, il est compréhensible que le changement climatique et l'environnement ne figurent pas en tête des préoccupations des jeunes d'Haïti, même si ces facteurs jouent un rôle clé dans la vulnérabilité (UNICEF 2021).

**Les jeunes haïtiens sont particulièrement vulnérables aux pressions climatiques et environnementales,** étant donné le rôle qu'ils jouent au niveau des ménages. Par exemple, les jeunes

s'occupent de tâches telles que la corvée d'eau ou la collecte de combustible pour la cuisine, mais ils génèrent aussi des revenus pour la famille et prennent soin de leurs proches.<sup>90</sup> Les aléas naturels, tels que le tremblement de terre de 2010 et l'ouragan Matthew en 2016, ont provoqué des crises humanitaires et la plupart des habitants d'Haïti auront besoin de plusieurs années pour s'en remettre. Les pressions climatiques et environnementales à évolution lente, telles que la dégradation des sols, la perte de biodiversité et le stress hydrique, ont également exacerbé les difficiles conditions de vie et la situation humanitaire de l'île (USAID 2020b). En ces temps de crise économique ou environnementale, les nombreuses responsabilités qui pèsent déjà sur les jeunes haïtiens se font de plus en plus lourdes, entravant leur développement personnel, leur éducation et leur bien-être général. Face aux pressions accrues, les jeunes d'Haïti deviennent plus susceptibles de recourir à des mécanismes d'adaptation néfastes et d'être exposés à la violence, à l'exploitation et aux abus (UNICEF 2021). Ceci est particulièrement problématique pour les jeunes femmes, qui sont depuis longtemps confrontées à l'exclusion systématique basée sur le genre, à la discrimination culturelle et légale, et à la violence sexuelle et fondée sur le genre (Gammage 2004). Les problèmes de protection des femmes sont au risque de s'aggraver en cas de catastrophes liées aux aléas naturels. Par exemple, durant la période de relèvement et de reconstruction à la suite du tremblement de terre de 2010, les femmes ont été confrontées de manière accrue à des obstacles liés au genre, notamment pour répondre aux besoins de survie de leur famille, à l'exclusion et à la stigmatisation, ainsi qu'à une plus grande exposition à la violence et à l'exploitation (Horton 2012). Même si la violence sexuelle et fondée sur le genre était déjà un problème avant le tremblement de terre de 2010, elle s'est intensifiée directement après, comme c'est souvent le cas lors de catastrophes causées par des aléas naturels (UNFPA 2012).

**Dans les zones rurales, les jeunes qui travaillent dans l'agriculture, le pastoralisme ou la pêche sont exposés à des niveaux élevés d'incertitude et les opportunités de gagner leur vie sont limitées, ce qui les pousse à migrer vers les villes.** « *Mes quatre enfants, qui sont tous récemment diplômés en soins infirmiers ou en agronomie, sont sans emploi et coincés dans leur village natal* », a déclaré une femme d'Abricots.<sup>91</sup> En l'absence d'opportunités d'emploi et d'argent pour migrer ailleurs, même les jeunes ayant fait des études supérieures n'ont que peu d'options. « *Mon fils rêve d'avoir une ferme avicole, mais il n'a pas les moyens de démarrer cette activité. Personne ici n'a de ressources.* »<sup>92</sup> Une jeune femme de Grand'Anse a expliqué comment le climat et l'environnement défavorables découragent les jeunes de s'engager dans la vie rurale : « *en raison des périodes intenses de sécheresse, les jeunes vivant dans les zones rurales ne voient plus d'avenir dans l'agriculture* ». <sup>93</sup> Pendant des décennies, les jeunes ont déménagé dans les villes de province ou dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince pour éviter de dépendre du climat de plus en plus imprévisible et du stress environnemental (Hancy 2015). L'exode rural offrait la possibilité de créer une petite entreprise ou d'acquérir des compétences techniques ou professionnelles. « *Aujourd'hui, les jeunes hommes rêvent plutôt de posséder une moto et de devenir chauffeur de taxi en ville plutôt que de cultiver leur terre.* »<sup>94</sup> De même, les jeunes femmes quittent les zones rurales en raison du manque d'opportunités et de la médiocrité des services.

**Cependant, les opportunités que les jeunes cherchent dans les zones urbaines restent un rêve lointain pour la grande majorité d'entre eux.** Beaucoup de ceux qui migrent des zones rurales se retrouvent dans une pauvreté plus extrême dans les villes, avec peu d'options pour s'en sortir. « *Pour les jeunes qui arrivent à Port-au-Prince, ce qu'ils peuvent faire aujourd'hui pour gagner un peu d'argent, c'est de participer à la criminalité et la violence.* »<sup>95</sup> Dans les quartiers difficiles comme Cité Soleil, la

<sup>90</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

<sup>91</sup> Interview avec un expert clé, femme d'affaires d'Abricots, 12.04.2023.

<sup>92</sup> Interview avec un expert clé, femme d'affaires d'Abricots, 12.04.2023.

<sup>93</sup> Entretien avec un jeune agronome du département du Sud, 30.03.2023.

<sup>94</sup> Entretien avec un expert clé travaillant à la réserve écologique de Wynne Farm, 22.03.2023.

<sup>95</sup> Entretien avec un expert clé, activiste à Port-au-Prince, 23.03.2023.

plupart des enfants n'ont accès à aucune forme d'éducation et n'ont pas de modèles positifs, ce qui les rend susceptibles d'être recrutés par des groupes armés, une voie sans retour pour la plupart d'entre eux. « *Certains jeunes sont activement sollicités par les groupes armés pour être recrutés, et s'ils refusent, ils sont tués. Le choix est entre fuir, rejoindre un groupe armé, ou se faire tuer.* »<sup>96</sup> Les jeunes femmes qui migrent vers la ville sont souvent obligées de se prostituer pour survivre, y compris à un très jeune âge (Kilroy 2019).

**L'augmentation de la violence urbaine depuis 2022 a exacerbé la vulnérabilité des enfants et des jeunes femmes en particulier.** Des centaines de milliers d'enfants sont privés d'un accès régulier à l'école, ont un accès limité à l'eau et présentent des taux de malnutrition alarmants (UNICEF 2022). Les enlèvements et la torture sont particulièrement préoccupants et, surtout pour les filles et les jeunes femmes, la violence sexuelle et fondée sur le genre (UNFPA 2012). Au cours de la crise sécuritaire actuelle, la violence contre les femmes a souvent été utilisée par les gangs comme une forme d'intimidation et pour empêcher toute résistance, ainsi que pour perturber délibérément le tissu social et renforcer leur position de pouvoir. Le viol ou la menace de viol est également fréquemment utilisé contre les femmes et les filles kidnappées pour pousser leurs familles à payer une rançon (DiPierro 2022 ; BINUH et OHCHR 2022). Les jeunes des minorités sexuelles et de genre qui diffèrent des normes haïtiennes conventionnelles sont également exposés à un risque élevé de violence dans les zones urbaines, sous forme de passages à tabac, de fusillades, d'agressions au couteau, de lapidations, de violence et de stigmatisation sociopolitique, ce qui mine leur confiance en soi (Rahill et al. 2020). Malgré cela, les chefs de gangs ont dans certains cas utilisé leur influence et contribué à améliorer la prévention et la résolution des conflits dans les quartiers difficiles, comme cela a été rapporté lors d'une discussion de groupe à Cité Soleil.<sup>97</sup>

**La violence combinée aux catastrophes liées aux aléas naturels induits par le climat risque d'avoir des effets dévastateurs et à long terme sur la santé mentale des jeunes adultes et des enfants haïtiens.** Le lien entre le réchauffement climatique et la santé mentale est désormais bien établi. Selon le GIEC, l'aggravation de la crise climatique constitue une menace importante pour la santé mentale de la population, entraînant des troubles psychologiques tels que l'anxiété, la dépression, la détresse psychologique et les comportements suicidaires. Plus les événements climatiques auxquels les gens sont confrontés sont extrêmes, plus le traumatisme psychologique est important (IPCC 2023). Pour les jeunes haïtiens, les aléas naturels, mais aussi d'autres facteurs de risque tels que l'injustice sociale, la violence sexuelle et fondée sur le genre, la négligence, les abus ou l'insécurité alimentaire, ont un impact profond sur leur santé mentale (Dass-Brailsford et al. 2022). Une étude menée auprès de jeunes haïtiens a révélé que près de 37 % des participants répondaient aux critères de dépression majeure ou de stress post-traumatique (Eustache et al. 2017). Selon une autre étude menée après le tremblement de terre de 2010 auprès d'enfants haïtiens, les participants ont exprimé le sentiment de ne pas être aimés, de ne pas être en sécurité, d'être vulnérables d'avoir une faible estime de soi et une faible efficacité personnelle, des symptômes qui sont fortement associés au développement de l'anxiété, de la dépression et du stress post-traumatique (Roisircar et al. 2019). Selon un activiste pour la paix travaillant à Port-au-Prince, « *les enfants haïtiens d'aujourd'hui ont grandi en ne connaissant que la violence, ils ont été témoins de situations terribles et leur traumatisme n'a jamais été traité. Beaucoup de ces enfants sont devenus eux-mêmes des chefs de gangs. La violence engendre la violence.* »<sup>98</sup> Bien qu'il s'agisse d'un problème très répandu, les questions de santé mentale en Haïti restent un sujet tabou dont on ne parle pas ouvertement (Sharpe et Davison 2021).

---

<sup>96</sup> Entretien avec un expert clé, activiste à Port-au-Prince, 23.03.2023.

<sup>97</sup> Discussions de groupe à Cité Soleil, Port-au-Prince, 29-30.06.2023.

<sup>98</sup> Entretien avec un expert clé, activiste à Port-au-Prince, 23.03.2023.

**Malgré ces menaces évidentes liées au climat, il y aurait un « manque total de sensibilisation au changement climatique et à ses risques parmi les jeunes »<sup>99</sup>, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines.** Un sondage sur les effets du changement climatique mené par l'UNICEF en 2021 auprès de plus de 1 800 enfants et adolescents haïtiens a confirmé que près de la moitié des personnes interrogées âgées de 15 à 25 ans n'étaient pas au courant des effets du changement climatique. De même, 44 % des jeunes estimaient ne pas être informés des effets du changement climatique et de la vulnérabilité liée aux aléas naturels tels que les cyclones, les inondations et les glissements de terrain. Dans l'ensemble, 43 % des personnes interrogées ne savaient pas comment réduire ces risques (UNICEF 2021). Cela semble refléter un manque de sensibilisation plus large au changement climatique dans la société haïtienne, et en particulier dans les zones rurales. Les experts interrogés dans le cadre de cette étude ont noté que les agriculteurs remarquent les changements dans les saisons, mais ne sont pas familiers du concept de changement climatique : « *ils disent simplement que les saisons sont devenues folles.* »<sup>100</sup> Dans de nombreux cas, la conscience du changement climatique est traduite en des croyances religieuses. « *La façon dont les gens comprennent le changement climatique est que c'est l'œuvre de Dieu. Ils pensent que leur contrat avec la terre est terminé et que les bénédictions de Dieu ont pris fin. Les gens pensent que Dieu les punit.* »<sup>101</sup>

**En outre, les jeunes d'Haïti ne semblent pas seulement ne pas être conscients du changement climatique et des risques associés, mais montrent également un désintérêt général pour l'environnement naturel.** Ce désengagement est étroitement lié au fait qu'ils s'éloignent de plus en plus de la vie rurale. Ce phénomène est en partie dû au changement climatique et à la diminution des ressources naturelles, qui aggravent les difficultés et les incertitudes liées au travail de la terre, à la pêche ou à l'élevage. Mais il est également lié aux coûts élevés de démarrage, combinés aux risques importants de mauvaises récoltes, qui dissuadent les jeunes de s'engager dans l'agriculture. « *Il faut de l'argent pour planter. Avec des conditions météorologiques plus extrêmes, il faut acheter les semences, le matériel, les engrais et les pesticides adéquats. Vous avez besoin d'un système d'approvisionnement en eau, sinon vous risquez de tout perdre.* »<sup>102</sup> La stigmatisation liée à la « *paysannerie* » semble également jouer un rôle clé. Avec l'évolution des normes sociales et des aspirations, les habitants ruraux, communément appelés « *paysans* », sont souvent méprisés, considérés comme incultes et arriérés. « *Aujourd'hui, les jeunes ne s'intéressent plus à l'agriculture. Ils veulent aller en ville, devenir des professionnels urbains, des entrepreneurs. Les paysans sont vus comme des pauvres.* »<sup>103</sup>

**Malgré tout, certains jeunes embrassent activement la vie rurale et tentent de faire évoluer les préjugés négatifs en devenant des activistes de l'environnement et du climat.** Par exemple, un jeune agronome interrogé dans le cadre de cette étude a parlé de son implication dans l'élevage de bétail et l'apiculture, arborant avec fierté son « *mode de vie paysan* » et trouvant un lien avec la nature en vivant à la campagne. « *De nos jours, la plupart des gens ne voient plus l'intérêt d'être originaire de la campagne, mais je suis fier de dire que je suis un paysan ; tout le monde gagnerait à s'impliquer davantage dans l'agriculture, cela les aiderait à comprendre ce que les écosystèmes peuvent faire pour nous.* »<sup>104</sup> De même, une jeune femme de Cité Soleil a déclaré : « *depuis que je suis enfant, c'est moi qui mettais toujours les déchets dans la poubelle, je ne les jetais pas n'importe où. J'aime l'environnement et j'ai décidé de me dédier à partager cette passion avec les autres, afin que les gens puissent voir les dégâts causés et que nous fassions quelque chose pour les réparer.* »<sup>105</sup>

<sup>99</sup> Entretien avec un expert clé, consultant indépendant / anthropologue culturel, 7.02.2023.

<sup>100</sup> Entretien avec un expert clé, agronome à Jacmel, 26.03.2023.

<sup>101</sup> Entretien avec un expert clé, agronome à Jacmel, 26.03.2023.

<sup>102</sup> Entretien avec un jeune agronome du département du Sud, 30.03.2023

<sup>103</sup> Entretien avec un expert clé, agronome à Abricots, 24.03.2023

<sup>104</sup> Entretien avec un expert clé, agronome à Abricots, 24.03.2023

<sup>105</sup> Entretien avec un expert clé, activiste environnemental à Cité Soleil, 23.03.2023.

### Encadré 10 : Une activiste environnementale de Cité Soleil

Les habitants de Cité Soleil se souviennent de Letitia (nom fictif) qui, dès son plus jeune âge, ramassait les déchets et les gardait dans son sac à dos jusqu'à ce qu'elle trouve un bon endroit pour s'en débarrasser. Aujourd'hui, c'est une jeune activiste environnementale qui vit toujours à Cité Soleil et qui participe à diverses initiatives dans le quartier. Elle a même été récompensée pour son travail environnemental dans le bidonville. Bien que les groupes armés lui rendent la tâche extrêmement difficile, Letitia continue à sensibiliser la population à l'importance de la gestion des déchets et à mobiliser la communauté pour réduire la pollution. Elle rêve qu'un jour tous les habitants de Cité Soleil puissent vivre sans être entourés de déchets.

Cité Soleil est et restera toujours sa maison, malgré toutes les difficultés qu'il y a à y vivre. Letitia, elle-même victime de l'extrême pauvreté et de violence domestique, explique à quel point la situation s'est aggravée au cours des dernières années : *« les gens meurent tous les jours. Avant, c'étaient surtout les membres des gangs qui se faisaient tuer. Aujourd'hui, tout le monde est en danger. Ceux qui pouvaient fuir sont partis, surtout les femmes. La plupart des garçons et des filles qui ont grandi ici et qui ont été pris au piège ont maintenant rejoint un gang criminel. »*

Pour Letitia, l'un des principaux problèmes est le manque d'exemples positifs, de personnes qui inspirent les autres et leur permettent d'espérer un avenir meilleur. Il n'y avait pas beaucoup de modèles dans son enfance, et c'est encore pire aujourd'hui. *« Si vous demandez aux garçons du ghetto âgés de 10 ou 12 ans ce qu'ils veulent faire, ils vous répondront qu'ils veulent être comme les chefs des groupes armés de leur quartier. »* Même s'il reste très peu de femmes dans le quartier où vit Letitia, elle refuse de partir car elle ne veut pas abandonner les enfants avec lesquels elle travaille. Elle craint que si elle quitte le bidonville, ils rejoindront les rangs des gangs. *« Cela me motive de dire que je viens de Cité Soleil. J'ai fait beaucoup d'efforts pour améliorer ma vie et pour être une personne de ce quartier qui a réussi dans la vie. Je veux que les autres sachent qu'il y a des gens bien à Cité Soleil. »*

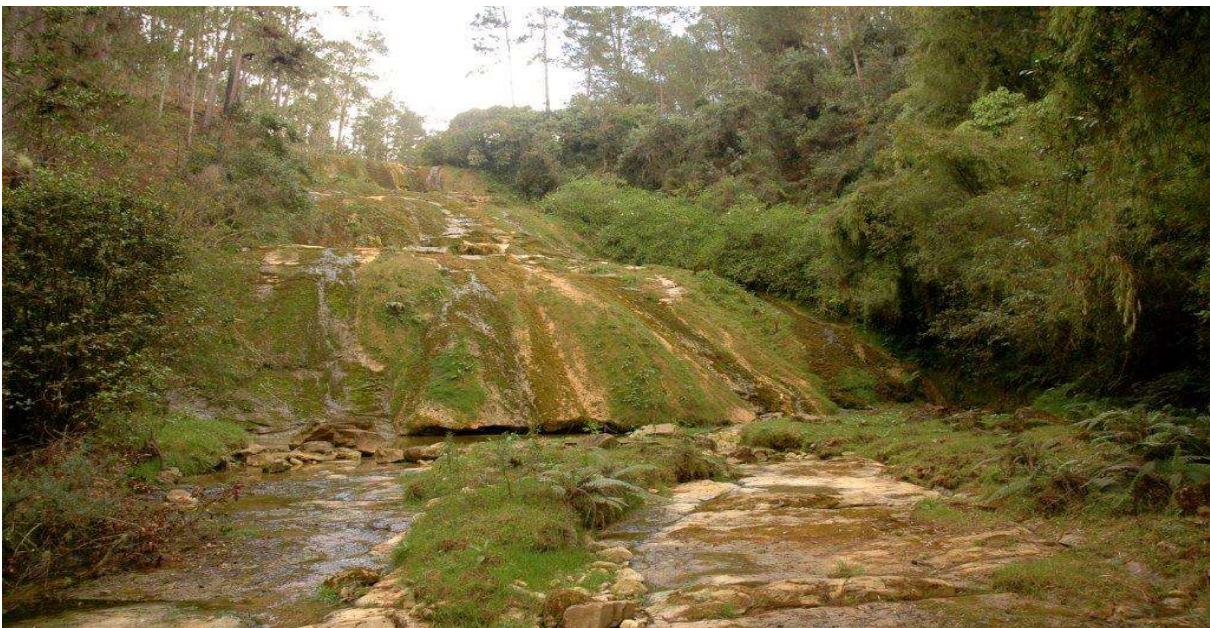


Figure 7. Kaskad Manman Dlo during dry season © Foundation Seguin



## La fragilité institutionnelle et la violence compromettent l'action et les opportunités de financement en faveur du climat

***La fragilité institutionnelle et la violence généralisée en Haïti intensifient les risques climatiques et environnementaux, entravant la mise en œuvre d'une action climatique efficace et compromettant l'accès du pays à des opportunités cruciales de financement pour le climat.***

**Les institutions politiques haïtiennes, y compris celles qui ont un mandat en matière de changement climatique, sont fragiles, ce qui limite leur capacité à faire face aux impacts du changement climatique sur les différentes dimensions de la sécurité.**<sup>106</sup> La fragilité institutionnelle d'Haïti trouve ses racines dans l'histoire coloniale du pays et la perpétuation des structures d'extraction, ainsi que dans l'état quasi constant de troubles politiques et sociaux des dernières décennies (voir chapitre 2.2). Il en résulte un sous-investissement et une négligence des institutions publiques haïtiennes, au détriment de leur capacité à remplir leur mandat, à la fois en termes de développement et de mise en œuvre des politiques et de fourniture de services efficaces. Le manque de personnel, d'équipement et de budget est une réalité pour la plupart des institutions haïtiennes à tous les niveaux, mais la situation est particulièrement désastreuse dans les départements en dehors de Port-au-Prince, qui ont historiquement reçu peu de fonds du budget national. En 2006, seulement 1 % du budget a été alloué aux régions au-delà du département de l'Ouest où se trouve Port-au-Prince, et les allocations n'ont jamais dépassé la barre des 10 % (Robillard et Hsu 2023).

**Les défis liés à la formation et à la rétention du capital humain en Haïti ont largement contribué à la fragilité institutionnelle du pays.** Des décennies de sous-investissement dans les ressources, la formation et le renforcement des capacités du personnel et des experts au sein des institutions publiques, ainsi que la dégradation des infrastructures éducatives, ont contribué à saper le développement du capital humain en Haïti (OECD 2021). La situation actuelle d'instabilité politique et de violence continue n'a fait qu'empirer les choses, car les personnes éduquées d'Haïti, et tous ceux qui le peuvent, cherchent de plus en plus à émigrer à l'étranger à la recherche de sécurité pour eux-mêmes et leur famille, ainsi que d'opportunités pour soutenir leurs communautés en Haïti (voir chapitres 4.2 et 4.3). Le programme de libération conditionnelle des migrants lancé par les États-Unis au début de l'année 2023<sup>107</sup> a intensifié cette dynamique : *« pour postuler, il faut un passeport et un parrain aux États-Unis, ce qui signifie que le programme vise en réalité les cadres moyens et supérieurs ; pour nous [une ONG internationale], le recrutement et la rétention sont déjà difficiles, et ils le seront encore plus maintenant. Nous nous attendons à perdre un nombre important de cadres. »*<sup>108</sup> En fin de compte, la pénurie croissante de travailleurs qualifiés et compétents en Haïti ne fait qu'aggraver les capacités déjà limitées des institutions à fonctionner correctement.

**Le manque de personnel, de ressources et d'équipements entrave la planification et la mise en œuvre de l'action climatique en Haïti à différents niveaux.** Bien qu'Haïti ait mis en place plusieurs politiques et plans stratégiques pour faire face au changement climatique (à la fois en termes d'adaptation et d'atténuation), leur mise en œuvre reste limitée. Par exemple, les autorités locales dans les zones rurales manqueraient de ressources financières suffisantes (leur personnel est souvent sous-payé, quand il est payé), ainsi que du personnel et de l'équipement nécessaires pour mettre en

<sup>106</sup> La fragilité est comprise selon la définition de l'OCDE, comme la combinaison de l'exposition au risque et des capacités insuffisantes de l'État et de ses institutions (ainsi que, plus généralement, des systèmes et des communautés) à gérer, absorber ou atténuer ces risques. L'intensité du risque varie en fonction de six dimensions : économique, environnementale, politique, sécuritaire, sociétale et humaine (OCDE 2022b).

<sup>107</sup> Lancé en janvier 2023, le programme de libération conditionnelle pour raisons humanitaires permettra à 30 000 migrants par mois originaires du Venezuela, de Cuba, du Nicaragua et d'Haïti d'entrer aux États-Unis pour deux ans s'ils en font la demande dans leur pays d'origine, au lieu d'entreprendre des voyages dangereux jusqu'à la frontière sud des États-Unis et aux Keys de Floride, tous deux débordés (ceux qui entrent illégalement aux États-Unis seront automatiquement expulsés). Le programme de libération conditionnelle pour raisons humanitaires exige que les immigrants aient d'abord un parrain aux États-Unis qui assumera la responsabilité financière de leur installation, et offre rapidement un permis de travail aux personnes dont la demande est approuvée. Voir : USCIS (2023) et Césaire (2023).

<sup>108</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne spécialisée dans l'assainissement, 21.03.2023.

œuvre l'action climatique dans leurs circonscriptions. Lors des consultations menées pour le présent rapport, les personnes interrogées ont noté que « *les représentants du gouvernement disent toujours qu'ils n'ont pas les moyens de soutenir la population pendant les périodes difficiles* » et ils accusent le gouvernement central d'être responsable de cette situation.<sup>109</sup> Par conséquent, leur capacité à s'engager de manière significative dans l'action climatique, que ce soit par la conception, la mise en œuvre ou l'acquisition de ressources, est considérablement entravée (voir chapitre 5). Le développement de plans et de stratégies pour faire face aux impacts du changement climatique et aux défis qu'ils posent aux différentes dimensions de la sécurité en Haïti est également entravé par le manque de données climatiques fiables. Les données climatiques concernant Haïti se sont améliorées ces dernières années, mais des lacunes importantes subsistent en termes de données localisées et de séries de données et de catalogues disponibles qui seraient nécessaires pour créer des bases de référence, définir des indicateurs et développer des projections parlantes (GCF 2021).

L'instabilité politique et les cas de mauvaise gestion financière limitent encore davantage les ressources destinées à l'action climatique. L'instabilité politique en Haïti a eu un impact sur la continuité et le suivi des politiques, car les dirigeants et les alliances changent fréquemment (voir chapitre 2.2 ; BTI 2022). Associée aux nombreuses autres crises qui ont touché Haïti au cours de la dernière décennie, y compris celles liées aux impacts dévastateurs des aléas naturels, cette situation a eu pour conséquence que les priorités politiques et les ressources se sont concentrées sur des questions plus traditionnelles de gouvernance, d'aide humanitaire ou de sécurité, ce qui a rendu difficile le transfert de ressources et de l'attention vers la réponse aux impacts du changement climatique sur les différentes dimensions de la sécurité. Les cas allégués de mauvaise gestion financière (voir chapitre 4.1) ont réduit davantage les ressources déjà limitées consacrées à l'action climatique. (Hsu et Schuller 2019).

**L'augmentation de la violence liée aux gangs armés entrave les efforts déployés pour faire face aux impacts du changement climatique sur les différentes dimensions de la sécurité dans le pays.** Les gangs armés contrôlent aujourd'hui des zones d'importance stratégique à Port-au-Prince, dans d'autres villes haïtiennes comme Cap Haïtien, et dans les zones rurales, y compris des aires importantes du point de vue environnemental (par exemple, des bassins versants, des bassins et des réservoirs) ou en termes d'infrastructure logistique (par exemple, des routes et des ports) (voir le chapitre 2.1).<sup>110</sup> Cette situation a des implications considérables. D'une part, elle risque d'aggraver directement les impacts climatiques, étant donné que nombre de ces zones peuvent être manipulées et exploitées, comme les réservoirs ou les zones boisées qui peuvent être rasées pour la production de charbon de bois. D'autre part, le contrôle de ces zones peut bloquer ou perturber la prestation de services, le transport de matériel ou l'accès aux ressources dans d'autres régions. Par exemple, des personnes interrogées qui travaillent pour des ONG actives dans l'Artibonite ont déclaré que les agriculteurs ne peuvent plus cultiver le riz car les gangs restreignent l'accès à l'eau en aval des systèmes d'irrigation.<sup>111</sup> Cela pose des problèmes pour la mise en œuvre des efforts d'adaptation au climat dans l'ensemble du pays et accroît les conflits au sein des communautés concernant l'accès aux ressources essentielles. Par exemple, il y a eu des cas de violence entre les utilisateurs des rivières en amont et en aval, car « *les gens se battent pour que l'eau arrive à leurs champs lorsqu'ils sont au bout du canal.* »<sup>112</sup> En outre, l'insécurité généralisée continue de perturber la fourniture de services sociaux de base dans la capitale et dans l'ensemble du pays.

**La violence liée aux gangs met également en péril la sécurité des acteurs du climat, en particulier dans les régions du pays déjà fragiles sur le plan environnemental et défavorisées, laissant pour compte les personnes les plus vulnérables.** Dans un contexte de grande insécurité, il est difficile pour

<sup>109</sup> Discussions de groupe à Petit trou de Nippes, Nippes, 4.06.2023 ; Discussions en groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>110</sup> Entretien avec un expert clé d'un groupe de réflexion international spécialisé dans la sécurité, 23.02.2023.

<sup>111</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>112</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 1.03.2023.

les acteurs qui seraient normalement chargés de mettre en œuvre des interventions liées au climat et à l'environnement, tels que l'État, les organisations communautaires, les organisations de la société civile (OSC) et ONG haïtiennes, les ONG internationales et les agences des Nations Unies, d'opérer efficacement et en sécurité. Par exemple, l'insécurité rampante en Haïti rend de plus en plus difficile de rassembler des gens pour mettre en œuvre des projets et des activités dans les quartiers les plus vulnérables et les plus difficiles d'accès. De nombreuses ONG ont indiqué qu'elles avaient dû « *réduire l'accès à des services spécifiques car il est désormais impossible de les fournir en raison de l'insécurité.* »<sup>113</sup> Étant donné que ces zones sont souvent mal desservies ou particulièrement sensibles à la dégradation de l'environnement et aux effets du changement climatique, les défis supplémentaires posés par la violence risquent de laisser pour compte des communautés particulièrement défavorisées. Cela ne fera qu'aggraver les griefs existants au sein de ces communautés, ajoutant au mécontentement et pouvant conduire à des manifestations contre l'État et les partenaires internationaux pour dénoncer ce qui est perçu comme un échec à agir.

**Plus généralement, la violence et les autres problèmes économiques, politiques et sociaux en Haïti font augmenter les coûts opérationnels des interventions climatiques et autres, ce qui peut décourager leur mise en œuvre à moyen et long terme.** Des acteurs criminels auraient pris ou détruit des biens nécessaires aux programmes ou activités climatiques et environnementales, comme les batteries pour une installation solaire dans un cas.<sup>114</sup> Étant donné le haut degré d'impunité dont jouissent les groupes criminels dans le pays, et le manque d'influence de l'État dans les zones qu'il contrôle, il n'y a que peu ou pas de recours possible.<sup>115</sup> Bien entendu, les gangs ne sont pas les seuls à entreprendre de telles actions : en période de conflit massif, les manifestants ont aussi pris ou détruit des biens. Lors des confinements imposés en 2020-2021 pour contrôler la propagation de la pandémie de COVID-19 en Haïti, par exemple, certaines ONG locales et internationales ont été pillées (c'est ce qui s'est passé pour les stocks de nourriture du PAM destinés à être distribués à des fins humanitaires). Certains de ces incidents ont été liés à l'activité de gangs, mais d'autres étaient simplement le fait de « *nombreuses mères affamées qui voulaient trouver de la nourriture pendant la crise* », selon les observateurs.<sup>116</sup> Les communautés touchées ont également commis ces actes parce qu'elles estimaient que les ONG ne les soutenaient pas. En général, les coûts opérationnels des organisations de développement et d'aide humanitaire sont extrêmement élevés, et peuvent souvent augmenter les prévisions à cause des dépassements et des retards dans les projets, compte tenu de la situation politique et sécuritaire difficile. Cela peut avoir un effet dissuasif sur l'action climatique (Craford et al. 2015 ; ODI 2022). Les menaces potentielles pour la vie et les coûts associés à la sécurisation du personnel et de l'équipement augmentent encore davantage les coûts.

**« Tout le monde dit que la vie est finie. Je n'ai plus d'espoir. » - Cassandra, femme de 61 ans d'Abricots interrogée dans le cadre de cette étude.**

**Dans certains cas, il peut être nécessaire de collaborer avec des groupes criminels pour faire avancer les projets et les actions climatiques dans le pays, ce qui risque de renforcer leur pouvoir, ainsi que les dynamiques conflictuelles plus générales.** Le fait que les gangs armés contrôlent des zones et des infrastructures critiques dans le pays peut signifier que la mise en œuvre de projets et d'interventions d'adaptation au climat et de protection de l'environnement est soumise à un engagement direct ou indirect avec (et à l'approbation de) ces gangs. Travailler avec les gangs comporte toutefois des risques et des implications considérables. Tout d'abord, il existe une menace réelle que les personnes soient attaquées, en particulier à Port-au-Prince (Craford et al. 2015). Dans un cas, le personnel d'une ONG

<sup>113</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023

<sup>114</sup> Entretien avec un expert clé d'une agence des Nations unies axée sur le développement durable et la gouvernance, 10.02.2023.

<sup>115</sup> La crainte de représailles de la part des groupes criminels et le fonctionnement limité des tribunaux font que les acteurs criminels s'en sortent sans être punis. Selon certaines personnes, des procès criminels n'ont pas eu lieu depuis des années. Consultation avec des experts haïtiens et internationaux sur les droits de l'homme, la criminalité et la justice, 13.02.2023.

<sup>116</sup> Entretien avec un consultant indépendant spécialisé dans la sécurité alimentaire, 7.02.2023.

environnementale a dû « *fuir car des gangs avaient pris le contrôle de leurs maisons* », ce qui les mettait directement en danger.<sup>117</sup> En outre, en échange de leur coopération, ces groupes peuvent chercher à coopter des matériaux pour leur enrichissement personnel, ou utiliser les interventions pour renforcer leur image ou leurs ambitions politiques. Comme le dit une personne interrogée dans un quartier difficile de Port-au-Prince : « *je suis allé sur un terrain de football, il n'y avait pas un seul arbre, pas d'ombre. Je leur ai dit [membres d'un groupe armé] qu'il fallait planter des moringas : dans quelques mois, vous aurez de la verdure partout. Deux jeunes sont venus et m'ont demandé ce qu'ils avaient à y gagner. Vous gagnez de l'argent sur des projets, nous ne savons pas où vous trouvez de l'argent, mais pas un seul arbre ne sera planté ici si nous ne sommes pas payés.* »<sup>118</sup> L'engagement risque donc de renforcer le pouvoir de ces groupes. En outre, étant donné les possibilités d'enrichissement, matériel ou politique, qu'offrent certaines interventions climatiques (et en particulier celles qui concernent les infrastructures), elles peuvent attirer l'attention d'autres groupes qui souhaitent obtenir ces avantages pour eux-mêmes. Dans ce cas, les interventions peuvent aggraver les dynamiques conflictuelles et conduire à de nouvelles vagues de violence. « *Après le tremblement de terre de 2010, lorsque l'argent a commencé à diminuer et que certains groupes ont commencé à perdre des fonds, des conflits entre eux et d'autres groupes sont apparus, ainsi que des menaces à l'encontre des organisations humanitaires* », a rapporté le représentant d'une ONG internationale.<sup>119</sup> Dans le même temps, si l'on n'interagit pas avec les gangs armés dans les territoires qu'ils contrôlent, les activités risquent de ne pas avoir lieu du tout, voire de représenter un risque pour les acteurs du climat et de l'environnement. « *Ils [les gangs] peuvent poser des problèmes, par exemple lorsque je reçois des choses pour les enfants ou les jeunes femmes avec lesquels je travaille. Si j'en recevais trop, il faudrait que je leur parle pour m'assurer qu'ils sont d'accord.* »<sup>120</sup>

**Les défis posés par la fragilité institutionnelle et la violence peuvent entraver les opportunités d'accès d'Haïti au financement de l'action climatique.** Les coûts plus élevés associés aux opérations en Haïti, caractérisées par des niveaux de violence omniprésents, ainsi que les défis institutionnels importants, peuvent être trop élevés pour certains investisseurs internationaux, tels que les grands fonds climatiques, car les investisseurs institutionnels dirigent généralement leur attention vers des contextes où les retours sur investissement sont très probables.<sup>121</sup> L'investissement direct étranger en Haïti est un autre exemple de la fuite des capitaux en raison des profonds défis politiques et sécuritaires. Depuis 2017, il y a eu une réduction drastique de l'investissement direct étranger (IDE) total. Les IDE en Haïti sont passés de 310 millions USD en 2017 à 50 millions USD en 2021 (UNCTAD 2022). Compte tenu de l'état de l'économie haïtienne, il est peu probable que les sources nationales de financement de l'action climatique parviennent à combler les déficits de financement.

**En conclusion, les crises politique et sécuritaire en Haïti compromettent les capacités du pays, et celles des citoyens et des organisations, à traiter efficacement les impacts du changement climatique sur les différentes dimensions de la sécurité.** Les niveaux élevés de pauvreté et l'augmentation du coût de la vie, amplifiés par la violence dans la région de la capitale et le flux constant de catastrophes induites par le climat, signifient que les gens luttent juste pour s'en sortir. Investir dans l'adaptation au changement climatique ou la protection de l'environnement ne fait pas partie des priorités d'un grand nombre d'habitants. Même pour ceux qui disposeraient des fonds ou des ressources nécessaires pour entreprendre des actions en faveur de la sécurité climatique, l'environnement politique et sécuritaire limite l'efficacité des interventions possibles ou le désir d'investir en premier lieu.

<sup>117</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023.

<sup>118</sup> Entretien avec un expert clé travaillant à la réserve écologique de Wynne Farm, 22.03.2023.

<sup>119</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 24.03.2023

<sup>120</sup> Entretien avec un expert clé, activiste à Port-au-Prince, 23.03.2023.

<sup>121</sup> Les capacités techniques limitées disponibles pour élaborer des propositions et accéder au financement de l'action climatique constituent un autre obstacle important signalé par les experts consultés dans le cadre de cette étude. Voir aussi : UNDP (2021).

## Réponses aux défis de la sécurité climatique

Le changement climatique et les pressions environnementales en Haïti n'ont rien de nouveau, pas plus que la violence et l'insécurité. Ces dernières années, des tentatives ont été faites pour faire face aux impacts du changement climatique, par exemple en soutenant des actions d'adaptation, et pour prévenir les conflits et consolider la paix. Ces efforts ont été principalement menés par des organisations et associations communautaires, ainsi que par des ONG internationales et des agences de l'ONU. Au niveau du gouvernement, d'importantes stratégies et plans d'adaptation au changement climatique ont été élaborés pour divers secteurs, mais leur mise en œuvre tarde à se concrétiser. Cependant, les acteurs dans leur ensemble ont peu reconnu les liens entre les effets du changement climatique, la dégradation de l'environnement, la violence et l'insécurité, et n'ont pas pris les mesures pour y remédier. Ce chapitre n'a pas pour but de fournir un examen complet de toutes les initiatives en matière de changement climatique et de sécurité, mais plutôt de passer en revue les efforts actuels dans ce domaine et de souligner certaines des contraintes qui ont empêché une action plus intégrée jusqu'à aujourd'hui.

### Réponses institutionnelles et politiques

**Au cours de la dernière décennie, le gouvernement haïtien a investi de manière significative dans la mise en place d'une structure institutionnelle pour faire face au changement climatique (à la fois en termes d'adaptation et, dans une moindre mesure, d'atténuation).** Le Ministère de l'environnement (MDE) est le principal organe gouvernemental ayant mandat dans le domaine du changement climatique, qu'il exerce par le biais de la Direction des changements climatiques.<sup>122</sup> D'autres institutions ont des compétences en matière de changement climatique ou dans des domaines connexes, notamment le Comité interministériel d'aménagement du territoire et la Direction générale de la protection civile nouvellement créée, qui gère la gestion des risques de catastrophe. Le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural, le Ministère de la planification et de la coopération externe et le Ministère des travaux publics, transports et communications sont d'autres acteurs clés dans ce domaine, bien que leur engagement en matière de changement climatique soit resté limité jusqu'à présent.<sup>123</sup>

**Plusieurs politiques et plans ont été élaborés pour guider la réponse d'Haïti au changement climatique et au développement durable.** Certains d'entre eux ont été élaborés au début des années 2000, bien en avance sur leur temps. Cependant, la plupart ont été élaborés assez récemment, notamment ceux qui sont requis dans le cadre des obligations de rapport prévues par l'Accord de Paris (voir encadré 11). Dans l'ensemble, bien que ces stratégies définissent des domaines prioritaires pour cibler les liens entre le changement climatique et la sécurité humaine, tels que les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la pauvreté, elles ne précisent pas nécessairement comment ces questions peuvent être abordées de manière intégrée et n'ont pas une approche explicite de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Les liens entre le climat et la sécurité ne sont pas non plus explicités dans les stratégies et politiques haïtiennes dédiées plus spécifiquement au développement durable. Par exemple, le Plan stratégique de développement d'Haïti de 2010, qui vise à faire d'Haïti un pays émergent d'ici 2030, n'aborde le changement climatique que sous l'angle de la vulnérabilité aux phénomènes météorologiques extrêmes. Le Cadre intégré national pour le financement du développement durable d'Haïti (2021) ne reconnaît pas explicitement la nécessité de s'attaquer aux facteurs climatiques et environnementaux de l'insécurité et des crises en Haïti.

<sup>122</sup> Plus précisément, le MDE est chargé d'élaborer des programmes d'adaptation au changement climatique, des mesures d'atténuation et de suivre les progrès réalisés, ainsi que de formuler et d'appliquer la politique de gestion de l'environnement du gouvernement. Le MDE est également l'Autorité nationale désignée pour de nombreux fonds climatiques, et dirige le Comité national sur les changements climatiques, un groupe de travail interministériel sur la mise en œuvre du Plan national d'adaptation (GCF 2021).

<sup>123</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 01.03.2023.

Certaines de ces stratégies sont également assez anciennes et devraient être révisées pour refléter le contexte actuel du pays, y compris la façon dont les impacts du changement climatique affectent la sécurité dans toutes ses dimensions (environnementale, économique, politico-militaire, etc.)

#### Encadré 11 : Principales politiques et stratégies d'Haïti dans le domaine du changement climatique

En décembre 2022, le gouvernement a lancé son Plan national d'adaptation (PNA), qui vise à remédier aux effets à long terme du changement climatique et à renforcer les capacités d'adaptation et la résilience aux risques liés au climat. Le Comité national sur les changements climatiques, un groupe interministériel, est en charge de sa mise en œuvre (PNA Réseau mondial 2023 ; GCF 2021).<sup>124</sup> Le PNA 2022 remplace un précédent PNA élaboré par le gouvernement en 2006 et révisé en 2017, qui proposait un certain nombre de projets, ainsi que des mécanismes institutionnels pour faciliter leur mise en œuvre sur une base participative et pilotée par le pays.

Le gouvernement a introduit la Politique nationale de lutte contre les changements climatiques (PNCC) en 2017, visant à réorienter le développement socio-économique d'Haïti vers un régime plus sobre en carbone d'ici 2030, conformément aux Contributions déterminées au niveau national (NDC 2015) du pays. La PNCC envisage de réduire de manière significative la vulnérabilité au changement climatique de la population et de l'économie haïtiennes en adoptant et en mettant en œuvre des mesures d'adaptation appropriées et efficaces, conformément aux Objectifs de développement durable et au Plan stratégique de développement d'Haïti 2010-2030 (PSDH 2010).<sup>125</sup> Le Plan national de gestion des risques de désastre 2019-2030, approuvé par le gouvernement haïtien en 2020, a été élaboré en tenant compte de la nature multirisque et récurrente des catastrophes en Haïti, aggravées par le changement climatique et la pauvreté multidimensionnelle. Reconnaisant ces liens, il insiste sur la nécessité de renforcer la résilience en Haïti, tout en promouvant un développement durable et inclusif.

**Même lorsque des stratégies et des plans existent, leur mise en œuvre reste difficile.** Bien que le gouvernement ait clairement indiqué et formulé ses ambitions en matière de climat, l'action climatique reste sous-priorisée et sous-financée.<sup>126</sup> L'accent est mis sur les préoccupations humanitaires et de développement plus traditionnelles, en plus de la gestion de l'effondrement de la sécurité dans la capitale. Les plans et stratégies climatiques ne sont souvent pas mis en œuvre en raison de contraintes budgétaires ou de ressources humaines limitées. Un commentateur travaillant avec le gouvernement dans un département rural a noté que « *les bureaux agricoles ont à peine une personne dans chaque région* » et sont « *simplement en sous-effectif et sans ressources.* »<sup>127</sup> Le caractère centralisé de l'État haïtien restreint de manière significative le transfert de ressources aux autorités locales, et limite les approches consultatives qui renforcent la participation aux processus de planification, identifient les besoins et améliorent l'accès aux ressources (GCF 2021). En outre, la coopération entre les secteurs reste limitée. D'une part, au niveau du gouvernement, il y a un manque de sensibilisation aux liens entre le climat et la sécurité, et donc de la nécessité d'une action intégrée. D'autre part, des problèmes importants persistent en matière de partage de données et d'informations entre les différents départements et niveaux du gouvernement, reflétant un problème de coordination plus large (GCF 2021).

<sup>124</sup> Le PNA d'Haïti identifie l'agriculture, l'eau, la santé et les infrastructures comme des secteurs prioritaires pour l'action climatique, et estime qu'un budget de 980 millions USD est nécessaire pour mettre en œuvre les 21 actions les plus prioritaires (sur 340 actions identifiées) (NAP Global Network 2023).

<sup>125</sup> Cependant, le PSDH 2010 ne se concentre pas efficacement sur le changement climatique.

<sup>126</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 01.03.2023.

<sup>127</sup> Consultation d'experts haïtiens et internationaux sur la sécurité alimentaire, 24.01.2023.

**La protection et la conservation environnementale sont relativement bien développées mais peu mises en œuvre ou appliquées.** Le gouvernement haïtien a commencé à établir des zones protégées à travers le pays en 1968. Il existe aujourd'hui environ 26 zones protégées, qui représentent près de 7 % des terres et 1,5 % des eaux du pays. La moitié d'entre elles ont été créées avec l'assistance technique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Haïti a rejoint Cuba et la République dominicaine dans le cadre de l'initiative du Corridor biologique dans la Caraïbe, qui vise à connecter les écosystèmes des différents pays (UNEP 2021). Deux aires marines protégées ont été créées en 2014, et Haïti fait partie de l'initiative Caribbean Challenge depuis 2016. La Loi sur la pêche interdit la récolte de tout type de corail, de gorgone ou de roche calcaire dans les océans (UNEP-WCMC 2015). Malgré ces initiatives prometteuses, leur mise en œuvre a été limitée ou complètement absente dans le pays, principalement en raison du manque de ressources ou de capacités, ou parce que le gouvernement n'a pas été en mesure de fonctionner en raison de l'insécurité ou d'autres crises. De même, les lois sur la protection de l'environnement sont rarement appliquées (UNDP 2015).

**L'environnement est rarement une priorité pour les habitants d'Haïti.** Un écologiste haïtien interrogé dans le cadre de cette étude a expliqué la situation : *« comment convaincre les gens de protéger et de restaurer les milieux naturels lorsque leur principale préoccupation est de trouver suffisamment de nourriture pour survivre ou de reconstruire leur maison après une nouvelle catastrophe ? Les gens ont des problèmes plus importants que de penser à la nature. »*<sup>128</sup> La conservation et la restauration de l'environnement ainsi que l'application de la législation sont des défis dans tous les pays, mais surtout en Haïti, où les catastrophes causées par les aléas naturels, les crises politiques et humanitaires et l'extrême pauvreté constituent des obstacles majeurs. La sensibilisation est un défi permanent ; en outre, la détérioration de la situation sécuritaire depuis 2021 pose des obstacles logistiques et des problèmes de sécurité supplémentaires, rendant le travail environnemental en Haïti extrêmement difficile et dangereux (Fox 2022).

## Réponses internationales

**Les agences des Nations Unies et les ONG internationales sont des partenaires clés des gouvernements, des ONG et OSC d'Haïti dans la mise en œuvre de programmes dans divers domaines.** En 2021, le total des décaissements de l'aide publique au développement (APD) à Haïti s'élevait à 951,935 millions USD, proche du niveau de 2020 de 914,618 millions USD (OECD 2022).<sup>129</sup> Leur travail s'est principalement concentré sur l'aide humanitaire, mais aussi sur des programmes de développement plus traditionnels et, plus récemment, sur la réduction des risques de catastrophe (RRC) et l'adaptation au changement climatique. L'aide humanitaire internationale à Haïti a explosé après le tremblement de terre de 2010 mais n'a cessé de diminuer depuis (BM 2022). En 2010, 25 % de l'ensemble des dépenses publiques provenaient de l'APD, alors qu'en 2019, ce chiffre est tombé à 5 % (BM 2022). L'APD reste néanmoins essentielle pour faire face aux conséquences des catastrophes, telles que l'ouragan Matthew en 2016, le tremblement de terre de 2021, les défis actuels de la violence des gangs, l'insécurité alimentaire et l'épidémie de choléra qui en résultent. Cependant, l'APD est loin d'être suffisante, puisque seuls 50 % des appels du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont été satisfaits depuis 2020 (FTS 2020 ; 2021 ; 2022). Il est peu probable que cela change en 2023, compte tenu des urgences internationales concurrentes et de la réduction du budget humanitaire à l'échelle mondiale.

À ce jour, très peu d'organisations humanitaires ont explicitement intégré les défis climatiques et environnementaux, et encore moins les liens avec la paix et la sécurité. Toutefois, la nécessité de le

<sup>128</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023

<sup>129</sup> Les dix principaux donateurs d'Haïti en 2021, selon l'OCDE, étaient les suivants : États-Unis - 255,135 millions USD, Banque interaméricaine de développement - 159,547 millions USD, Banque mondiale - 133,533 millions USD, institutions de l'Union européenne - 91,012 millions USD, France - 57,5 millions USD, Canada - 49,334 millions USD, PNUD - 34,3 millions USD, Suisse - 33,944 USD, Banque de développement des Caraïbes - 15,833 millions USD et Espagne - 11,154 millions USD (OCDE 2022a).

faire est de plus en plus reconnue, et certaines agences des Nations Unies et ONG internationales s'efforcent d'ajouter une perspective climatique explicite à leur travail. Par exemple, le plan national pour Haïti 2019 - 2023 du PAM vise explicitement à « *soutenir l'adaptation des populations vulnérables dans les écosystèmes fragiles touchés par le changement climatique* » et souligne que « *la résilience climatique reste une priorité stratégique importante dans le mandat du PAM en Haïti* » à l'avenir (Didier 2019). Selon le PAM, son programme Alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants en Haïti fournit un exemple de la manière de combiner avec succès l'adaptation au climat avec la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, ainsi qu'avec la protection de l'enfance. En soutenant les enfants dans les écoles par la fourniture de *cantines scolaires*, où les enfants reçoivent des repas gratuits préparés avec des produits agricoles locaux, le programme a également bénéficié aux agriculteurs locaux, qui ont eu accès à un marché plus stable. Un avantage supplémentaire a été obtenu en associant cette initiative au renforcement des capacités en matière d'agroécologie et de pratiques agricoles intelligentes face au climat (Didier 2019).<sup>130</sup>

**En règle générale, l'APD s'est concentrée sur des objectifs de développement plus traditionnels, bien que le changement climatique soit de plus en plus au centre des préoccupations.** En Haïti, l'aide au développement s'est concentrée sur la reconstruction à long terme, le renforcement de la prestation de services, la promotion de la croissance économique et la réduction de la pauvreté, tout en s'attaquant à certains des principaux défis institutionnels et politiques qui entravent le développement. Au cours de la dernière décennie, un grand nombre d'agences de développement et d'ONG internationales ont inclus le changement climatique dans leur travail, et en particulier l'adaptation au changement climatique et la RRC. Par exemple, le PNUD met en œuvre un projet financé par le Fonds vert pour le climat, visant à intégrer les risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national. L'Organisation internationale pour les migrations s'efforce d'aider les communautés et les familles à construire des maisons capables de résister aux catastrophes météorologiques et adaptées au contexte environnemental plus large.<sup>131</sup> Haïti reçoit une quantité substantielle d'aide au développement destinée au secteur de la sécurité, y compris sous la forme d'une ancienne mission de maintien de la paix de l'ONU, la mission politique actuelle (BINUH) et un soutien considérable des partenaires bilatéraux pour former et équiper la force de police nationale. Aucune de ces missions et aucun de ces soutiens, y compris dans la formation, n'intègrent le changement climatique dans leur mandat et leurs activités.<sup>132</sup>

**Les organisations internationales ont largement contribué à aider le gouvernement haïtien à élaborer les politiques et les stratégies clés pour faire face au changement climatique et, dans certains cas, à mettre en place la structure institutionnelle nécessaire pour les opérationnaliser.** Par exemple, dans le sud d'Haïti, le PNUE a engagé les directions locales du MDE, de l'Agence nationale des aires protégées, du Ministère de l'agriculture et de la Direction de la sécurité publique en tant que partenaires de mise en œuvre du projet. Cela a permis de renforcer leurs capacités techniques et matérielles et d'assurer l'appropriation et le suivi des résultats, ainsi que leur durabilité. De plus, au cours du projet, ces partenaires institutionnels ont activement contribué aux activités de protection des écosystèmes, d'adaptation et de résilience au changement climatique, en collaboration avec les communautés locales.<sup>133</sup>

**Les programmes des agences des Nations Unies et des ONG internationales ont apporté des réponses aux défis climatiques et environnementaux,** qu'il s'agisse de lutter contre l'insécurité alimentaire ou d'investir dans l'éducation et la sensibilisation à la protection de l'environnement. Le

<sup>130</sup> Consultation d'experts haïtiens et internationaux sur la sécurité alimentaire, 24.01.2023.

<sup>131</sup> Consultation d'experts haïtiens et internationaux sur les migrations et les déplacements, 8.02.2023.

<sup>132</sup> Entretien avec un expert clé d'une agence des Nations Unies spécialisée dans la consolidation de la paix, 27.03.2023.

<sup>133</sup> Parmi les activités menées dans le cadre du projet, on peut citer la plantation de mangroves, le reboisement, l'agroforesterie, l'aquaculture, la mise en place de systèmes d'alerte précoce et l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion pour les zones marines et terrestres protégées. Source : Communication personnelle avec un représentant du PNUE, 09.06.2023.



PNUD, par exemple, a collaboré avec une ONG régionale, Environmental Protection in the Caribbean, pour dispenser un enseignement scientifique axé sur l'écologie et la biodiversité et sur la fonction des bassins versants et la conservation de l'eau dans les petits villages d'Haïti (EPIC 2022). La gestion des risques de catastrophe et l'alerte précoce sont un autre domaine clé de l'attention internationale. La rédaction et l'adoption du Plan national de gestion des risques de désastre 2019-2030, qui sert encore aujourd'hui de cadre stratégique et de référentiel national pour les efforts de GRC dans le pays, ont été réalisées avec le soutien du PNUD.<sup>134</sup> Le PNUD a également produit un Guide méthodologique. Réduction des risques naturels en zone urbaine en Haïti en 2015, qui s'est avéré être un outil précieux pour améliorer la connaissance des risques de catastrophe dans le département de la Grand'Anse lorsque l'ouragan Matthew a frappé (UNDP 2021). Le PAM est également de plus en plus actif dans ce domaine, en associant son travail sur la sécurité alimentaire à la RRC. Par exemple, en octobre 2022, en collaboration avec des acteurs locaux du financement des risques climatiques, il a lancé un projet pilote de micro-assurance basé sur un indice agricole afin de réduire les risques liés à l'excès de pluie et au déficit pluviométrique pour un maximum de 10 000 ménages de petits exploitants agricoles dans le Sud et la Grand'Anse. « *En plus de réduire la vulnérabilité des agriculteurs aux événements climatiques tels que la sécheresse et les inondations, il s'agit d'une innovation pour le secteur de l'assurance en Haïti, qui a le taux de pénétration le plus bas de la région à ce jour.* »<sup>135</sup>

**Bien que ces projets cherchent souvent à produire des co-bénéfices, répondant simultanément aux problèmes liés au changement climatique tout en contribuant à des objectifs de développement ou humanitaires plus traditionnels, ils se concentrent rarement directement sur la prévention et la résolution des conflits.** Néanmoins, des tentatives de programmation plus intégrée existent et sont de bons exemples de la manière dont les acteurs internationaux peuvent utiliser le changement climatique comme point d'entrée pour atteindre des objectifs plus larges de consolidation de la paix. Par exemple, Mercy Corps a travaillé sur un projet visant à réunir deux communautés de Port-au-Prince, l'une située sur les hauteurs et l'autre en contrebas, afin d'identifier les défis (par exemple les déchets de la communauté située dans les hauteurs s'écoulaient vers l'aval, durant les périodes de fortes pluies, polluant les sources d'eau et ayant des impacts négatifs sur la santé de la communauté en contrebas) et des solutions communes qui bénéficieraient à la fois à la résolution des conflits et à l'adaptation au changement climatique.<sup>136</sup>

**Le financement de l'action climatique atteint Haïti, mais à ce jour, il n'a pas été orienté vers l'adaptation, ni vers la prise en compte des implications sécuritaires du changement climatique.** Haïti bénéficie de financements de l'action climatique, s'élevant à 773 millions USD en 2019 (aucune donnée n'est disponible pour 2021)<sup>137</sup> du Fonds pour l'environnement mondial<sup>138</sup>, du Fonds vert pour le climat<sup>139</sup>, des Fonds d'investissement pour le climat<sup>140</sup> et du Fonds d'adaptation climatique.<sup>141</sup> D'une manière générale, le financement de l'action climatique a été largement consacré à des activités d'atténuation et de préparation, ainsi qu'au renforcement des institutions et des capacités des ministères impliqués dans l'action climatique. Un soutien a également été apporté à des projets

<sup>134</sup> Entretien avec un expert clé d'une agence des Nations Unies axée sur le développement durable et la gouvernance, 10.02.2023.

<sup>135</sup> Entretien avec un expert clé d'une agence des Nations Unies spécialisée dans la sécurité alimentaire, 1.02.2023.

<sup>136</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 24.04.2023.

<sup>137</sup> Entre 2010 et 2015, l'aide venue de l'étranger en matière de changement climatique s'élevait à 162 millions USD (OCDE 2022a).

<sup>138</sup> Le Fonds pour l'environnement mondial a huit projets en Haïti pour un total de 35 millions USD, ainsi que trois projets financés par son Fonds pour les pays les moins avancés pour un total de 16 millions USD. Par exemple, en 2022, le Fonds pour les PMA a financé un projet de 4,5 millions USD dans le sud-est d'Haïti pour renforcer la résilience climatique du secteur de l'eau potable en Haïti. En conséquence, environ 130 000 personnes devraient bénéficier directement d'un accès plus fiable à l'eau potable et, de ce fait, d'une amélioration de la santé, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. Voir aussi : LDCF 2022.

<sup>139</sup> Le Fonds vert pour le climat a eu 6 projets spécifiques à Haïti, pour un montant total de 4,5 millions USD. Parmi ceux-ci, un projet de 2021 visait à « renforcer les capacités du NDA pour un plus grand leadership en matière d'adaptation au changement climatique ». Voir : GCF 2021.

<sup>140</sup> À ce jour, les Fonds d'investissement pour le climat ont approuvé six projets dans le cadre de ses diverses initiatives en Haïti, pour un montant total de 65 millions USD. Voir : CIF 2023.

<sup>141</sup> En 2022, le Fonds d'adaptation a approuvé un projet mené par l'UNESCO à Les Cayes, Grand'Anse (Jérémie) pour renforcer la capacité d'adaptation et la résilience du secteur de l'éducation haïtien face aux risques de catastrophes naturelles liées au changement climatique. Voir : Fonds d'adaptation, 2022

régionaux axés sur la lutte contre les risques climatiques dans les Caraïbes, Haïti étant l'un des pays cibles (GCF 2021). Toutefois, bien moins de fonds ont été alloués à la lutte contre les impacts réels du changement climatique sur les moyens de subsistance et les autres dimensions de la sécurité. De plus, les défis posés par l'instabilité politique et sociale d'Haïti ont limité l'appétit des institutions publiques pour les interventions internationales liées au climat et aux autres types de financement (voir chapitre 4.5). Le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies est le premier mécanisme d'investissement qui aborde explicitement les défis de la sécurité climatique de manière intégrée. En 2023, par exemple, il a approuvé un projet conjoint du PNUD et de l'Organisation internationale du travail visant à créer des conditions favorables à la stabilisation et à l'émancipation sociale des jeunes dans les zones rurales et urbaines grâce à la planification de l'action communautaire, la résolution des conflits, l'agroécologie, la création d'emplois verts et à la diversification des sources de revenus, améliorant ainsi la résilience aux aléas climatiques et promouvant la paix et la cohésion sociale au sein de leurs communautés.<sup>142</sup>

**Si l'engagement des agences et organisations internationales est essentiel pour soutenir l'action climatique en Haïti, il n'est pas sans défis ni inconvénients potentiels.** D'une part, il place les habitants d'Haïti sous l'emprise des partenaires internationaux, dont les intérêts ne sont pas forcément les mêmes.<sup>143</sup> Le budget climatique d'Haïti est un mélange des priorités des donateurs, ce qui fait que certaines initiatives sont facilement surfinancées, alors que d'autres besoins essentiels sont sous-financés. Par exemple, 70 % du budget climatique d'Haïti, d'un montant de 1,1 milliard de gourdes ont été alloués pour rendre la production d'énergie plus durable en Haïti en 2019, alors que d'autres domaines cruciaux, tels que la déforestation, la dégradation et la conservation de l'environnement, restent sous-financés (The Conversation 2019 ; Gallagher et al. 2019). En outre, certains craignent que l'afflux de fonds internationaux réduise la pression sur le gouvernement pour qu'il débloque des fonds pour les services publics, une préoccupation qui pourrait bien s'étendre à l'action climatique (WB 2022 ; NYT 2022). Cela peut éroder la capacité d'absorption des institutions nationales et locales, créant ainsi un cycle de dépendance. Enfin, le fait que les organisations internationales puissent être à l'origine des stratégies ou mener des activités avec peu de contribution ou de gestion exercées par les institutions ou les acteurs haïtiens, soulève des questions quant à l'appropriation de l'action climatique. Cela risque de perpétuer des schémas d'assistance problématiques qui ont affecté la réponse internationale en Haïti pendant des décennies (voir chapitres 4.1 et 4.5).<sup>144</sup>

**L'aide internationale en Haïti a été et continue d'être perturbée par des problèmes de processus.** Ces problèmes, compromettent les objectifs qu'elle cherche à atteindre et peuvent même cimenter des dynamiques néfastes qui érodent la résilience et aggravent l'insécurité. Traditionnellement, cela se produit dans le cadre d'interventions humanitaires et de développement, mais cela a également des implications pour la programmation relative au changement climatique et à la sécurité climatique. Par exemple, l'aide alimentaire en réponse aux catastrophes survenues au cours de l'histoire d'Haïti, qui reposait en grande partie sur des denrées alimentaires importées, a affaibli les producteurs locaux et modifié les incitations du marché ; la dépendance excessive à l'égard des denrées alimentaires importées qui en a résulté perdure jusqu'à aujourd'hui.<sup>145</sup> La dépendance à l'égard de l'aide internationale est un thème important en Haïti, car les interventions ont tendance à être de court terme et non durables, soulageant temporairement les problèmes sans s'attaquer à leurs causes profondes. Comme l'a remarqué l'employé d'une ONG internationale, « à chaque fois qu'il y a une catastrophe naturelle, les ONG internationales apparaissent avec plus de ressources et de financement,

<sup>142</sup> Le Fonds pour la consolidation de la paix en Haïti a également soutenu une initiative pour la résolution des conflits et la cohésion sociale qui promeut les organisations de jeunes dans la ville de Jérémie, dans le département de la Grand'Anse. Mis en œuvre par le PNUD, l'OIM, ONU Femmes et la MINUJUSTH, l'initiative s'est concentrée sur le renforcement des capacités des jeunes afin de favoriser leur participation active et égale aux affaires publiques, et la sensibilisation des autorités locales et des communautés locales afin de diminuer la violence, y compris la violence fondée sur le genre. Voir : Consolidation de la paix 2020 de l'ONU.

<sup>143</sup> Entretien avec un expert indépendant spécialisé dans la sécurité alimentaire, 7.02.2023.

<sup>144</sup> Entretien avec un expert clé, militant haïtien des droits de l'homme, 14.04.2023.

<sup>145</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 1.03.2023. Voir également Wisner (2022).

*mais elles partent ensuite, au moins jusqu'à la prochaine catastrophe ; entre les catastrophes, personne ne reste pour investir dans le renforcement des capacités nécessaires pour que les institutions haïtiennes puissent faire face aux désastres par elles-mêmes. Elles s'occupent de l'absence de klou (cloque sur une plaie ouverte), mais pas de la plaie elle-même. »<sup>146</sup> « Le court-termisme est acceptable après d'une catastrophe naturelle sous forme d'aide humanitaire, mais pas pour le développement à long terme. »<sup>147</sup>*

**Corriger les problèmes actuels liés aux processus d'aide internationale est une étape importante pour relever les défis liés au climat, car le type d'actions nécessaires « ne peut pas être réalisé en un an ou deux. »<sup>148</sup>**

Les cas de réponses qui ne touchent pas les bénéficiaires prévus, alors que ceux qui reçoivent de l'aide ne sont pas forcément « *les plus vulnérables* » et dans le besoin, sont courantes.<sup>149</sup> Les membres des communautés locales consultés pour ce rapport ont indiqué que cela était dû au fait que les listes de bénéficiaires sont établies par les organisations internationales elles-mêmes et qu'elles ne savent pas toujours pleinement qui sont les personnes les plus nécessiteuses. « *L'aide est distribuée en fonction des mêmes listes de bénéficiaires établies à partir des enquêtes précédentes, sans tenir compte des changements importants qui se sont produits au sein de la communauté.* »<sup>150</sup> Il existe également un risque que, lorsque des membres de la communauté (par exemple les chefs de communauté) sont chargés d'établir les listes, ils incluent parfois les noms de parents ou d'amis plutôt que les personnes les plus démunies. Cela peut entraîner des tensions au sein des communautés.<sup>151</sup> La distribution d'aide peut également ne pas tenir compte des dynamiques qui favorisent certains groupes au détriment d'autres. Par exemple, lors de la distribution d'aide, de nombreuses femmes préfèrent rester chez elles car l'atmosphère peut être dangereuse : « *cela ressemble souvent à du pillage.* » Durant ces moments, elles sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de vol une fois qu'elles ont reçu l'aide, ou même d'être victimes d'exploitation et d'abus sexuels.<sup>152</sup> En fin de compte, les hommes sont plus susceptibles d'être les bénéficiaires de l'aide, et les femmes dépendent souvent d'autres personnes pour accéder à l'aide.

**Un autre problème est que l'aide fournie n'est pas toujours adaptée.** « *Après le tremblement de terre de 2021, des organisations internationales sont venues fournir des bâches<sup>153</sup>, mais à ce moment-là, personne n'avait quoi que ce soit à couvrir avec une bâche.* »<sup>154</sup> La méconnaissance des besoins sur le terrain peut ne pas être intentionnelle, mais les conséquences sont importantes, en particulier lorsque l'on travaille dans des environnements très instables comme Haïti. Enfin, bien que les acteurs internationaux aient fait des progrès au cours des cinq dernières années pour améliorer la coordination dans un certain nombre de secteurs (gestion des risques de catastrophe, éducation, santé, eau), celle-ci reste sous-optimale, ce qui entraîne une fragmentation, un manque de durabilité, une focalisation et des investissements insuffisants sur les priorités essentielles (World Bank 2022). Récemment, l'approche des donateurs et des responsables internationaux de la mise en œuvre de l'aide a connu des changements notables et bienvenus, qui se sont avérés bénéfiques pour la résilience climatique et pourraient en fin de compte être essentiels pour lutter contre l'insécurité climatique. Il s'agit notamment du recours aux producteurs locaux pour les programmes d'aide alimentaire et d'assistance (Diplomatie française 2021), et des efforts accrus pour établir des partenariats avec des groupes haïtiens et « *opérer un changement pour permettre aux communautés de prendre les choses en main* » (Robillard et Hsu 2023). Il y a eu des mouvements importants entre les agences humanitaires et de

<sup>146</sup> Discussions de groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>147</sup> Entretien avec un expert clé représentant une ONG internationale, 1.03.2023.

<sup>148</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant sur la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023.

<sup>149</sup> Discussions de groupe à Leon, Grand'Anse, 15.04.2023.

<sup>150</sup> Discussions de groupe à Gommier, Grand'Anse, 13.04.2023.

<sup>151</sup> Ibid.

<sup>152</sup> Ibid.

<sup>153</sup> Un type d'abri d'urgence.

<sup>154</sup> Entretien avec un consultant indépendant spécialisé dans la sécurité alimentaire, 7.02.2023.

développement pour améliorer la coordination et la livraison.<sup>155</sup> Par exemple, dans le département du Sud, le PNUE pilote une approche multidimensionnelle des paysages résilients, qui consiste à établir plusieurs plateformes pilotes multipartites à différents niveaux (des communes au département) pour améliorer le dialogue, la coordination et la prise de décision en matière d'aménagement du paysage. Il est important de noter que ces plateformes incluront également l'expérience des partenaires du développement. Le but de ces plateformes est de développer une méthodologie complète et harmonisée pour l'utilisation des terres et la planification des paysages, qui intègre des solutions fondées sur la nature et des dimensions de résilience, et qui peut être reproduite à travers les zones pilotes et au-delà.<sup>156</sup>

## Réponses locales

**Les Haïtiens et Haïtiennes ordinaires sont eux-mêmes en première ligne lorsqu'il s'agit de répondre aux impacts du changement climatique.** Les premiers intervenants en cas de catastrophe ne sont généralement pas des ONG étrangères, mais des voisins, des membres de la famille, des amis, des membres de la même paroisse et des organisations locales (Robillard et Hsu 2023). *« Lorsqu'une catastrophe se produit, comme une inondation, et que les familles perdent leur maison, elles demandent simplement l'hospitalité à leurs amis, leur famille ou leurs voisins. »*<sup>157</sup> Par exemple, juste après le passage de l'ouragan Matthew en 2016, la réponse humanitaire était exclusivement menée par les locaux (Robillard et al. 2020 ; Robillard et Hsu 2023). Lorsque Cité Soleil est inondée, ce sont les habitants du quartier eux-mêmes qui *« prennent leurs pioches et leurs pelles pour nettoyer les zones touchées, et nous partageons le peu de nourriture que nous avons »*, comme l'a rapporté une personne interrogée.<sup>158</sup> De même, les agriculteurs s'adaptent comme ils le peuvent à la sécheresse qui touche actuellement la majeure partie du pays, car *« aucune aide substantielle n'a été reçue à ce jour de la part d'institutions publiques ou privées. »*<sup>159</sup> La diversification de leurs sources de revenus grâce à la pêche et à la production de charbon de bois est un moyen essentiel pour eux de surmonter les pertes liées au climat. Dans les municipalités d'Aquin et de Puits Salés, par exemple, les agriculteurs ont déclaré que *« la disponibilité de bayahonde<sup>160</sup> dans la région est un atout considérable qui peut être utilisé pour fabriquer du charbon de bois, qui est très demandé à la fois localement et nationalement, ce qui soulage notre situation. La pêche aide aussi car, en plus de l'argent qu'elle rapporte, elle augmente la consommation de protéines à tous les niveaux, réduisant ainsi la prévalence de la malnutrition chronique. »*<sup>161</sup> D'autres stratégies individuelles pour faire face aux effets du changement climatique consistent à lancer de petites activités entrepreneuriales, à acheter à crédit ou à emprunter de l'argent, souvent à des taux d'intérêt élevés, ou à compter davantage sur les transferts de fonds des membres de la famille et sur la solidarité mutuelle au sein des communautés (Fuys et al. 2021).<sup>162</sup>

**« Les relations de bon voisinage, et même l'entraide, sont un moyen important au sein de la communauté de résister aux pressions exercées par la sécheresse sur les approvisionnements de nourriture. » Discussions de groupe à Baleine et Fonds des Blancs menées pour l'étude.**

<sup>155</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>156</sup> Communication avec le représentant du PNUE, 07.07.2023.

<sup>157</sup> Discussions de groupe à Limonade, Nord, 13.07.2023.

<sup>158</sup> Discussions de groupe à Cité Soleil, Port-au-Prince, 29-30.06.2023.

<sup>159</sup> Discussions de groupe à Trou de Nippes, Nippes, 4.06.2023.

<sup>160</sup> Le *Bayahonde* est un arbuste ou un petit arbre de la famille des Fabaceae, une sorte de mesquite. Il est originaire du Mexique, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. C'est une mauvaise herbe envahissante en Afrique, en Asie, en Australie et ailleurs.

<sup>161</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 25.05.2023.

<sup>162</sup> Dans les zones urbaines, d'autres stratégies d'adaptation mentionnées par les participants aux discussions de groupe comprennent la vente de téléphones portables, de radios et d'autres objets de valeur pour obtenir de l'argent, ou même les jeux d'argent. Source : discussions de groupe à Cité Soleil, Port-au-Prince, 29-30.06.2023.

**Face à la sécheresse persistante qui touche la majeure partie du pays, les réponses locales se sont concentrées sur la recherche de méthodes d'adaptation agricole.** Par exemple, les agriculteurs essaient de répartir les risques en cultivant des *jardins créoles*<sup>163</sup> sur différents sites et pratiquent une production agricole diversifiée en utilisant un mélange de cultures à cycle long et à cycle court (Singh et al. 2016). Un autre système de culture traditionnel, connu sous le nom de *bann manjé* ou « bande de nourriture », a également été repris à la lumière des avantages économiques et environnementaux significatifs qu'il fournit.<sup>164</sup> En outre, les agriculteurs modifient leur production pour répondre aux changements dans la saison des pluies. Par exemple, les cultures de haricots et de café ont été déplacées vers des zones montagneuses et remplacées par des pois d'Angole, qui s'adaptent mieux à la chaleur dans les basses terres.<sup>165</sup> Dans le département du Nord-Est, les communautés locales ont collaboré pour trouver des solutions à l'extinction des cultures d'agrumes causée par des parasites (attribuable aux températures plus élevées, donc au changement climatique).<sup>166</sup> Les organisations de femmes ont également été très actives dans l'organisation de formations pour les communautés locales afin qu'elles puissent planter des cultures résistantes au climat dans leurs propres jardins.<sup>167</sup>

**Les associations et les autres types de réseaux ont joué un rôle clé pour aider les gens à répondre aux défis induits par le climat et aux interactions du changement climatique avec d'autres facteurs d'insécurité (voir chapitre 4.3).** Par exemple, les associations d'agriculteurs ont proliféré, surtout après le tremblement de terre de 2010, et fonctionnent comme des organisations à but non lucratif en Haïti (et sont enregistrées en tant que telles auprès du gouvernement haïtien), dépendant du soutien des donateurs pour atteindre leurs objectifs d'adhésion. Face aux difficultés actuelles des agriculteurs à se rendre sur les marchés de Port-au-Prince en raison de la pénurie d'essence et de la violence des gangs sur les routes principales, elles ont joué un rôle essentiel en les aidant à trouver de nouveaux itinéraires commerciaux par bateau ou par voie terrestre.<sup>168</sup> Les associations locales en Haïti sont généralement très importantes, car elles permettent aux gens, y compris les plus marginalisés, d'exprimer leurs préoccupations et leurs besoins et d'augmenter leurs chances d'être entendus. À titre d'exemple, plusieurs associations de personnes vivant avec un handicap, y compris de femmes, se sont formées ces dernières années ; il s'agit encore d'initiatives très locales, mais elles ont réussi à faire pression sur les autorités pour s'assurer que les personnes vivant avec un handicap reçoivent le soutien dont elles ont besoin en cas de catastrophe.<sup>169</sup>

**Les organisations communautaires et de la société civile haïtiennes n'ont commencé que récemment à s'intéresser au changement climatique.** Leur engagement dans ce domaine a largement été dédié à encourager des stratégies agricoles agroécologiques. Parmi ces organisations, l'ONG haïtienne Partenariat pour le développement local (PDL) travaille depuis 2009 dans le nord d'Haïti pour soutenir l'adoption de pratiques agroécologiques comme stratégie de renforcement de la résilience et de diversification des revenus.<sup>170</sup> L'agroforesterie est également au cœur des efforts de reboisement

<sup>163</sup> Le jardin créole (*jaden lakou* en kreyol) en Haïti, est un système agroforestier multi-usages destiné à la production de fruits et légumes ; il est typiquement constitué d'une grande diversité d'espèces végétales, formant plusieurs strates de végétation, depuis les plantes herbacées jusqu'aux arbres. Ils sont principalement basés sur le café, la banane, l'arbre à pain et le cacao. Des études ont confirmé que les jardins créoles peuvent accueillir un très grand nombre d'espèces utilisables, jouant ainsi un rôle central pour l'autosuffisance alimentaire ainsi que pour l'auto-alimentation en produits non alimentaires tels que le bois de chauffe (Jean-Denis et al. 2014).

<sup>164</sup> Le système de *bann manjé* consiste à planter des cultures vivrières pérennes telles que la banane plantain, la canne à sucre, le manioc, le pois d'Angole et l'ananas en combinaison avec des cultures annuelles telles que la patate douce et l'igname dans un système de haies et d'allées en courbes de niveau. Les plantes vivaces contribuent à réduire l'érosion grâce à leur système racinaire, tout en fournissant des feuilles qui servent d'amendement au sol dans les allées situées entre les haies. Ce système permet aux agriculteurs de réaliser des économies en produisant localement des aliments de base et du fourrage pour le bétail, ainsi que de vendre les produits excédentaires au marché (Murray et Bannister 2004).

<sup>165</sup> Entretien avec un expert clé, universitaire haïtien spécialisé en agronomie, 1.04.2023.

<sup>166</sup> Entretien avec un expert clé, militant haïtien des droits de l'homme, 14.04.2023.

<sup>167</sup> Entretien avec un consultant indépendant spécialisé dans la sécurité alimentaire, 7.02.2023.

<sup>168</sup> Entretien avec un consultant indépendant spécialisé dans la sécurité alimentaire, 7.02.2023.

<sup>169</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>170</sup> Il est important de noter que le travail du PDL s'appuie sur les connaissances et les pratiques existantes des agriculteurs (par exemple, sur les qualités des variétés de cultures locales, la diversification, la conservation des semences, etc.) tout en encourageant l'apprentissage entre pairs et la modification des pratiques agricoles existantes (par exemple, l'arrêt de la pratique conventionnelle de culture sur brûlis et l'introduction de la conservation des sols).

menés par les habitants d'Haïti. Par exemple, Action pour la reforestation et la défense de l'environnement, une organisation communautaire non gouvernementale à but non lucratif du département du Nord-Est, a encouragé la plantation de benzoliv (moringa), qui pousse rapidement et est très nutritif. Parallèlement, elle a mené des actions de sensibilisation pour aider les agriculteurs à comprendre les effets du changement climatique sur leur vie et leur travail, et pour discuter des changements qu'ils doivent mettre en œuvre pour s'adapter (par exemple, en ce qui concerne les cultures qu'ils font pousser ou la façon dont ils construisent leurs maisons).<sup>171</sup> Certains de ces efforts ont inclus une composante sociale, combinant la protection de l'environnement et de la biodiversité avec des interventions visant à lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté.<sup>172</sup>

**Plus généralement, les projets de reforestation ont été plutôt populaires en Haïti au cours de la dernière décennie.** Les ONG locales ont été particulièrement actives dans ce domaine, en dirigeant par exemple la replantation de 5 millions d'arbres dans les zones déboisées du nord du pays dans le cadre d'un programme de 39 millions USD de l'USAID (Lo 2022).<sup>173</sup> Les femmes ont été à la tête d'un grand nombre de ces efforts. Le reboisement des mangroves est un autre domaine clé pour les habitants d'Haïti et les organisations haïtiennes. FoProBim, par exemple, travaille depuis plus de 30 ans à éduquer les pêcheurs, les résidents côtiers et les écoliers à la valeur des mangroves, retirant les déchets des marécages et plantant des graines pour combler les trous là où les mangroves sont mortes ou ont été coupées, et l'association a mis en œuvre des projets de revenus alternatifs (par exemple, l'apiculture) pour réduire l'abattage des mangroves (Fox 2022). Les communautés locales, en collaboration avec le PNUE et le Ministère de l'environnement, ont joué un rôle important dans la protection et la plantation de mangroves dans les zones marines protégées du sud d'Haïti, et dans le développement d'initiatives d'économie verte et bleue comme moyens de subsistance alternatifs.<sup>174</sup>

**La diversification des moyens de subsistance est apparue comme une réponse courante aux effets du changement climatique, tant dans le contexte de la sécheresse actuelle qu'à la suite de catastrophes telles que l'ouragan Matthew.** Les habitants d'Haïti se sont tournés vers la pêche pour couvrir leurs besoins en protéines tout en générant un revenu supplémentaire en période de famine.<sup>175</sup> Plus récemment, des investissements dans le secteur de l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les opportunités d'emploi ont augmenté. Un exemple notable est celui d'AQUADEV, une association haïtienne qui a collaboré avec les communautés de pêcheurs du département de la Grand'Anse pour renforcer leur résilience en les sensibilisant à la nécessité de protéger les écosystèmes côtiers et de mangrove, et en renforçant leurs capacités en matière d'aquaculture et de mise en conserve des produits de la mer.<sup>176</sup> Depuis des années, de nombreux petits exploitants haïtiens investissent leurs ressources limitées dans la production de bois de chauffage (en particulier de charbon de bois) ; ils intègrent la culture des arbres dans leurs systèmes agricoles, puis vendent le bois à des intermédiaires (entrepreneurs qui produisent et vendent le charbon de bois).

**Des systèmes d'alerte précoce (SAP) et des mécanismes de réponse ont été développés au niveau local.** Les comités communaux de protection civile (CCPC), qui font partie du Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD)<sup>177</sup>, jouent un rôle particulièrement crucial. Comme ils sont les plus proches de la population, ils peuvent faire du porte-à-porte pour expliquer les SAP,

<sup>171</sup> Entretien avec un expert clé, activiste social et environnemental haïtien, 30.03.2023.

<sup>172</sup> Ibid.

<sup>173</sup> Cependant, la durabilité des avantages environnementaux et sociaux du programme a été mise en doute par la courte durée du projet et le manque de ressources des agriculteurs pour maintenir ces techniques (Lo 2022).

<sup>174</sup> Communication avec le représentant du PNUE, 07.07.2023.

<sup>175</sup> Discussions de groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>176</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne spécialisée dans la pêche, 17.03.2023.

<sup>177</sup> Les CCPC font partie des comités départementaux de protection civile (CDPC) et interviennent à tous les stades du SNGRD (préparation, réponse et relèvement). Il y a un CCPC par commune, soit 140 CCPC formés par 3 100 bénévoles. Une fois par an, ils reçoivent une formation standardisée de la part du CDPC sur la manière d'exercer leurs fonctions. Au-delà de la formation annuelle, les CCPC sont actifs dans leur commune tout au long de l'année, puisqu'ils organisent des exercices de simulation, mènent des campagnes d'information pour la communauté sur les aspects liés à la préparation, et préparent et mettent à jour le plan de contingence de la commune (World Bank 2020).

diffuser l'alerte et organiser l'évacuation des communautés lorsqu'une catastrophe est sur le point de se produire (World Bank 2020). Les capacités des CCPC se sont considérablement améliorées au cours des cinq à 10 dernières années, et les communautés locales semblent assez satisfaites du service fourni. « *La protection civile est très présente au sein de notre communauté et les mécanismes d'alerte précoce fonctionnent bien.* »<sup>178</sup> Cependant, comme les CCPC sont composés de bénévoles de la communauté, leur capacité à fonctionner est vulnérable à un taux de rotation élevé, en partie car les bénévoles des CCPC n'ont pas droit à des avantages, à une assurance ou au remboursement de leurs dépenses (World Bank 2020).

**Cependant, certains problèmes centraux de communication et d'inclusion entravent l'efficacité des SAP.** La radio, les SMS, les mégaphones, les visites de porte à porte (en particulier dans les zones à haut risque) et les annonces dans les espaces publics sont les moyens habituels par lesquels les messages relatifs aux SAP sont transmis à la communauté. Ces moyens ont également été jugés efficaces. « *Les systèmes d'alerte fonctionnent ; chaque fois que nous prévoyons un événement météorologique extrême, nous sommes informés par téléphone ou les messages sont diffusés par mégaphone.* »<sup>179</sup> « *Les réseaux sociaux ont également facilité l'accès aux informations sur les catastrophes imminentes.* »<sup>180</sup> Cependant, les régions rurales plus éloignées (et plus vulnérables) sont moins susceptibles de recevoir les messages adéquats ou à temps.<sup>181</sup> Les méthodes de communication peuvent échouer à inclure tout le monde, par exemple, elles ne tiennent pas compte des déficiences sensorielles, de sorte que les personnes vivant avec un handicap peuvent dépendre des personnes vivant dans leur foyer ou dans leur quartier pour obtenir les informations essentielles.<sup>182</sup> Lorsqu'une catastrophe survient, il n'y a que peu de possibilités d'hébergement et d'aide humanitaire immédiate. Les gens se rassemblent généralement dans des écoles ou des églises, qui ne sont pas toujours adaptées aux besoins. Par exemple, beaucoup de ces abris temporaires ne sont pas accessibles aux personnes vivant avec un handicap, et les services de base tels que l'eau courante ou les installations sanitaires font défaut.<sup>183</sup>

**Les réponses locales ont été essentielles pour remédier au manque de services de base dans les zones rurales et urbaines, qui, lorsqu'il est exacerbé par les effets du changement climatique, peut déclencher des conflits entre et au sein des communautés.** La collecte des eaux de pluie, par exemple, est une solution typique adoptée par les ménages haïtiens pour s'assurer qu'ils ont accès à l'eau à des fins domestiques. Dans les zones rurales, des comités de l'eau ont été mis en place pour protéger les sources d'eau, et sont souvent dirigés par des femmes.<sup>184</sup> Les toilettes écologiques et les services de traitement des déchets (EkoLakay) fournis par Sustainable Organic Integrated Livelihoods à plus de 1 100 ménages à Cap Haïtien constituent une méthode particulièrement innovante pour répondre au besoin largement insatisfait d'amélioration de l'assainissement en Haïti, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines. Le compost produit par EkoLakay est utilisé pour soutenir l'agriculture et les efforts de reboisement en Haïti, améliorant ainsi la résilience et l'adaptation au climat en favorisant la croissance des plantes, en stabilisant les sols et en réduisant l'impact des inondations et de la sécheresse.<sup>185</sup> Comme pour la collecte des eaux de pluie, Haïti pourrait collecter de l'eau à partir du brouillard, sur la base des conditions climatiques d'Haïti et des quelques évaluations de la récolte du brouillard qui ont été effectuées pour les îles des Caraïbes (Farnum 2022 ; UNEP-DHI 2017 ;

<sup>178</sup> Discussions de groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>179</sup> Discussions de groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>180</sup> Discussions de groupe à Puits Salés et Aquin, Sud, 25.05.2023.

<sup>181</sup> Une étude de la Banque mondiale réalisée en 2020 a identifié cinq obstacles principaux et des barrières connexes qui empêchent les gens de recevoir les messages d'alerte précoce et donc d'évacuer à temps. Il s'agit notamment de ressources et de financement limités à tous les niveaux du système de gestion des catastrophes, de l'absence de modalités standardisées pour la transmission des informations relatives aux SAP, de l'inexpérience des messagers, du manque de clarté des messages et de la méfiance à l'égard du messager. Voir à ce sujet : World Bank 2020.

<sup>182</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>183</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG internationale, 23.02.2023.

<sup>184</sup> Entretien avec un consultant indépendant spécialisé dans la sécurité alimentaire, 7.02.2023.

<sup>185</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne spécialisée dans l'assainissement, 21.03.2023.

Schemenauer et al. 2001). Dès 2001, FogQuest et Oxfam Québec ont lancé un projet de récolte du brouillard sur le plateau de Salagnac, dans le sud-ouest d'Haïti, pour faire face aux pénuries d'eau saisonnières. Selon leur évaluation, les collecteurs de brouillard les plus performants avaient une bonne productivité, chaque m<sup>2</sup> de maille produisant environ 165 L d'eau par mois. Cependant, en raison de préoccupations concernant la sécurité du personnel, ce projet a dû être interrompu (ForQuest 2009 ; Schemenauer et al. 2002). Malgré son potentiel en Haïti, très peu de recherches récentes ou d'interventions se sont concentrées sur des méthodes innovantes de collecte de l'eau.

**« Mon père disait toujours que le sol est le capitaine d'une nation : quand on le perd, on perd sa nation. » - Jane Wynne, une pionnière locale de la conservation des sols interrogée dans le cadre de cette étude**

**Les réponses communautaires aux risques climatiques et environnementaux en Haïti n'ont pas directement intégré une perspective sociale, par exemple en incluant simultanément des objectifs de cohésion sociale, de prévention des conflits et de consolidation de la paix** (bien qu'il existe de bonnes pratiques, voir l'encadré 12). Par exemple, les mécanismes de résolution des conflits au niveau local/communautaire ont été peu soutenus, alors qu'ils sont essentiels pour résoudre les conflits résultant des effets du changement climatique ou de la dégradation de l'environnement. Normalement, les conflits locaux sont résolus par des discussions au sein de la communauté dans le cadre du CASEC, ou portés à l'attention de leaders religieux ou communautaires qui tentent de trouver des solutions à l'amiable. Ces conflits sont rarement portés devant les autorités judiciaires. *« Il est préférable de régler ces conflits mineurs au sein de la communauté de manière amicale en utilisant nos institutions ; nous sommes comme une grande famille. »*<sup>186</sup> Certaines ONG locales associent la gestion des conflits à la protection de l'environnement. Par exemple, FoProBim déploie des agents de protection de l'environnement qui jouent également un rôle clé dans la prévention et la résolution des conflits locaux liés aux ressources naturelles. La négociation et la médiation des conflits constituent souvent une part essentielle de leur rôle (voir encadré 12).<sup>187</sup> Pourtant, ces mécanismes n'ont reçu que peu d'attention ou de soutien, et n'ont pas été reliés à des interventions visant à lutter contre les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement, malgré les nombreux conflits concernant les ressources en eau, les terres et le bétail.

**Dans les zones urbaines, les interventions locales se sont concentrées sur la réduction de la violence et la prévention des conflits, mais peu d'entre elles intègrent des éléments environnementaux ou climatiques.** Une grande partie du travail effectué dans les zones urbaines d'Haïti cible les jeunes, compte tenu de leur vulnérabilité accrue au recrutement par les gangs et à la violence. La Société culturelle des jeunes haïtiens (SOKIJA), par exemple, a développé un ensemble d'activités pour aider les jeunes à comprendre l'importance de la culture haïtienne et comment la mobiliser pour améliorer les conditions de vie et la société en général.<sup>188</sup> *Depase Fwontyè yo* (« au-delà des frontières ») est un autre exemple d'organisation locale qui s'efforce de vaincre la pauvreté et de prévenir la violence dans les zones vulnérables de Port-au-Prince et de Jacmel en formant les jeunes, en particulier les enfants qui ont connu la servitude, à devenir des leaders locaux (Beyond Borders 2023). De même, le travail de Lakou Lapè se concentre sur l'engagement des individus et des communautés des quartiers difficiles de Port-au-Prince par le biais d'ateliers et de formations sur la transformation des conflits (Lakou Lapè 2023). Les organisations dirigées par des femmes sont particulièrement actives dans ce domaine (IJDH 2022). Cependant, seules quelques-unes de ces interventions ont fait le lien avec l'adaptation au changement climatique et la protection globale de l'environnement, reflétant le fait que les facteurs climatiques et environnementaux de la situation de crise actuelle ne sont pas nécessairement bien compris.

<sup>186</sup> Discussions de groupe à BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023.

<sup>187</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023

<sup>188</sup> Entretien avec un expert clé d'une association de la jeunesse haïtienne, virtuel, 20.03.2023.



**La protection et la conservation de l'environnement sont plus efficaces lorsqu'elles sont prises en charge localement et liées à des moyens de subsistance, par des biais comme l'écotourisme, l'agroécologie, et les services écosystémiques.** Cependant, avec les crises successives qui frappent Haïti, le secteur du tourisme, et certainement l'écotourisme, reste peu développé. Avec la situation socio-économique volatile d'Haïti, les organisations environnementales ont du mal à recruter des volontaires pour les efforts de conservation et de protection. Un biologiste marin interrogé dans le cadre de cette étude a expliqué que la grande majorité des personnes impliquées dans la protection de l'environnement sont rémunérées, sinon elles ne s'engageraient pas dans cette voie.<sup>189</sup> Malgré ces difficultés, la conservation peut être efficace avec des incitations adéquates et une appropriation locale, en particulier lorsqu'elle est liée aux moyens de subsistance. Par exemple, les communautés locales ont collaboré étroitement à la protection et à la restauration de certaines zones marines afin de tirer un profit durable des services écosystémiques (Wiener 2013).



Figure 9. Coastal salt pans in Haiti © FoProBim

<sup>189</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023

### Encadré 12 : Atténuer les tensions entre les pêcheurs haïtiens et dominicains dans les zones marines frontalières

Le changement climatique et la mauvaise gestion des ressources côtières et marines ont entraîné l'épuisement généralisé des stocks de poissons le long des côtes haïtiennes. Confrontés à la diminution de leurs moyens de subsistance, les pêcheurs de la région nord-est d'Haïti ont commencé à chercher leurs prises ailleurs, de l'autre côté de la frontière, dans le pays voisin, la République dominicaine. Les griefs se sont rapidement accumulés au fur et à mesure qu'ils rivalisaient avec les pêcheurs dominicains pour l'accès et le contrôle des ressources marines, risquant ainsi de dégénérer en conflit. Les politiques de pêche n'étant pas claires ou pas mises en œuvre, et les forces de l'ordre locales n'ayant pas la capacité d'intervenir, un dialogue s'imposait pour apaiser les tensions et éviter l'escalade.

Dans ce contexte, en mars 2022, à l'embouchure de la rivière Massacre, également connue sous le nom de rivière Dajabon, deux organisations environnementales, FoProBim et AgroFrontera, représentant respectivement les parties haïtienne et dominicaine, ont organisé une réunion pour rassembler les responsables environnementaux, et les pêcheurs et leurs associations des deux pays afin de faciliter le dialogue. La discussion sur la plage de la mangrove n'a pas seulement permis l'expression des griefs et des préoccupations, mais aussi de rechercher des solutions viables. Le rôle des deux organisations environnementales en tant que bâtisseurs de paix a été déterminant et la réunion a produit quelques résultats significatifs, tels qu'une compréhension partagée de l'emplacement exact de la frontière et l'idée de créer un système d'enregistrement des bateaux et de licences pour la pêche afin de faciliter le contrôle et la surveillance.<sup>190</sup>

Selon FoProBim, les autorités ayant des capacités limitées, la mise en place d'une plateforme de dialogue avec des incitations à la collaboration est une première étape essentielle pour éviter que la compétition autour des ressources naturelles ne dégénère en conflit violent. Un artisan de la paix environnementale travaillant dans le nord d'Haïti a fait part de la difficulté d'apaiser les tensions autour des ressources naturelles : « *en Haïti, un dicton dit qu'on ne peut pas empêcher quelqu'un de nourrir sa famille. L'art consiste à convaincre cette personne que le fait de nuire à autrui finit par affecter également sa famille. Mais il faut lui offrir une meilleure alternative. Le meilleur outil de prévention des conflits est une incitation économique.* »<sup>191</sup>

<sup>190</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023. Voir aussi : Daniel et Luxama (2022).

<sup>191</sup> Entretien avec un expert clé d'une ONG haïtienne travaillant à la protection de l'environnement côtier et marin, 13.04.2023

### Encadré 13 : L'histoire de Jane Wynne, une pionnière locale de la conservation des sols

La ferme de Jane Wynne se trouve à environ 1 800 mètres d'altitude, dans la partie sud de l'arrondissement de Port-Au-Prince. La Réserve écologique de la ferme Wynne est à la fois une ferme en activité et un projet novateur visant à sensibiliser les agriculteurs aux pratiques durables. Guidée par son principe « *sauver le sol - sauver la vie - sauver la biodiversité* », Jane parle avec passion des diverses techniques agricoles qu'elle enseigne pour conserver efficacement le sol. Ses stratégies comprennent la construction de canaux pour retenir l'eau à flanc de colline, l'utilisation de paillis ou de paille pour empêcher le ruissellement des eaux de pluie, et le positionnement stratégique des arbres pour préserver la santé du sol et le protéger contre les effets des ouragans.

Ce projet de ferme locale a débuté en 1956, lorsque son père a décidé d'acheter des terrains en hauteur afin de protéger la terre. Sa décision est née de l'observation de l'érosion de la terre rouge vers Carrefour, où la famille vivait auparavant. « *Mon père disait toujours que le sol est le capitaine d'une nation ; quand on le perd, on perd sa nation* », se souvient Jane. L'appauvrissement généralisé de la couche arable pose d'importants problèmes aux agriculteurs, entravant leur capacité à maintenir la production agricole. Sans sol fertile, la sécurité alimentaire est compromise, ce qui entraîne une dépendance à l'égard de sources de nourriture extérieures et exacerbe la pénurie d'eau.

En tant que directrice de la Réserve écologique, Jane assume son rôle d'éducatrice en matière de méthodes alternatives de conservation des sols. Elle reconnaît qu'il reste beaucoup à faire : de nombreux agriculteurs perçoivent encore à tort la disparition progressive du sol comme un signe de la croissance et de la prolifération des roches. Sans se laisser décourager, Jane garde fermement espoir, persuadée qu'à terme, « *chaque agriculteur devrait suivre un cours à l'université* ».



Figure 10. "Growing rocks" in Seguin, Haiti, due to erosion © Foundation Seguin

## Que faire ensuite ? Recommandations

Il n'existe pas de solution rapide pour relever les défis liés à la sécurité climatique. Face à ces défis, il est essentiel de conjuguer des investissements substantiels dans l'atténuation (pour éviter que les problèmes existants ne s'aggravent) et l'adaptation (pour aider les populations à répondre et à se remettre des stress et des chocs climatiques), tout en prenant des mesures visant à résoudre les problèmes de gouvernance, de cohésion sociale et de violations des droits de l'homme. Ces efforts doivent être menés de manière simultanée. L'adaptation au changement climatique ne peut fonctionner sans la résolution des facteurs de conflit et d'instabilité, et la sécurité et la bonne gouvernance à long terme ne peuvent être assurées si les moyens de subsistance des populations sont menacés par les effets du changement climatique.

L'expérience acquise dans d'autres contextes de crise a démontré que la prise en compte du changement climatique et des questions liées à l'environnement et aux ressources naturelles peut créer un espace pour la consolidation de la paix à partir du niveau local et pour des initiatives organiques locales, deux éléments essentiels à la transformation des conflits. De plus, la gestion des ressources naturelles et les efforts localisés d'adaptation au climat peuvent être utilisés avec succès comme points d'entrée pour mieux intégrer les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés dans la gouvernance et les prises de décision au niveau local. En outre, l'expérience a montré que ce type de travail peut être couronné de succès, particulièrement dans les contextes fragiles et touchés par des crises, à condition d'adopter la bonne stratégie et d'impliquer les acteurs appropriés.

Beaucoup d'efforts ont été investis pour inverser les cycles de crises en Haïti, mais ils ont pour la plupart échoué. La situation actuelle est insoutenable pour les habitants d'Haïti. Il ne fait aucun doute que « quelque chose » doit être fait, mais ce que ce « quelque chose » devrait être et qui devrait être aux commandes est loin d'être clair ou de faire consensus. Sans une approche complètement différente pour remédier aux impacts climatiques et environnementaux sur le pays et ses habitants, Haïti est condamné à s'enfoncer encore davantage dans le chaos, les dynamiques actuelles d'exclusion, de pauvreté et de désespoir continuant à se détériorer.

Ce rapport s'appuie sur des données recueillies lors d'entretiens avec des experts, des praticiens et des chercheurs, ainsi que sur des discussions avec les habitants d'Haïti, qui observent directement les effets directs et dramatiques de ces dynamiques sur leur vie. Il plaide en faveur d'une approche nouvelle et inclusive de la sécurité climatique pour faire face à la crise complexe et multidimensionnelle d'Haïti.

### L'approche recommandée devrait reposer sur quatre piliers :

1. Elaborer une vision de haut niveau grâce à un dialogue multisectoriel,
2. Décentraliser les réponses et responsabiliser les communautés locales,
3. Reconstruire le lien entre les habitants d'Haïti et leur environnement naturel,
4. Accroître et cibler les financements pour relever les défis de la sécurité climatique.

La mise en œuvre des domaines d'action recommandés par cette approche nécessitera un effort conjoint de la part du gouvernement haïtien, des donateurs internationaux et des organismes de mise en œuvre, ainsi que des organisations de la société civile haïtienne, des organisations communautaires, des instituts de recherche et des universités, chacun selon son domaine d'expertise, ses compétences et son mandat.

## Elaborer une vision de haut niveau grâce à un dialogue multisectoriel

Comme le montre cette étude, le rétablissement de la stabilité politique et de la sécurité en Haïti, ainsi que les politiques et stratégies nécessaires pour relancer la croissance économique du pays, sont directement liés à l'état de l'environnement naturel et aux impacts du changement climatique. Le développement durable et la paix et la stabilité à long terme sont impossibles sans la mise en place de stratégies adéquates pour s'assurer que les aléas naturels et le changement climatique n'entraînent pas des catastrophes qui détruisent des vies et des infrastructures dans tout le pays. De même, le problème de la violence des gangs à Port-au-Prince (et ailleurs dans le pays) ne peut être résolu sans s'assurer que les habitants des zones rurales et urbaines, et en particulier les jeunes, ont accès à des emplois et à des sources de revenus durables et résilients au climat. Par conséquent, la sécurité climatique et la préservation de l'environnement doivent être au centre de toutes les décisions économiques, politiques et sociales pour l'avenir du pays. Cela implique un changement fondamental de paradigme.

En effet, une vision politique de haut niveau définissant les priorités pour remédier aux liens entre le climat et la sécurité (dans toutes ses dimensions) dans le pays est nécessaire. Une telle stratégie devrait être accompagnée par un plan d'allocation des ressources pour les 10 à 15 prochaines années. En particulier, la stratégie devrait prioriser les préoccupations environnementales et climatiques, ainsi que les besoins sociaux et économiques plus larges des communautés rurales et urbaines d'Haïti, tout en rétablissant la confiance et la coopération entre le public et l'État. Il est essentiel que la définition et la mise en œuvre de cette stratégie reflète les besoins et les priorités des habitants d'Haïti dans tout le pays, et inclue les besoins de tous les segments de la société haïtienne (société civile et organisations populaires, partis politiques, associations, entreprises, universités, etc.). La stratégie devrait s'appuyer sur les plans existants, en particulier le plus récent Plan national d'adaptation, et préciser comment les domaines prioritaires devraient être opérationnalisés de manière à résoudre les conflits et renforcer la cohésion sociale, en plus de répondre aux impacts du changement climatique sur les secteurs clés de l'économie.

Il est important de noter que, pour donner le coup d'envoi à ces efforts, il faut un gouvernement capable d'offrir une stabilité politique, qui soit représentatif de la population haïtienne et qui place les intérêts du public au cœur de ses préoccupations. Il n'entre pas dans le cadre de ce rapport d'indiquer quel processus politique devrait être suivi pour atteindre ce résultat, mais il est clair que, sans le rétablissement de la sécurité et de l'État de droit, il sera difficile de faire avancer les objectifs en matière de climat et de consolidation de la paix en Haïti.

La collaboration intersectorielle sera essentielle. La prise en compte des liens complexes et multidimensionnels entre le climat et la sécurité (humaine) ne relève pas uniquement du Ministère de l'environnement, et nécessite des programmes et des actions intégrés dans l'ensemble des ministères et des secteurs, y compris l'agriculture, l'eau, les affaires et l'industrie, le commerce, la défense, la sécurité et la justice. Le Ministère de l'économie et des finances a un rôle clé à jouer en veillant à ce que des ressources adéquates soient disponibles et allouées pour financer ces efforts, tant au niveau national que local.

Le soutien international aux efforts du gouvernement dans ce domaine sera important. Par exemple, les partenaires internationaux devraient donner conseil sur l'intégration de la sensibilité aux conflits et au climat dans les différents secteurs (sur la base de l'expérience internationale) et fournir des financements pour les programmes et les projets dans le cadre de cette stratégie qui combinent spécifiquement la consolidation de la paix et l'action en faveur du climat.

Enfin, les plateformes régionales telles que la Communauté caribéenne pourraient permettre au gouvernement haïtien et aux autres parties prenantes de partager les connaissances et les bonnes pratiques sur la manière de faire face aux impacts du changement climatique sur les différentes

dimensions de la sécurité avec d'autres petits États insulaires en développement des Caraïbes et d'ailleurs, qui sont confrontés à des défis similaires.

**Une stratégie de haut niveau sur la sécurité climatique devrait se concentrer sur les domaines suivants :**

- 1. Donner la priorité à la protection de l'environnement et à l'adaptation au changement climatique,** en s'assurant qu'une compréhension rigoureuse de la dégradation de l'environnement et des impacts du changement climatique est disponible et informe tous les processus et stratégies clés dans l'élaboration des politiques. À cette fin, le gouvernement haïtien, avec le soutien de la communauté internationale et en collaboration avec les universités et les centres de recherche haïtiens, devrait envisager la création d'un observatoire sur le changement climatique, qui fonctionnerait comme le référent en termes de données et de tendances climatiques et environnementales, tout en analysant les impacts du changement climatique sur les dimensions clés de la sécurité. En plus de résoudre les problèmes actuels de partage des données entre les organisations à différents niveaux, cet observatoire pourrait jouer un rôle important en fournissant une plateforme d'échange, en coordonnant l'action, en soutenant les efforts locaux et communautaires, ainsi qu'en communiquant des informations sur le changement climatique et l'environnement au public haïtien.
- 2. Promouvoir le développement économique, les infrastructures et les moyens de subsistance dans les zones rurales et urbaines.** Cela implique de mettre l'accent sur la création d'emplois verts et d'offrir des opportunités d'éducation et de formation, en particulier pour les jeunes, et de cibler d'autres groupes sous-représentés dans la société, par exemple les femmes et les personnes vivant avec un handicap. L'investissement dans des infrastructures résilientes au climat et dans des solutions fondées sur la nature sera essentiel pour améliorer l'accès aux services et aux biens essentiels (par exemple, l'infrastructure routière, l'eau potable, l'assainissement, les énergies renouvelables et le développement numérique), ce qui conduira à une croissance durable.
- 3. Promouvoir la transformation de l'agriculture vers une agriculture durable et résiliente au climat dans les zones rurales.** Cela devrait inclure la mise en place d'un environnement propice aux investissements publics et privés dans les technologies et les pratiques qui améliorent la productivité des terres, notamment la conservation des sols, la collecte de l'eau, l'irrigation systémique, l'agroforesterie et la gestion de l'utilisation des terres.
- 4. Renforcer le système de réponse et de gestion des catastrophes.** L'accent devrait être mis sur le renforcement des mécanismes d'alerte précoce et d'une réponse inclusive, en vue de réduire les pertes humaines et économiques.
- 5. Promouvoir des mesures pour améliorer les systèmes de gouvernance et rétablir la confiance et la légitimité entre les autorités et les communautés.** Cela devrait inclure l'élaboration d'un plan d'action pour renforcer l'autorité de l'État et les services publics dans les zones rurales, lutter contre la corruption dans toutes les activités liées aux facteurs de dégradation environnementale et dans l'utilisation et la distribution de l'aide internationale.

## Décentraliser les réponses et responsabiliser les communautés locales

Toute réponse aux multiples crises d'Haïti doit venir des habitants d'Haïti, qui ont déjà l'habitude de compter sur leur propre ingéniosité et sur les systèmes de soutien mutuel pour relever les défis climatiques, environnementaux et autres. En effet, il est très peu probable qu'une crise puisse être résolue sans tirer parti des structures locales et sans répondre aux besoins locaux. Les solutions locales

sont plus durables à long terme, car elles s'appuient sur les structures sociales et culturelles existantes, ainsi que sur l'innovation et les priorités haïtiennes. Il est donc impératif d'écouter attentivement les citoyens d'Haïti, et de doter et de développer les initiatives locales.

Ceci doit constituer une priorité, en particulier pour les donateurs internationaux et les responsables de la mise en œuvre qui ont été et continueront probablement à être les principaux fournisseurs d'aide humanitaire et d'aide au développement en Haïti, au moins à court et moyen terme. Les interventions internationales devraient envisager des approches intégrées pour relever les défis de la sécurité climatique, en tenant compte des besoins et des vulnérabilités qui se recoupent, dans une perspective à long terme. Cela ne peut se faire qu'en travaillant directement avec les habitants d'Haïti. Mais cela doit être fait avec soin, en veillant à considérer les habitants d'Haïti comme détenteurs de droits (plutôt que comme bénéficiaires passifs d'aide) et en veillant à ce que tous les programmes intègrent des mécanismes clairs de recours et de responsabilité.

**Dans ce contexte, l'accent devrait être mis sur :**

- 1. Renforcer les capacités des dirigeants et des structures locales au niveau départemental et municipal** afin de s'assurer qu'ils disposent des ressources humaines et financières nécessaires pour adopter des approches intégrées du développement économique, qui contribuent simultanément à la résilience et à la sécurité climatiques. Le gouvernement national et les partenaires internationaux ont un rôle clé à jouer à cet égard, le premier en transférant des ressources adéquates du budget de l'État vers l'échelon local, et les seconds en fournissant des financements et en renforçant les capacités. Les dirigeants et les structures locales des communautés touchées par les crises devraient être ciblés. De même, il sera important de veiller à ce que l'élaboration des politiques au niveau national tienne compte des priorités et des besoins locaux, afin que les politiques relatives au climat et à l'environnement soient mieux adaptées aux réalités sur le terrain.
- 2. Accroître les investissements dans les projets et les programmes de développement locaux.** Le financement international devrait cibler directement les partenaires locaux, et les organisations de mise en œuvre devraient donner la priorité au travail avec et par l'intermédiaire de ces derniers. Pour ce faire, il faudra promouvoir l'engagement et le dialogue avec les acteurs locaux (au-delà des seules autorités locales et de certains acteurs de la société civile) et établir des partenariats équitables dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets. Plus de ressources devraient être allouées aux organisations populaires de femmes et de jeunes, ainsi qu'à celles qui travaillent avec des groupes vulnérables et marginalisés (par exemple, les personnes vivant avec un handicap et les personnes LGBTQI+) et dans les communautés touchées par les crises, afin de s'assurer que leurs voix sont également prises en compte dans les réponses aux défis de sécurité climatique. Dans certains cas, cela nécessitera des interventions complémentaires visant à renforcer les capacités (par exemple en matière de gestion de projet ou de compétences informatiques), ainsi que la fourniture d'équipements et de mécanismes de suivi appropriés pour s'assurer que les ressources sont utilisées efficacement.
- 3. Aider les communautés locales à s'organiser pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation au climat et de protection de l'environnement.** À cette fin, les programmes internationaux et gouvernementaux devraient viser à renforcer les capacités locales et à fournir les ressources adéquates pour mettre en œuvre des initiatives telles que la construction de structures de collecte des eaux de pluie, la promotion d'interventions agroécologiques et l'adoption de mesures de protection des sols contre la sécheresse. Les associations d'agriculteurs ont démontré leur potentiel comme agents clés du changement, en

encourageant la modernisation de l'agriculture et l'adoption de pratiques agricoles plus résilientes au climat, tout en renforçant les mécanismes de cohésion sociale au niveau des communautés. Par conséquent, elles devraient être renforcées par des interventions gouvernementales et/ou internationales par le biais de programmes de renforcement des capacités et de formation dédiés. La participation des jeunes et des femmes dans les associations d'agriculteurs devrait être fortement encouragée. Enfin, il convient de soutenir les mécanismes communautaires de médiation et de résolution des conflits, en particulier des conflits liés aux ressources naturelles ou à d'autres défis et conflits environnementaux collectifs).

- 4. Inclure les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés** dans toutes les réponses et tout au long du cycle de réponse (de la conception à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation). Cela devrait se faire en encourageant la communication entre les organisations de mise en œuvre et les organisations et réseaux de femmes et de jeunes. De plus, leur participation aux groupes de travail et autres forums où l'action en faveur de la sécurité climatique est discutée et planifiée devrait être favorisée. Il en va de même pour les autres groupes marginalisés, notamment les personnes vivant avec un handicap, en s'appuyant sur les travaux déjà en cours pour améliorer leur accès à l'aide humanitaire à la suite de catastrophes causées par des aléas naturels. Dans certains cas, l'implication de ces groupes peut nécessiter une sensibilisation et une facilitation délibérées, par exemple pour assurer la participation des femmes (qui ont souvent davantage de responsabilités domestiques et donc moins de temps que les hommes pour assister aux réunions).

## Reconstruire le lien entre les habitants d'Haïti et leur environnement naturel

La dégradation de l'environnement et les effets du changement climatique ne sont pas les seules causes des nombreuses crises auxquelles est confronté le pays. Toutefois, il est indéniable que ces facteurs y contribuent et mettent en péril les vies et les moyens de subsistance. C'est pourquoi l'action en faveur du climat et de l'environnement en Haïti est une priorité, et pourrait servir de point d'entrée pour aborder les dynamiques plus larges de l'insécurité et de la violence. Le rétablissement du lien entre les habitants d'Haïti et leur terre devrait être au cœur de tous les efforts visant à remédier aux défis de sécurité climatique dans le pays.

Pour répondre à ces défis, il est important d'élaborer des réponses communautaires à la gestion de l'environnement et à la durabilité. Cela permettrait aux habitants d'Haïti de concevoir un programme d'action en fonction de leurs propres besoins et priorités. Il est crucial qu'une forte dimension sociale soit intégrée dans ces efforts pour réduire le risque de conflit violent. En outre, ces initiatives devraient être conçues et mises en œuvre de manière inclusive et par le biais d'une participation active, afin de s'attaquer aux schémas existants d'inégalité dans la distribution du pouvoir et des ressources qui affectent de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables et marginalisés. Toutes les réponses devraient être guidées par une analyse complète et inclusive des conflits et des dynamiques politiques, ainsi que par une compréhension rigoureuse des impacts du changement climatique et leurs implications en matière de sécurité.

Les solutions fondées sur la nature ont été reconnues comme des moyens efficaces pour promouvoir la résilience et la relève de crises multiples, telles que celles qui affectent Haïti.

### Elles pourraient inclure:

- 1. Étudier les approches agroécologiques**, telles que la fertilisation des forêts ou le compostage des biodéchets, qui ont déjà été testées en Haïti, en vue de les reproduire et de les développer. Etant généralement pratiquées à une échelle très locale, ces approches offrent un point



d'entrée pour aborder la question de la cohésion sociale. Par exemple, ces approches pourraient être conçues de manière à encourager les familles et les communautés à travailler ensemble, ou en encourageant la création d'associations. Des efforts délibérés devraient être faits pour renforcer les capacités et les connaissances techniques des jeunes en matière d'agroécologie et d'éco-entrepreneuriat, en mettant l'accent sur la réintégration des jeunes rapatriés. Le potentiel des programmes de microfinancement au niveau communautaire (par exemple, petits prêts, services d'épargne, assurance et autres services financiers) devrait faire l'objet de recherches plus approfondies. La création de possibilités de financement pour l'agriculture rendrait le secteur plus attrayant, en particulier pour les jeunes, ce qui réduirait la pression qui les pousse à migrer vers les zones urbaines ou l'étranger.

2. **Envisager des projets de boisement**, y compris des efforts de régénération naturelle et de sylviculture, tout en poursuivant et en intensifiant les projets existants de prévention de la déforestation. L'ajout d'arbres résilients au climat et dotés d'un potentiel économique (cèdres, moringa, etc.) aux parcelles agricoles pourrait être un autre moyen pour les agriculteurs de générer des revenus supplémentaires, tout en contribuant aux objectifs de boisement. D'autres activités recommandées incluent des programmes de formation et des campagnes de sensibilisation des communautés au reboisement et au boisement ; des investissements dans les pépinières et la plantation d'arbres ; et des programmes de formation aux techniques de conservation des zones arides et à l'utilisation durable des terres pour prévenir la désertification. Le potentiel pour établir des crédits carbone mériterait également d'être exploré davantage. En tant qu'alternative à la récolte du bois et à la surexploitation, le paiement de crédits pour la compensation des niveaux de carbone pourrait permettre aux propriétaires fonciers de collecter des fonds pour la protection et la régénération des forêts.
3. **Développer les pratiques de production durable de charbon de bois**, en particulier dans les zones agroécologiques où la productivité des cultures traditionnelles est en déclin. Des travaux de recherche devraient être consacrés à comprendre le potentiel d'une production durable du charbon de bois. Cette expansion devrait se concentrer sur l'adaptation aux systèmes locaux (en utilisant par exemple les arbres et arbustes productifs déjà présents qui se régénèrent naturellement) et en investissant dans l'amélioration des infrastructures pour l'accès au marché (par exemple en développant des routes et établissant plus de marchés du charbon de bois dans les zones rurales). Encourager des mesures organisationnelles qui renforcent la position des petits exploitants sur le marché peut également les aider à réaliser des économies d'échelle, tout en contribuant à reconstruire les liens communautaires au sein du secteur et au-delà.
4. **Protéger les ressources marines** (coraux, pêcheries) en promouvant des pratiques de pêche durables contribuerait à rendre la pêche artisanale plus viable, plus rentable, plus résiliente au climat et plus respectueuse de l'environnement. Les expériences existantes montrent que ces interventions peuvent être combinées avec succès à des investissements dans des sources de revenus alternatives et complémentaires. Ces sources incluent la production de sel et de miel, qui améliorent la transformation et la commercialisation du poisson, ainsi que l'élevage de petits animaux et la production de légumes (dans les jardins créoles, par exemple). Ces activités permettent aux familles de générer des revenus complémentaires.
5. **La création d'emplois verts par le soutien à des initiatives de sensibilisation**, de renforcement des capacités, et d'investissement dans des petites entreprises dans les domaines de l'économie verte et de l'agroécologie devrait être envisagé. Par exemple, les activités d'agriculture et d'horticulture urbaines présentent un potentiel important pour la production de nourriture et de revenus, en particulier pour les personnes à faibles revenus et sous-

employées, comme les femmes et les jeunes. Le soutien aux emplois verts devrait reposer sur une analyse de marché pour en garantir la pertinence, ainsi que sur des analyses de risques robustes pour garantir que des plans de protection des actifs adéquats sont élaborés (par exemple de protection des actifs contre les catastrophes). Les petites entreprises devraient être soutenues par des opportunités de formation et d'éducation (formation aux affaires et compétences de direction par exemple), en particulier pour les jeunes des zones urbaines marginalisées, ainsi que par un soutien psychologique et de santé mentale.

6. **Promouvoir les économies rurales par la création d'emplois verts afin de stimuler le développement rural** et réduire les pressions démographiques dans les zones urbaines et côtières. De même, les efforts pour monitorer et gérer les tendances de migration interne et la compétition entre les groupes autour des moyens de subsistance devraient être renforcés afin de prévenir et résoudre les conflits liés aux ressources naturelles.
7. **Sensibiliser les jeunes à l'adaptation au changement climatique et à la protection de l'environnement.** Les initiatives de sensibilisation devraient utiliser un langage et des moyens de communication ciblés et appropriés (par exemple, les médias sociaux), afin de garantir que l'information est facilement accessible, comprise et intégrée. Le développement d'un programme scolaire axé sur la sensibilisation à l'environnement et les pratiques d'engagement avec la nature, y compris les formes historiques d'entraide (par exemple pour la production agricole) améliorerait la relation des jeunes à l'environnement et à lutter contre la stigmatisation associée au travail de la terre.
8. **Elargir et garantir la conservation et la protection de l'environnement.** La priorité devrait être accordée aux parcs nationaux et aux zones protégées existants, en liant les efforts de conservation et de protection aux moyens de subsistance et aux services écosystémiques, en créant des incitations tangibles à la participation des populations (en particulier celles qui vivent dans et autour des parcs nationaux et des zones protégées). En outre, la formation et le déploiement d'agents de protection de l'environnement peuvent renforcer la surveillance et la responsabilité, ainsi que soutenir la gestion des ressources naturelles.

## Accroître et cibler les financements pour relever les défis de la sécurité climatique

Les donateurs multilatéraux et bilatéraux ont un rôle clé à jouer pour s'assurer que le travail sur la sécurité climatique en Haïti soit suffisamment important et adapté pour relever les nombreux défis auxquels le pays est confronté. La prochaine COP28, qui comprendra pour la première fois une session thématique consacrée à l'aide d'urgence, au relèvement et à la paix, offre aux donateurs internationaux une occasion importante de repenser le financement de l'action climatique afin que celui-ci réponde aux besoins des personnes vivant dans des États fragiles et touchés par des conflits, comme Haïti. Les habitants d'Haïti subissent depuis des décennies les effets du changement climatique (bien qu'ils contribuent le moins), avec des conséquences dévastatrices sur leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que sur leur santé et leur sécurité physique. Il est temps qu'ils reçoivent les ressources dont ils ont besoin pour inverser cette tendance et construire un pays pacifique et durable dans lequel eux et les générations futures pourront vivre et s'épanouir.

Le travail actuel du Fonds pour la consolidation de la paix en Haïti va exactement dans cette direction et illustre comment la consolidation de la paix et le financement du climat peuvent être fusionnés pour faire face aux défis complexes de la sécurité climatique. Son appel à propositions pour 2023 se concentre explicitement sur la promotion d'approches de consolidation de la paix environnementale (qui incluent les risques liés au climat mais aussi d'autres risques environnementaux) et encourage

l'engagement des femmes et des jeunes. En Haïti, le Fonds prévoit de financer un certain nombre de projets qui abordent certaines des dynamiques de sécurité climatique présentées dans ce rapport (voir chapitre 4). Ces projets pourraient servir de démonstration pour d'autres fonds climatiques et donateurs qui pourraient envisager de les développer ou de les reproduire dans d'autres régions du pays et/ou avec une thématique ou un groupe cible différent. Comme le montre ce rapport, les besoins sont si importants qu'il y a de la place pour tout le monde.



Figure 11. Mangrove restoration in Haiti © FoProBim

**Plus généralement, l'exemple du Fonds en Haïti souligne l'importance pour les donateurs internationaux de :**

- 1. Commencer par une plus grande intentionnalité dans le processus de conception,** par exemple en demandant des propositions de projets qui envisagent des bénéfices pour le climat et la consolidation de la paix, et en veillant à ce que ces projets soient menés au niveau local. À cette fin, l'établissement de partenariats stratégiques entre donateurs pour le climat et la consolidation de la paix devrait être encouragé, en favorisant davantage de conversations entre les donateurs pour le climat afin d'identifier et d'introduire les projets prometteurs plus tôt dans le cycle de financement.
- 2. Rendre le financement plus flexible et plus long terme.** La consolidation de la paix environnementale et le renforcement de la résilience climatique sont des processus lents qui nécessitent des engagements pluriannuels de la part des donateurs. De même, les donateurs doivent soutenir l'inclusion de fonds d'urgence ou de mécanismes similaires dans les budgets. Cela garantirait que les projets ont la flexibilité nécessaire pour répondre à la détérioration des conditions de sécurité et des défis de gouvernance, tout en préservant les acquis du projet, ce qui est essentiel dans des contextes caractérisés par des défis complexes et multidimensionnels comme Haïti.
- 3. Placer la sensibilité aux conflits au cœur du processus,** en adoptant une compréhension plus large des impacts des conflits et des risques sécuritaires, qu'ils soient induits par le climat ou non, sur

l'action climatique. Il est également recommandé de communiquer les défis et les impacts des projets à toutes les parties prenantes, ce qui améliorera aussi la gestion des risques.

4. **Investir dans la recherche locale**, le partage des connaissances et le renforcement des capacités, car de nombreuses lacunes subsistent en termes de résilience et d'adaptation au climat. La priorité devrait être de soutenir les groupes de réflexion et les instituts universitaires locaux.
5. **Renforcer la diversité des parties prenantes, y compris des acteurs de la paix et de la sécurité, afin de faciliter l'apprentissage et l'innovation de concert.** Cela renforcera la définition des priorités en matière de sécurité climatique et leur intégration dans les programmes de financement au niveau national.
6. **Encourager une plus grande coordination entre et au sein des donateurs afin d'améliorer l'échange d'informations et de données entre les organisations et d'assurer une allocation plus efficace des fonds.** À cette fin, les organisations internationales en Haïti pourraient envisager un cadre de développement conjoint, selon les directives fournies par le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, afin de coordonner les réponses des Nations Unies et des autres organisations (par exemple les ONG internationales) aux défis de la sécurité climatique. Cela permettrait aux organisations de développer des synergies, tout en combinant leur expertise et leurs ressources afin d'amplifier l'impact global.



Figure 11. Mangrove restoration in Haiti © FoProBiM

## Références

- Al Jazeera 2022: Blockade by Gangs on Fuel Source in Haiti is Causing Famine: UN. In: Al Jazeera, 14.10.2022.
- Amnesty International 2022: “The did not treat us like people”: Race and Migration-related Torture and Other Ill-treatment of Haitians Seeking Safety in the USA. London: Amnesty International.
- BAI; IJDH and KOFAVIV 2021: Gender-Based Violence in Haiti. Submission to the United Nations Human Rights Council Universal Periodic Review 40th Session of the UPR Working Group (January – February 2022). Port-au-Prince: Bureau des Avocats Internationaux; Boston: Institute for Justice and Democracy in Haiti; Port-au-Prince: Komisyon Fanm Viktim pou Viktim/The Commission of Women Victims for Victims.
- Bailis, Robert; Adrian Ghilardi and Andrew Tarter 2021: Geospatial Mapping of Charcoal and Fuelwood Renewability in Haiti and Potential Environmental Benefits from Woodfuel Interventions. Retrieved from: <https://cleancooking.org/wp-content/uploads/2021/07/524-1-4.pdf>.
- Bargout, Remy N. and Manish N. Raizada 2013: Soil Nutrient Management in Haiti, Pre-Columbus to the Present Day: Lessons for Future Agricultural Interventions. In: Agriculture and Food Security 2:11, pp. 1–20.
- Bellande, Alex 2015: Haïti déforestée, paysages remodelés. Le Centre International de Documentation et d’Information Haïtienne, Caraïbienne et Afro-Canadienne (CIDIHCA).
- Bellande, Alex 2016: Haïti dans le marché mondial du bois aux 19ème et 20ème siècle: commerce et environnement. In: Journal of Haitian Studies 22:1, pp. 130–146.
- Bell, Gerry 2014: Impacts of El Niño and La Niña on the hurricane season. NOAA, 30.05.2014.
- Bertelsmann Stiftung 2022: BTI 2022 Country Report – Haiti. Gütersloh: Bertelsmann Stiftung.
- Beyond Borders 2023: Developing Leaders. Retrieved from: <https://beyondborders.net/our-work/developing-leaders/>.
- Bhatia, Pooja 2022: US-backed foreign intervention has led to the disaster in Haiti. In: The Guardian, 19.10.2022.
- BINUH 2023: United Nations Integrated Office in Haiti Report of the Secretary-General. S/2023/41. 17.01.2023.
- BINUH and OHCHR 2022: Sexual violence in Port-au-Prince: A weapon used by gangs to instill fear. United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) and United Nations Human Rights Office of the High Commissioner (OHCHR).
- BINUH and OHCHR 2023a: Human Rights Situation in Haiti – Main Trends. Quarterly Report: January–March 2023. United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) and United Nations Human Rights Office of the High Commissioner (OHCHR).
- BINUH and OHCHR 2023b: The Population of Cité Soleil in the Grip of Gang Violence Investigative report on human rights abuses committed by gangs in the zone of Brooklyn from July to December 2022. United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) and United Nations Human Rights Office of the High Commissioner (OHCHR).
- Borde, Alexandre; Madeleine Huber, Anaïs Goburdhun, Aymeric Guidoux, Eva Revoyron, Edouard Nsimba, Jude Alain Louis, Augustin Donija and Jean-Louis Kesner 2015: Estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti. Projet de renforcement des capacités adaptatives des communautés côtières d’Haïti aux changements climatiques. Port-au-Prince: Ministère de l’Économie et des Finances; New York: Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Bouchon, C. 2000: Diagnostic écologique des écosystèmes et des ressources marines côtières de la République de Haïti: la région de Port-au-Prince à Saint-Marc.

Bougouma, Katiana; Stephanie Jaquet, Petra Bonometti, Ena Derenoncourt, Benjamin Schiek, Aniruddha Ghosh, Harold Achicanoy, Alejandra Esquivel, Cesar Saavedra, Julian Ramirez-Villegas, Megan Mayzelle, Adam Savelli and Godefroy Grosjean 2021: PAM Initiative Interne Primordiale: Analyse de la Réponse pour l'Adaptation Climatique Haiti. L'Alliance de Bioversity International et le Centre International de l'Agriculture Tropicale; Programme Alimentaire Mondial, p. 68.

BRH 2022: Note sur la politique monétaire. 3ème trimestre de l'exercice fiscal 2021–2022 (Avril–Juin 2022). Banque de la République d'Haïti.

CARDH 2023: Kidnapping: Bulletin (#11) Janvier, Février Et Mars 2023. Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, 4.04.2023. Retrieved from: <https://cardh.org/archives/4363>.

Cela, Toni and Louis HERN Marcelin 2020: COVID-19 and remittance losses in Haiti. In: MIDEQ, 18.05.2020.

Charles, Jacqueline and José Antonio Iglesias 2022: Haiti's Brain Drain: Educated Youth Are Leaving the Country as Fast as They Can. In: The Miami Herald, 01.07.2022.

Churches, Christopher E.; Peter J. Wampler, Wanxiao Sun and Andrew J. Smith 2014: Evaluation of forest cover estimates for Haiti using supervised classification of Landsat data. In: International Journal of Applied Earth Observation and Geoinformation 30, pp. 203–276.

CIA 2023: Haiti. The World Factbook. Central Intelligence Agency. Retrieved from: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/haiti/#geography>.

Concern Worldwide 2023: Timeline: Haiti's history and current crisis, explained. In: Concern Worldwide US, 26.01.2023.

Corbet, Alice 2012: The Community-based Approach in Haiti: clarification of the notion of "communities" and recommendations. Study Report. Port-au-Prince, Haiti: Urgence, Réhabilitation, Développement (Groupe URD).

Costaya, X., M. DeCastro, F. Santos, M.C. Sousa and M. Gómez-Gesteira 2019: Projections of Wind Energy Resources in the Caribbean for the 21st Century. In: Energy 178, pp. 356–67.

Cotton, Jérémy; Mark Hammel and Luna Noofoory 2023: Haiti Fragility Brief 2023. Carleton University; The Norman Paterson School of International Affairs.

Cox, Shelly-Ann; Hazel A. Oxenford and Iris Monnereau 2020: Climate change impacts on the Caribbean fisheries sector. Climate Change Adaptation of the Eastern Caribbean Fisheries Sector Project (CC4FISH). Bridgetown: FAO and UWI CERMES.

Craford, Alec; Angie Dazé, Anne Hammill, Jo-Ellen Parry and Alicia Natalia Zamudio 2015: Promoting Climate-Resilient Peacebuilding in Fragile States. Winnipeg, Canada: International Institute for Sustainable Development (IISD).

CRED 2023: EM-DAT Atlas – Haiti. Emergency Events Database (EM-DAT) Country Profiles. 2023. Retrieved from: [https://www.emdat.be/emdat\\_atlas/sub\\_html\\_pages/sub\\_html HTI.html](https://www.emdat.be/emdat_atlas/sub_html_pages/sub_html HTI.html).

Daniel, Trenton and Pierre-Richard Luxama 2022: For marine biologist, Haitian gangs make work dangerous. In: AP News, 05.05.2022.

Da Rin, Diego 2023: Haitian turn to mob justice as the gang threat festers. International Crisis Group, Q&A Latin America and Caribbean, 3.07.2023.

Dass-Brailsford, Priscilla; Rebecca S. Hage Thomley, Dipana Jain and E. Sterling Jarrett 2022: The Mental Health Consequences of Hurricane Matthew on Haitian Children and Youth: An Exploratory Study. In: Journal of Child and Adolescent Trauma 15, pp. 899–909.

Debusmann Jr, Bernd 2023: Jovenel Moise: Four more people arrested over plot to kill Haiti's president. In: BBC News, 14.02.2023.

Delva, Joseph Guyler and Anastasia Moloney 2022: Haitians choose between school fees or food as costs rise. In: Thomson Reuters Foundations News, 18.07.2022.

Desai, Harsh and Erik Forsberg 2020: Multidimensional fragility in 2020. OECD Development Co-operation Working Papers, No. 79. Paris: OECD Publishing.

Didier, Lorene 2019: Des repas scolaires préparés avec 100% de produits locaux, c'est possible en Haïti. WFP Programme Alimentaire Mondial.

DiPierro Obert, Jess 2022: Women's bodies weaponized: Haiti gangs use rape in spiralling violence. In: The Guardian, 14.11.2022.

Dubois, Laurent 2012: Haiti: The aftershocks of history. New York: Metropolitan Books Henry Holt and Company, LLC.

Dupuy, Alex 1989: Haiti in the world economy: Class, race, and underdevelopment since 1700. Boulder, CO: Westview Press.

Durroux, Veronique and Nina Doyle 2023: Seven things to know about the humanitarian crisis in Haiti. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA).

Eckstein, David; Vera Künzel and Laura Schäfer 2021: Global Climate Risk Index 2021. Who Suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-Related Loss Events in 2019 and 2000–2019. Briefing Paper. Bonn and Berlin: Germanwatch e.V.

Ellsworth, Brian 2022: Haiti gang blockade is causing catastrophic hunger, U.N. officials say. In: Reuters, 15.10.2022.

Elusma, Manassé; Ching-pin Tung and Chia-Chi Lee 2022: Agricultural Drought Risk Assessment in the Caribbean Region: The Case of Haiti. In: International Journal of Disaster Risk Reduction 83:103414.

EPIC 2023: Sustainability education for youth in Haiti. Port au Prince: Environmental Protection in the Caribbean. Retrieved from: <https://epicislands.org/where-we-work/projects/sustainability-education-for-youth-in-haiti/>.

Eustache, Eddy; Margaret E. Gerbasi, Mary C. Smith Fawzi, J. Reginald Fils-Aimé, Jennifer Severe, Giuseppe J. Raviola, Rupinder Legha, Sarah Darghouth, David J. Grelotti, Tatiana Thérosmé, Ermaze L. Pierre, Emmeline Affricot, Yoldie Alcindor and Anne E. Becker 2017: High burden of mental illness and low utilization of care among school-going youth in central Haiti: A window into the youth mental health treatment gap in a low-income country. In: The International Journal of Social Psychiatry 63:3, pp. 261–274.

Fanfan, Saintony 2020: Haïti, entre le monde rural et le monde urbain, une vie de détresse. In: Le Nouvelliste, 12.05.2020.

FAO 2002: Haiti: Forests and the forestry sector. Food and Agriculture Organization of the United Nations. Retrieved from: <https://www.fao.org/forestry/country/57478/en/hti/>.

Farnum, Rebecca L. 2022: Fog Harvesting. In: Qadir, M., Smakhtin, V., Koo-Oshima, S., Guenther, E. (eds) Unconventional Water Resources. Springer, Cham. Retrieved from: [https://doi.org/10.1007/978-3-030-90146-2\\_3](https://doi.org/10.1007/978-3-030-90146-2_3).

Fauriol, Georges 2022: Haiti Policy: Stumbling Toward 2023. In: Global Americans, 19.12.2022.

FCM 2023: Land ownership and gender equality in Haiti. Ottawa, Ontario: Federation of Canadian Municipalities.

Felbab-Brown, Vanda 2023: Haiti in 2023: Political abyss and vicious gangs. Brookings' Initiative on Nonstate Armed Actors. In: Brookings, 03.02.2023.

Ferenz, Michele 2022: Le nexus entre instabilité et insécurité alimentaire en Haïti. Une analyse pays. Version pré-publication. Réseau mondial contre les crises alimentaires; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (WFP).

Fernández, Belén 2023: Rape as a weapon of war against asylum seekers. In: Al Jazeera, 19.03.2023.

FEWS-NET 2020: Haïti: perspectives de l'offre et du marché. In: Famine Early Warning Systems Network, 30.09.2020.

FEWS-NET 2022: Haïti: Perspectives sur la sécurité alimentaire. Des récoltes de printemps mitigées sur fond de hausses de prix des produits alimentaires et de l'insécurité civile. FEWS NET.

FogQuest 2009: Haiti Salagnac Plateau: Fog Collection Evaluation Project. Retrieved from: <https://fogquest.org/project-information/projects/haiti-salagnac-plateau/>.

Ford, Alessandro 2022: Haiti Gangs Recruiting, Arming More Children. In: InSight Crime, 03.06.2022.

Fox, Conrad 2022: Mangrove restorers in Haiti bet on resilience amid rising violence. In: Mongabay, 29.09.2022.

Freeman, Scott 2011: Vetiver in Southwest Haiti. New York: Columbia Climate School Center for International Earth Science Information Network.

Freeman, Katie Kennedy 2019: Counting charcoal trucks by the side of the road in Haiti. In: World Bank Blogs, 27.02.2019.

Frieler, Katja; Stefan Lange, Franziska Piontek, Christopher PO Reyer, Jacob Schewe, Lila Warszawski, Fang Zhao, Louise Chini, Sebastien Denvil, Kerry Emanuel, Tobias Geiger, Kate Halladay, George Hurtt, Matthias Mengel, Daisuke Murakami, Sebastian Ostberg, Alexander Popp, Riccardo Riva, Miodrag Stevanovic, Tatsuo Suzuki, Jan Volkholz, Eleanor Burke, Philippe Ciais, Kristie Ebi, Tyler D. Eddy, Joshua Elliott, Eric Galbraith, Simon N. Gosling, Fred Hattermann, Thomas Hickler, Jochen Hinkel, Christian Hof, Veronika Huber, Jonas Jägermeyr, Valentina Krysanova, Rafael Marcé, Hannes Müller Schmied, Ioanna Mouratiadou, Don Pierson, Derek P. Tittensor, Robert Vautard, Michelle van Vliet, Matthias F. Biber, Richard A. Betts, Benjamin Leon Bodirsky, Delphine Deryng, Steve Frolking, Chris D. Jones, Heike K. Lotze, Hermann Lotze-Campen, Ritvik Sahajpal, Kirsten Thonicke, Hanqin Tian, and Yoshiki Yamagata 2017: Assessing the impacts of 1.5 °C global warming – simulation protocol of the Inter-Sectoral Impact Model Intercomparison Project (ISIMIP2b). In: Geosci. Model Dev. 10, pp. 4321–4345.

Edouard, Roberson and Arnaud Dandoy 2017: Le vigilantisme en Haïti. Manifestations des formes non étatiques de protection dans un contexte de crise humanitaire en milieu urbain. London: International Institute for Environment and Development (IIED)

FTS 2020: OCHA Response plan/appeal snapshot – Haiti. In: Haiti 2020. Financial Tracking Service. UNOCHA.

FTS 2021: OCHA Response plan/appeal snapshot – Haiti. In: Haiti Flash Appeal 2021. Financial Tracking Service. UNOCHA.

FTS 2022: OCHA Response plan/appeal snapshot – Haiti. In: Haiti Cholera+ Flash Appeal. Financial Tracking Service. UNOCHA.

Fuys, Andrew; Sangita Das, Met Farit, George Abdushelishvili, Margot De Greef, Titin Rejeki and Wilbert Nango 2021: Moving Toward Resilience: A Study of Climate Change, Adaptation and Migration. New York: Church World Service.



Gallagher, Kelly Sims; Keston Perry, Mieke van der Wansem, Laura Kuhl and Laurent Frapaise 2019: Analysis of International Funding for Haiti's Climate Change Priorities. SSRN.

Gammage, Sarah 2004: Exercising exit, voice, and loyalty: a gender perspective on transnationalism in Haiti. In: *Development and Change* 35:4, pp. 743–71.

GCF 2021: Strengthening NDA Capacity for Greater Leadership on Climate Change Adaptation. Readiness Proposal. With assistance of Republic of Haiti, Ministry of the Environment, Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD). Seoul, Korea: Green Climate Fund.

GFDRR 2018: Think Hazard – Haiti. Global Facility for Disaster Reduction and Recovery. Retrieved from: <https://thinkhazard.org/en/report/108-haiti>.

GFDRR 2022: Haiti – Strengthening Preparedness, Response and Resilient Recovery. Washington, DC: Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, World Bank.

Gibbons, Ann 2010: Greening Haiti, Tree by Tree. In: *Science* 327:5966, pp. 640–641.

Glas, Hanne; Philippe De Maeyer, Sadrack Merisier and Greet Deruyter 2020: Development of a Low-Cost Methodology for Data Acquisition and Flood Risk Assessment in the Floodplain of the River Moustiques in Haiti. In: *Journal of Flood Risk Management* 13:2, e12608.

Global Forest Watch 2023: Haiti country profile. Retrieved from: <https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/HTI/>.

Global Initiative 2022: Gangs of Haiti: Expansion, power and an escalating crisis. Geneva: Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Global Mangrove Watch 2023: Haiti country profile (1996–2020). Retrieved from: <https://www.globalmangrovetwatch.org/country/HTI>.

Government of the Republic of Haiti 2022: Implementing Adaptation Under the Paris Agreement: The Key Role of Stakeholders. Port au Prince, Haiti: Government of the Republic of Haiti.

Haiti Libre 2022: Haiti – FLASH: Massacre in Sources Matelas, at least 12 citizens killed, several houses burned. In: *Haiti Libre*, 01.12.2022.

Haiti Red Cross Society and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies 2015: How law and regulation supports disaster risk reduction Haiti case – study report. Geneva, Switzerland.

Hancy, Pierre 2015: Défis, Enjeux et Politiques: Migrations, Environnement et Changements Climatiques en Haïti. Genève: Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Harvard Law School 2021: Killing with Impunity: State-Sanctioned Massacres in Haiti. Harvard Law School International Human Rights Clinic, Observatoire Haïtien des crimes contre l'humanité.

Hazard, Damien 2022: Évaluation de l'accès à l'aide humanitaire pour les personnes handicapées suite au séisme d'août 2021 en Haïti. Port-au-Prince: Handicap International – Humanité and Inclusion.

Hedges, S. Blair; Warren B. Cohen, Joel Timyan and Zhiqiang Yang 2018: Haiti's biodiversity threatened by nearly complete loss of primary forest. In: *Proceedings of the National Academy of Sciences* 115, 46: 11850–11855.

HI 2021: Women and girls with disabilities among most affected by Haiti earthquake. Handicap International.

Hilaire, Jean 2008: Flore et dégradation de la presqu'île de Madicaque (Aquin, Sud d'Haïti). Thèse de doctorat. Faculté des Sciences. Université Libre de Bruxelles.

Hodgson, Gregor 2011: Haiti's Reefs Most Overfished in the World. Marina Del Rey, CA: Reef Check Foundation.

Horton, Lynn 2012: After the earthquake: gender inequality and transformation in post-disaster Haiti. In: Gender and Development 20:2, pp. 295–308.

Hotz, Helenmary M. and Alan D. Christian 2015: Using GIS and Remote Sensing to Analyze Lake Level Rise of Étang Saumâtre, Haiti. In: International Journal of Geospatial and Environmental Research 2:1, Article 6.

Hsu, Kaiting Jessica and Mark Schuller 2020: Humanitarian aid and local power structures: lessons from Haiti's "shadow disaster." In: Disasters 44:4, pp. 641–665.

Human Rights Watch 2022a: Haiti: Urgently Address Cholera Outbreak. Donors, UN Should Deliver Fuel, Medicine; Governments Should Halt Forced Returns. Washington, DC: Human Rights Watch.

Human Rights Watch 2022b: Haitians Being Returned to a Country in Chaos Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe. Washington, DC: Human Rights Watch.

Human Rights Watch 2022c: Haiti: Events of 2021. Retrieved from: <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/haiti>.

Hunt, Matthew R.; Ryoa Chung, Evelyne Durocher and Jean Hugues Henrys 2015: Haitian and international responders' and decision-makers' perspectives regarding disability and the response to the 2010 Haiti earthquake. In: Global Health Action 8:1, 27969.

ICG 2009: Haiti: Saving the Environment, Preventing Instability and Conflict. Policy Briefing Latin America and Caribbean, Briefing N°20. Port-au-Prince/Brussels: International Crisis Group.

ICG 2021: Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock. Crisis Group Latin America and Caribbean Briefing N°44. Bogotá/New York/Brussels: International Crisis Group.

ICG 2022: Haiti's Last Resort: Gangs and the Prospect of Foreign Intervention. Crisis Group Latin America and Caribbean Briefing N°48. Port-au-Prince/New York/Washington/Brussels: International Crisis Group.

IEA 2015: Energy Balances of Non-OECD Countries. International Energy Agency.

IFC 2021: Creating Markets in Haiti: Leveraging Private Investment for Inclusive Growth. Country Private Sector Diagnostic. Washington, DC: International Finance Corporation (IFC), World Bank Group.

IJDH 2022: Letter to the IACHR regarding the situation of women and girl victims of sexual violence in Haiti.

IJDH 2023: Human Rights and the Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments December 2022 through May 2023. Marshfield, MA: Institute for Justice and Democracy in Haiti.

IMF 2020: Haiti: Selected Issues. IMF Country Report No. 20/122. Washington, DC: International Monetary Fund.

International Displacement Monitoring Centre 2021: Deadly surge in gang violence in Haiti's capital displaces nearly twice as many people in June than in all of 2020. IDMC Media Centre, 25.06.2021.

IOM 2022a: Recent Migration Trends in the Americas. Buenos Aires and San José: International Organization for Migration.

IOM 2022b: Migrant Returns and Reception Assistance in Haiti: Air and Sea. 12 October 2021–14 February 2022. International Organization for Migration.

IPCC 2021: Summary for Policymakers. In: Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on

Climate Change [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (Eds.)]. Cambridge University Press.

IPCC 2023: AR6 Synthesis Report: A Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]. Geneva, Switzerland: IPCC.

IRC 2023: Haiti: political instability, gang violence and disease. International Rescue Committee.

Isaac, Harold and Brian Ellsworth 2022: Haiti police end gang blockade of fuel terminal, sources say. In: Reuters, 04.11.2022.

Jean, Sarah; Evens Mary and Thin Lei Win 2022: Can Haiti rebuild a food system broken by disaster, historical injustice, and neglect? In: The New Humanitarian, 02.02.2022.

Jean-Denis, Sardou; Daniel Jean-Pierre, Madeleine Mutel, Hervé Duchaufour, Christian Langlais, Paula Fernandes, Marie-Eunide Alphonse and Éric Malézieux 2014: Évolution de la structure d'un système agroforestier en relation avec le cycle de vie familial: cas du jardin de case en Haïti. In: Bois et Forêts des Tropiques 321:3.

JMP 2021: Estimates on the use of water, sanitation and hygiene in Haiti. Joint Monitoring Programme for Water Supply, Sanitation and Hygiene (JMP). World Health Organisation, UNICEF. Retrieved from: <https://washdata.org/data/household#!/hti>.

Kamil, Ernie Amira; Husna Takaijudin and Ahmad Mustafa Hashim 2021: Mangroves as coastal bio-shield: a review of mangroves performance in wave attenuation. In: Civil Engineering Journal 7:11, pp. 1964–1981.

Kestler-D'Amours, Jillian 2022: Haiti faces a “cholera time bomb,” UN official warns. In: Al Jazeera, 05.10.2022.

Kestler-D'Amours, Jillian 2023: Haiti's sexual violence survivors demand justice. In: Al Jazeera, 25.01.2023.

Kilroy, Della 2019: The Life of sex workers in Haiti. In: RTE Radio 1, 06.03.2019.

Labrador, Rocio Cara and Diana Roy 2022: Haiti's Troubled Path to Development. In: Council on Foreign Relations, 09.09.2022.

Lakou Lapè 2023: Peacebuilding in Haiti. Retrieved from: <https://lakoulape.org/en/>.

Larousse 2023: Haïti. Retrieved from: <https://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Ha%C3%Afti/122971>.

Latouche, Daniel 2019: Supporting land reform in Haiti. Ottawa, Ontario: Federation of Canadian Municipalities (FCM).

Lo, Joe 2022: US-funded trees “not likely to survive” in Haiti when project ends. In: Climate Home News, 05.08.2022.

Lutz, Jamie and Erol Yayboke 2021: Haitian Migration: Food Insecurity, Fragility, and a Better Way Forward. Commentary. In: Center for Strategic and International Studies, 22.11.2021.

MacPhail, Bruce; Francesca Rivelli, Giselle Marie Bello and Manuel Contreras-Urbina 2023: How to promote gender-based violence prevention and services in Haiti? In: World Bank Blogs, 02.03.2023.

Marcelin, Louis HERNIS; Toni Cela and James M. Shultz 2016: Haiti and the politics of governance and community responses to Hurricane Matthew. In: Disaster Health 3:4, pp. 151–161.

MARNDR 2010: Programme National 2010–2014 pour le Développement de la Pêche Maritime en Haïti. Juillet 2010. Ministère de l’Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural. Retrieved from: <https://faolex.fao.org/docs/pdf/hai148422.pdf>.

MARNDR 2015: Irrigation: Rapport basé sur les résultats du sous-secteur de l’irrigation Octobre 2013-Septembre 2014. Direction des Infrastructures Agricoles, avec l’appui de l’Unité “Etudes et Programmation,” Daphnee Marie-Line Francois Ing. Agr. Ministère de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.

Mathieu, P. 2021: Rapport évaluation de la vulnérabilité des zones côtières. United Nations Development Programme.

McDonnell, Patrick and Jorge Poblete 2021: Haitians in Chile: Rough going for many prompts large-scale migration toward U.S. In: Los Angeles Times, 01.10.2021.

Melis, Samantha and Mikel Jean 2021: Weathering the storm: contesting disaster governance after Hurricane Matthew in Haiti. In: Journal of International Humanitarian Action 6:4.

Migrant Refugees 2022: Migration Profile: Haiti. Retrieved from: <https://migrants-refugees.va/it/wp-content/uploads/sites/3/2022/08/2022-CP-Haiti.pdf>.

Milfort, Milo 2022: Haiti gang war displaces thousands as anarchy grips nation. In: LA PRENSA LATINA, 28.08.2022.

Miranda, Juan Jose; Luigi Butron, Chrissie Pantoja and Rashmin Gunasekera 2021: Mangroves as coastal protection for local economic activities from hurricanes in the Caribbean. Policy Research Working Paper 9863. World Bank Group.

Mohor, Daniela 2023: Q&A: Why Haiti’s “mafia state” needs a homegrown solution. In: The New Humanitarian, 06.03.2023.

Molière, Adely 2022: These women lived in Cite Soleil. Then, the gangs started fighting. In: Ayibo Post, 08.08.2022.

Mora, Sergio; Alix Roumagnac, Jean-Pierre Asté, Eric Calais, Jennifer Haase, Javier Saborío, Méthilde Marcello, Jean-Euphèle Milcé and Narcisse Zahibo 2010: Analysis of Multiple Natural Hazards in Haiti (NATHAT). Report prepared by the Government of Haiti, with support from the World Bank, the Inter-American Development Bank, and the United Nations System. Port-au-Prince, Haiti: Government of Haiti.

MSF 2021: Safe routes urgently needed for thousands of migrants crossing the Darién Gap. Médecins Sans Frontières, 18.11.2021.

MULTI-MENACE-HA 2010: Analysis of Multiple Natural Hazards in Haiti (NATHAT). Retrieved from: <https://reliefweb.int/report/haiti/analysis-multiple-natural-hazards-haiti-nathat>.

Murray, Delaney 2021: US response to Haitian climate “refugees.” In: Foreign Affairs Review, 11.10.2021.

Murray, Gerald F. and Michael E. Bannister 2004: Peasants, agroforesters, and anthropologists: A 20-year venture in income-generating trees and hedgerows in Haiti. In: Agroforestry Systems 61, pp. 383–397.

NAP Global Network 2023: Haiti Submitted Its National Adaptation Plan. 30.01.2023. Retrieved from: <https://napglobalnetwork.org/2023/01/haiti-submitted-its-nap/>.

ND-GAIN 2023: Country Index: Haiti. Notre Dame Global Adaptation Initiative. 19.07.2023. Retrieved from: <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/download-data/>.

Nichols, Michelle 2023: UN chief says ‘robust use of force’ needed against Haiti’s gangs. In: Reuters, 16.08.2023.

OCDE/INURED 2017: Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti. Paris: OCDE.

OCHA 2022: Haiti: Impact of social unrest on the humanitarian situation – Flash Update #1. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 22.09.2022.

OCHA 2023a: Haiti Humanitarian Needs Overview. Humanitarian Programme Cycle 2023. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Retrieved from: <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-aperçu-des-besoins-humanitaires-2023-mars-2023-fren>.

OCHA 2023b: Haiti: Humanitarian Response Plan at a Glance. Humanitarian Programme Cycle 2023. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.

OCHA 2023c: Haiti: Severe Climatic Events – Flash Update #1. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 05.06.2023.

OECD 2022a: Haiti – Development finance data. Creditor Reporting System, Organisation for Economic Cooperation and Development.

OECD 2022b: States of Fragility 2022. Organisation for Economic Cooperation and Development.

OECD 2023: OECD Review of Public Governance: Haiti. Strengthening the administration for resilient and sustainable public governance. Organisation for Economic Cooperation and Development.

OHCHR 2017: Bay tèt yo jistis. Se faire justice soi-même ou le règne de l'impunité en Haïti. Geneva: Office of the High Commissioner for Human Rights.

OHCHR 2021: USA: UN experts condemn collective expulsion of Haitian migrants and refugees. Press Release, 25.10.2021. Geneva: Office of the High Commissioner for Human Rights.

OHCHR 2022a Haiti: UN experts alarmed by extreme environmental injustice in Cité Soleil. Press Release, 07.07.2022. Geneva: Office of the High Commissioner for Human Rights.

OHCHR 2022b Thematic Hearing before the Inter-American Commission on Human Rights 183rd Period of Sessions, March 16, 2022 on The Situation of Human Rights of Haitian People in Human Mobility in the Region.

OHCHR 2023: Haiti: UN Human Rights Chief warns against never-ending cycle of violence. Geneva: Office of the High Commissioner for Human Rights, 09.05.2023.

Orozco, Manuel 2022: Haiti's Turnaround and its Impact on Remittances. In: The Dialogue, 15.11.2022.

Page, Susan D. 2022: A Smarter U.S. Assistance Strategy for Haiti. Preventive Action Insight #3. In: Council on Foreign Relations, 08.09.2022.

PAHO 2023: Cholera epidemic in Haiti and the Dominican Republic – 27 April 2023. Pan American Health Organization, World Health Organization.

Park, Joshua 2019: In Haiti, the United Nations is a Violator of Human Rights. In: Harvard International Review, 20.11.2019.

Peralta, Eyder 2022: Reporter's notebook: Haiti's at a breaking point but few want foreign intervention. In: NPR, 04.11.2022.

Perry, Keston K. 2019: In Haiti, climate aid comes with strings attached. In: The Conversation, 25.01.2019. London.

Pierre-Louis, R. 1985: Soil Degradation and Declining Agricultural Productivity. Port-au-Prince, Haiti: Ministry for Agriculture, Natural Resources, and Rural Development.

PNUD 2023: Building Safe Spaces for Trans People in Haiti. 09.03.2022. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) en América Latina y el Caribe.

Porter, Catherine; Constant Méheut, Matt Apuzzo and Selam Gebrekidan 2022: À la racine des malheurs d'Haïti: des réparations aux esclavagistes. In: The New York Times, 20.05.2022.

Priya Morley, S. et al., 2021: A Journey of Hope: Haitian Women's Migration to Tapachula, Mexico. San Francisco, CA: Center for Gender and Refugee Studies.

Ramirez, Rachel 2021: Climate change is intensifying the US border crisis. It will only get worse. In: CNN, 26.09.2021.

Ranasinghe, R., A.C. Ruane, R. Vautard, N. Arnell, E. Coppola, F.A. Cruz, S. Dessai, A.S. Islam, M. Rahimi, D. Ruiz Carrascal, J. Sillmann, M.B. Sylla, C. Tebaldi, W. Wang, and R. Zaaboul, 2021: Climate Change Information for Regional Impact and for Risk Assessment. In Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, pp. 1767–1926.

REACH 2022: 2022 MSNA Bulletin Haiti. Key findings. Geneva: REACH Initiative.

ReliefWeb 2019: Hurricane Dorian – Aug 2019. Retrieved from: <https://reliefweb.int/disaster/tc-2019-000095-dom>.

RNDDH 2023: Position du RNDDH sur les assassinats en série d'agents-tes de la PNH. Rapport/A23/No2. 26.01.2023, Réseau National de Défense des Droits Humains 2023.

Reuters 2020: Haiti opposition condemns country's slide into rule by decree. In: Reuters, 15.01.2020.

Robillard, Sabina C. and Jessica Hsu 2023: Localization: Views from Haiti. A Feinstein International Center Brief. USAID, Tufts University.

Robillard, Sabina C.; Isabella Jean, Tara Gingerich, Carlos Esteban Mejía, Ledis Bohórquez Farfan, Daryl Grisgraber, Tonny Joseph and Daniel Maxwell 2020: Anchored in Local Reality: Case Studies on Local Humanitarian Action from Haiti, Colombia and Iraq. A Joint Study by Oxfam and Feinstein International Center. Feinstein International Center, Oxfam, Tufts University.

Roysircar, Gargi; Kurt F. Geisinger and Ashland Thompson 2019: Haitian children's disaster trauma: Validation of pictorial assessment of resilience and vulnerability. In: Journal of Black Psychology 45:4, pp. 269–305.

RTAC 2021: Haiti Market Analysis: Sud and Grand'Anse Departments. Washington, DC: Research Technical Assistance Center, United States Agency for International Development.

Rüttinger, Lukas; Janani Vivekananda, Christian König and Barbora Sedova 2021: Weathering Risk: Methodology Paper. Berlin: adelphi; Potsdam: Potsdam Institute for Climate Impact.

Sabin, Scott; Annah Amani, Guy Paraison, Durbel Lora Brito, Milmer Martinez Vergara, Grace Fabry Santos, Corey Chin and Robert Morikawa 2022: Smallholder farmer resilience: a multi-year multidimensional study in the Dominican Republic and Haiti. In: Trees, Forests and People 7:100189.

Sapp Moore, Sophie 2020: Between the state and the yard: gender and political pace in Haiti. In: Gender, Place and Culture 28:9, pp. 1306–1326.

Sardon, Maquera, Daniela Andrea; Galeano Servian, Diana Maria 2023: Haiti – Gender Scorecard. LAC Country Gender Scorecards FY23. Washington, DC: World Bank Group.

Schemenauer, Robert; Pablo Osses, Fermín Lara, Cameron Zywina and Pilar Cereceda 2001: Fog Collection in the Dominican Republic. Retrieved from: [https://www.researchgate.net/publication/237462537 Fog Collection in the Dominican Republic/](https://www.researchgate.net/publication/237462537_Fog_Collection_in_the_Dominican_Republic/)

Schemenauer, R.S., J.L. Garcia and P. Osses 2002: Evaluation of the Fog Collection Potential on the Saganac Plateau, Haiti – Final Report. Final Report for Oxfam Quebec. Retrieved from: [https://fogquest.org/wp-content/uploads/2015/08/Haiti\\_Final\\_Total\\_Report.pdf](https://fogquest.org/wp-content/uploads/2015/08/Haiti_Final_Total_Report.pdf).

Security Council Report 2023: Haiti: Briefing and Consultations. In: What’s in Blue, 23.01.2023.

Seneviratne, S.I.; X. Zhang, M. Adnan, W. Badi, C. Dereczynski, A. Di Luca, S. Ghosh, I. Iskandar, J. Kossin, S. Lewis, F. Otto, I. Pinto, M. Satoh, S.M. Vicente-Serrano, M. Wehner and B. Zhou 2021: Weather and Climate Extreme Events in a Changing Climate. In Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (Eds.)]. Cambridge University Press’. Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA. 10.1017/9781009157896.013.

Shamsie, Yasmine 2012: Haiti’s Post-Earthquake Transformation: What of Agriculture and Rural Development? In: Latin American Politics and Society 54:2, pp. 133–152.

Sharp, Alexandra 2023: Kenya Offers to Lead an Intervention in Haiti. In: Foreign Policy, 03.08.2023.

Sharpe, Isobel and Colleen M. Davison 2021: Climate change, climate-related disasters and mental disorder in low- and middle-income countries: a scoping review. In: BMJ Open 11:10.

Shuldiner, Henry 2022: From Negotiations to Sanctions, a Busy Time for Crime in Haiti. In: InSight Crime, 11.11.2022.

Shuldiner, Henry and Chris Dalby 2023: Haiti Gangs Embrace Political and Police Chaos. In: InSight Crime, 31.01.2023.

Singh, Bhawan and Marc J. Cohen 2014: Adaptation aux Changements Climatiques: Le cas d’Haïti. Rapports de recherche Oxfam. Oxford: Oxfam International.

Singh, Raju Jan and Mary A. Barton-Dock 2015: Haiti: Towards a New Narrative. Systematic Country Diagnostic. Latin America and Caribbean Region. Washington, DC: World Bank Group.

SNM 2022: Tránsito irregular de extranjeros por la frontera con Colombia por región según orden de importancia: Año 2021. República de Panamá, Servicio Nacional de Migración. Retrieved from: [https://www.migracion.gob.pa/images/img2021/pdf/IRREGULARES\\_POR\\_DARIEN\\_DICIEMBRE\\_2021.pdf](https://www.migracion.gob.pa/images/img2021/pdf/IRREGULARES_POR_DARIEN_DICIEMBRE_2021.pdf).

Swartley, D. Ben and Joseph Ronald Toussaint 2006: Haiti Country Analysis of Tropical Forestry and Biodiversity (Sections 118 and 119 of the Foreign Assistance Act). Washington, DC: USAID.

Tarter, Andrew 2015: Adaptive Arboreal Practices: Haitian Farmer Responses to On-going Deforestation. PhD Dissertation. Department of Anthropology, University of Florida.

Tarter, Andrew Martin; Katie Kennedy Freeman and Klas Sander 2016: A History of Landscape-Level Land Management Efforts in Haiti: Lessons Learned from Case Studies Spanning Eight Decades. Washington, DC: World Bank.

Tarter, Andrew; Katie Kennedy Freeman, Christopher Ward, Klas Sander, Kenson Theus; Barbara Coello, Yarine Fawaz, Melinda Miles and G. Ahmed Tarig Tagalasfia 2018: Charcoal in Haiti: A National Assessment of Charcoal Production and Consumption Trends. Washington, DC: World Bank and Program on Forests (PROFOR).

Taylor, Luke 2022: Women are left vulnerable as Haiti's spiralling gang violence and healthcare crisis intensifies. In: BMJ.

Taylor, Luke 2023: Haitian cops are poorly paid and outgunned – and part of the problem. In: The Guardian, 02.02.2023.

ThinkHazard! 2023: Country profile: Haiti. World Bank. Retrieved from: <https://www.thinkhazard.org/en/report/108-haiti/UF>.

TNC 2023: Haiti: From meandering peaks to unexplored reefs this Caribbean hidden gem needs protecting. The Nature Conservancy. Retrieved from: <https://www.nature.org/content/dam/tnc/nature/en/documents/Caribbean-Haiti-Fact-Sheet.pdf>.

Toussaint, Joseph Ronald 2010: Évaluation environnementale et des changements climatiques – Pour la préparation du Programme d'options stratégiques pour le Pays 2013–2018 du FIDA. Rapport principal. Fonds International pour le Développement Agricole.

UN News 2022a: UN marks anniversary of devastating 2010 Haiti earthquake. In: UN News, 12.01.2022.

UN News 2022b: Waves of Haitians risk treacherous sea journey to find better life. In: UN News, 01.01.2022.

UN Women 2021: Rapid gender analysis in Haiti reveals earthquake-related impacts on women and girls. UN Women, 16.12.2021.

UN Women 2022: One year after the earthquake, women in Haiti continue to face severe hardships. 12.08.2022.

UNCTAD 2022: Harnessing fishery resources for socioeconomic development. Lessons for Angola and Haiti. Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.

UNDP 2006: The Human Security Framework and National Human Development Reports: Thematic Guidance Note. New York: United Nations Development Programme.

UNDP 2021: Independent Country Programme Evaluation: Haiti. Independent Evaluation Office, New York: United Nations Development Programme.

UNDP 2022: Human Development Report 2021/2022. Uncertain Times, Unsettled Lives: Shaping our Future in a Transforming World. New York: United Nations Development Programme.

UNEP 2010: GEO Haiti State of the Environment Report 2010. Panama City: United Nations Environment Programme.

UNEP 2021: In Haiti, communities take aim at deforestation. 10.05.2021. Retrieved from: <https://www.unep.org/news-and-stories/story/haiti-communities-take-aim-deforestation>.

UNEP-DHI 2017: Climate change adaptation technologies for water: a practitioner's guide to adaptation technologies for increased water sector resilience. Retrieved from: <https://www.ctc-n.org/resources/climate-change-adaptation-technologies-water-practitioner-s-guide-adaptation-technologies>.

UNESCO 2022: Implementing Measures for Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction Mitigation of School Facilities in Haiti. Adaptation Fund Project Inception Report. 26.12.2022. Port-au-Prince.

UNFPA 2022a: Women and girls among those most impacted by Haiti's multiple crises. Press Release, 13.10.2022. Port-au-Prince, New York: United Nations Population Fund.

UNFPA 2022b: Demographic Dividend: Haiti data. United Nations Population Fund. Retrieved from: <https://www.unfpa.org/data/demographic-dividend/HT>.



UNHCR 2023: Refugee Data Finder: Haiti. The UN Refugee Agency. Retrieved from: <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=8plbR9>, updated on 2022.

UNICEF 2021: Almost 1 in 2 Haitian young people does not know about climate change effects. Retrieved from: <https://www.unicef.org/lac/en/almost-1-2-haitian-young-people-does-not-know-about-climate-change-effects>.

UNICEF 2022: Haïti: Des milliers d'enfants risquent de mourir de malnutrition aiguë si des soins thérapeutiques adéquats ne sont pas fournis. Port-au-Prince, 05.08.2022. Retrieved from: <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/ha%C3%Afti-des-milliers-denfants-risquent-de-mourir-de-malnutrition-aigu%C3%AB-si-des>.

UN Peacebuilding 2020: The Secretary-General's Peacebuilding Fund – Haiti. Retrieved from: [https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/country\\_brief\\_haiti\\_20200806.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/country_brief_haiti_20200806.pdf).

UNODC 2023: Haiti's criminal markets: mapping trends in firearms and drugs trafficking. Research and Trend Analysis Branch, United Nations Office on Drugs and Crime.

USAID 2016: Haiti: Environment and Climate Change Fact Sheet. Retrieved from: <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-environment-and-climate-change-fact-sheet-2016>.

USAID 2017: Climate Risk Profile Haiti Fact Sheet. Retrieved from: [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017\\_Cadmus\\_Climate-Risk-Profile\\_Haiti.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017_Cadmus_Climate-Risk-Profile_Haiti.pdf).

USAID 2020a: Climate Risks to Resilience Food Security in Bureau for Humanitarian Assistance Geographies. Climate Risk Profile. United States Agency for International Development.

USAID 2020b: Environment and Natural Resources Management. Fact Sheet. Retrieved from: [https://2017-2020.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID\\_Haiti\\_Environment\\_Fact\\_Sheet\\_-\\_January\\_2020.pdf](https://2017-2020.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Environment_Fact_Sheet_-_January_2020.pdf).

USAID 2020c: Haiti country profile. United States Agency for International Development. Retrieved from: [https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID\\_Haiti\\_Country\\_Profile\\_January\\_2020.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/USAID_Haiti_Country_Profile_January_2020.pdf).

USAID 2023: Haiti Complex Emergency. Fact Sheet 4, 05.03.2023. United States Agency for International Development. Retrieved from: [https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-05/2023-05-03\\_USAID-BHA\\_Haiti\\_Complex\\_Emergency\\_Fact\\_Sheet\\_4.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-05/2023-05-03_USAID-BHA_Haiti_Complex_Emergency_Fact_Sheet_4.pdf).

Vousdoukas, Michalis I., Roshanka Ranasinghe, Lorenzo Mentaschi, Theocharis A. Plomaritis, Panagiotis Athanasiou, Arjen Luijendijk, and Luc Feyen 2020: Sandy Coastlines under Threat of Erosion. *Nature Climate Change* 10:3, pp. 260–63.

WFP 2022: Haiti: Annual Country Report 2022. Country Strategic Plan 2019–2023. Rome: World Food Programme. Retrieved from: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000147957/download/>.

WFP 2023a: Haiti. Rome: World Food Programme. Retrieved from: <https://www.wfp.org/countries/haiti>.

WFP 2023b: Haiti: Dry conditions analysis, March 2023. Rome: World Food Programme. Retrieved from: [https://reliefweb.int/attachments/d8443630-2787-40ff-9f3c-163bdd4bfde0/wfp\\_hti\\_SeasonalAnalysis\\_202303-EN.pdf](https://reliefweb.int/attachments/d8443630-2787-40ff-9f3c-163bdd4bfde0/wfp_hti_SeasonalAnalysis_202303-EN.pdf).

Wiener, Jean 2013: Toward the Development of Haiti's System of Marine Protected Areas (MPAs). An Ecosystem Services Assessment for the Creation of Haiti's System of MPAs. ReefFix.

Wisner, Sandra C. 2019: As the UN leaves Haiti, its victims still wait for justice. In: Al Jazeera, 15.10.2019.

Wisner, Sandra C. 2022: Starved for justice: International complicity in systematic violations of the right to food in Haiti. Columbia Human Rights Law Review (HRLR) Online.

WMO 2023: World Meteorological Organization declares onset of El Niño conditions. 04.07.2023. Geneva: World Meteorological Organization.

World Bank 2013: Agricultural irrigated land (% of total agricultural land) – Haiti. World Bank Group. Retrieved from: <https://data.worldbank.org/indicator/AG.LND.IRIG.AG.ZS?locations=HT>.

World Bank 2014: Living Conditions in Haiti’s Capital Improve, but Rural Communities Remain Very Poor. Washington, DC: World Bank Group. Retrieved from: <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/07/11/while-living-conditions-in-port-au-prince-are-improving-haiti-countryside-remains-very-poor>.

World Bank 2017: Rapidly Assessing the Impact of Hurricane Matthew in Haiti. Results Briefs. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank 2018: Resilient Productive Landscapes Project. Project Appraisal Document. 31.01.2018. Retrieved from: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/468931518469626680/pdf/Haiti-PAD-02092018.pdf>.

World Bank 2020: Poverty and Floods in Cap-Haïtien. Washington, DC: World Bank Group. Retrieved from: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/989371593676517939/pdf/Poverty-and-Floods-in-Cap-Ha%C3%Aftien.pdf>.

World Bank 2021: Population ages 0–14 (% of total population). Retrieved from: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.0014.TO.ZS>.

World Bank 2022: Nutrition Smart Agriculture in Haiti. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank 2023a: Agriculture, forestry, and fishing, value added (% of GDP) – Haiti. Retrieved from: <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?end=2021&locations=HT&start=1988&view=chart>.

World Bank 2023b: Global Economic Prospects, January 2023. Washington, DC: World Bank. Retrieved from: <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/254aba87-dfeb-5b5c-b00a-727d04ade275/content>.

World Bank 2023c: Haiti country profile. Washington, DC: World Bank Group. Retrieved from: <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview>.

World Bank 2023d: Haiti’s untapped potential: An assessment of the barriers to gender equality. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank 2023e: Haiti. World Bank Climate Change Knowledge Portal. Retrieved from: <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/>.

Worldometers 2023: Haiti Demographics. Retrieved from: <https://www.worldometers.info/demographics/haiti-demographics/>.

Zanotti, Laura 2010: Cacophonies of aid, failed state building and NGOs in Haiti: setting the stage for disaster, envisioning the future. In: Third World Quarterly 31:5, 755–771.

Zuvekas, Clarence 1978: Agricultural Development in Haiti: An assessment of sector problems, policies, and prospects under conditions of severe soil erosion. Report to USAID. Report Control No. PN-AAF-587.

## Annexe 1 : Groupe sur la sécurité climatique en Haïti – liste des membres

### INSTITUTIONS HAÏTIENNES

Ministère de l'environnement (MDE)  
Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR)  
Ministère de la planification et de la coopération externe (MPCE)  
Direction générale de la protection civile (DGPC)  
Bureau des mines et de l'énergie (BME)

### AGENCES DES NATIONS UNIES

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)  
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)  
Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)  
Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)  
ONU Femmes  
Programme alimentaire mondial (PAM)  
Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies (RCO)  
Fonds international de développement agricole (FIDA)  
Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS)  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)  
Organisation internationale du travail (OIT)  
Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)  
Mécanisme de sécurité climatique (MSC)

### ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Banque interaméricaine de développement (BID)  
Ambassade de Suisse  
Agence française de développement (AFD)  
Ambassade du Mexique

### ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Concern Worldwide Haïti (CWH)  
Impacts Initiatives  
Church World Service  
Tearfund  
DKH/LWF/NCA  
Handicap international  
Institut pour la justice et la démocratie en Haïti  
SOL  
Mercy Corps

### ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

#### **Plate-forme d'organisations de la société civile sur le changement climatique, dont (par ordre alphabétique):**

Action pour l'amélioration de l'environnement et l'avancement de l'agriculture  
Association des Citoyens pour le Progrès Socio-Economique de la Grande-Anse  
Asosyasyon Fanm Vanyan pou Komin Sen Mak  
Artisans de l'Environnement et de l'Agriculture  
Association des Techniciens pour la Promotion de l'Agriculture, de la Protection de l'Environnement du Sud-Est  
Centre des Amis de la Nature pour l'Education  
Collectif Educa-Dev  
Conseils Haïtiens des Acteurs Non Etatiques (37 membres)

Fondasyon Men Ansanm (9 membres)  
Fondation Nord-Ouest Solidaire  
Fondation Seguin  
Groupe d'Appui au Développement Local  
Groupe de réflexion et d'initiative pour  
l'action citoyenne  
Action Solidarité Haïti  
Haïti Survie  
Initiative de la Société Civile (23 membres)  
Koperativ Agrikol Matino Kavayon  
Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (8  
membres)  
Mission Sociale des Eglises Haïtiennes (9  
membres)  
Mouvman Peyizan Papay  
Organisation d'Appui au Développement  
Durable

Organisation Socio-Culturelle de  
Développement  
Organisation de Formation et  
Accompagnement en Technique Agricole  
Organisation des Femmes pour le  
Développement de Verrettes  
Organisation pour la Préservation, la  
Promotion de l'Environnement et de la  
Biodiversité  
Planète des Jeunes de la Francophonie  
Promotion pour le Développement  
Réseau d'Accompagnement Technique aux  
Organisations pour le Développement Socio-  
Economique  
Service Chrétien d'Haïti (6 membres)  
Solidarite Fwontalye  
Union des Cadres pour le Développement

## Annexe 2 : Liste des entretiens

Entretiens	
Nom/position	Lieu, date
Activiste pour la paix vivant et travaillant avec des jeunes dans les quartiers populaires (touchés par la violence des gangs) à Port-au-Prince	Port-au-Prince, 16.03.2023
Expert en conservation travaillant dans le sud-est d'Haïti	Virtuel, 20.03.2023
Représentant de SOKIJA (association de jeunes)	Virtuel, 20.03.2023
Expert en sécurité avec expérience militaire vivant et travaillant à Port-au-Prince	Port-au-Prince, 21.03.2023
Travailleur à la réserve écologique de Wynne Farm	Virtuel, 22.03.2023
Militante d'un quartier populaire de Port-au-Prince	Port-au-Prince, 23.03.2023
Jeune agronome d'Abricots	Port-au-Prince, 24.03.2023
Jeune activiste environnemental de Cité Soleil	Port-au-Prince, 27.03.2023
Jeune agronome de Jacmel	Virtuel, 26.03.2023
Jeune agronome (département du Sud)	Virtuel, 30.03.2023
Activiste pour la paix travaillant avec des jeunes dans les quartiers populaires (touchés par la violence des gangs) de Port-au-Prince	Virtuel, 30.03.2023
Milostene Castin, ARED (activiste social et environnemental)	Virtuel, 30.03.2023
Gael Pressoir, doyen de la faculté d'agriculture à l'Université de Quisqueya	Virtuel, 1.04.2023
Femme d'affaires d'Abricots	Virtuel, 12.04.2023
Nixon Boumba, militant des droits de l'homme et membre du Kolektif Jistis Min nan Ayiti (collectif pour la justice minière en Haïti)	Virtuel, 14.04.2023
Michele Ferez, consultante indépendante, auteur d'une étude de 2022 sur la sécurité alimentaire et les conflits en Haïti	Virtuel, 26.01.2023
Ulrich Assankpon, PAM	Virtuel, 01.02.2023

Jude Castra Pierre et Lili Bazin, Handicap International	Virtuel, 23.02.2023
Diego Da Rin, International Crisis Group (auteur d'une étude de 2022 sur l'insécurité et la violence des gangs en Haïti)	Virtuel, 23.02.2023
Jessica Hsu, consultante indépendante	Virtuel, 7.02.2023
Melinda Miles, consultante indépendante	Virtuel, 7.02.2023
Lunise Jules, directrice nationale pour Haïti, Mercy Corps	Virtuel, 23.02.2023
Barbara Albrecht, responsable de Misereor pour Haïti	Virtuel, 01.03.2023
Gabrielle Apollon, New York Centre for Global Justice, experte en matière de migration	New York, 28.03.2023
Yamil Corolan Thelusmond, Association Aquadev	Virtuel, 17.03.2023
Sasha Kramer, SOIL	Virtuel, 21.03.2023
Bernice Veronica Angela Robertson, responsable des affaires politiques (couvrant Haïti), Affaires politiques et consolidation de la paix, Nations Unies	Virtuel, 27.03.2023
Patrice Laventure, PNUD (expertise sur les systèmes judiciaires et les droits de l'homme en Haïti)	Virtuel, 10.02.2023
Jean Weiner, FoProBiM	Virtuel, 13.04.2023
Ancien directeur national pour Haïti, Mercy Corps	Virtuel, 24.04.2023
Jean Ronald Alexandre, Sadrac Stifleur et Yvio Georges, PNUD Haïti	Virtuel, 10.02.2023
<b>Discussions de groupe</b>	
<b>Groupe consulté</b>	<b>Lieu, date</b>
21 participants (6 femmes et 15 hommes), dont des pêcheurs et des apiculteurs, des représentants d'associations d'agriculteurs et d'organisations de la société civile, des agents municipaux et de la protection civile, ainsi que des élus locaux (CASEC).	BonBon, Grand'Anse, 12.04.2023
20 participants (6 femmes et 14 hommes) dont des pêcheurs, des représentants d'associations	Gommier, Grand'Anse, 13.04.2023

d'agriculteurs, du MARNDR, de la DINEPA et d'OSC, ainsi que des élus locaux (CASEC).	
21 participants (5 femmes, 15 hommes) dont des représentants d'associations d'agriculteurs et d'OSC	Léon, Grand'Anse, 15.04.2023
19 participants (7 femmes, 12 hommes), dont des agriculteurs, des éleveurs de bétail, des apiculteurs et des pêcheurs, ainsi que des représentants d'OSC et de l'Église catholique.	Port Salut, Sud, 23.05.2023
18 participants (7 femmes, 11 hommes) dont des agriculteurs, des éleveurs de bétail, des apiculteurs et des pêcheurs, ainsi que des représentants de l'Église catholique.	Baleine/Fonds des Blancs, Sud, 26.05.2023
14 participants (3 femmes, 11 hommes) dont des agriculteurs, des éleveurs de bétail, des apiculteurs et des pêcheurs, ainsi que des représentants de l'Église catholique.	Puits Salés/Aquin, Sud, 25.05.2023
15 participants (4 femmes, 11 jeunes hommes), dont des agriculteurs et des éleveurs de bétail, ainsi que des représentants de l'Église catholique, de la CASEC et des OSC.	Limonade, Nord, 13.07.2023
15 participants (9 femmes, 6 jeunes hommes), dont des agriculteurs et des éleveurs de bétail, des personnes impliquées dans le petit commerce et dans le secteur de l'éducation, ainsi que des représentants d'OSC.	Terrier-Rouge, Nord-Est, 12.07.2023
15 participants (tous des hommes, car il s'agissait d'un jour de marché et les femmes ne pouvaient pas y assister), dont des agriculteurs et des éleveurs de bétail, des personnes impliquées dans le petit commerce et dans le secteur de l'éducation, ainsi que des représentants d'OSC.	Trou-du-Nord, Nord-Est, 14.07.2023
16 participants (7 femmes, 9 hommes), dont des agriculteurs et des pêcheurs, des responsables de la municipalité, de la protection civile et de la santé publique, des élus et des représentants de la société civile.	Petit trou de Nippes, Nippes, 4.06.2023
57 participants (29 femmes, 28 hommes) dont des jeunes professionnels, des volontaires de la protection civile, des jeunes médiateurs et activistes pour la paix, des personnes âgées, des personnes handicapées et des responsables locaux.	Cité Soleil, Port-au-Prince 29-30.06.2023

<b>Consultations</b>	
<b>Groupe consulté</b>	<b>Lieu, date</b>
Consultation initiale avec des experts haïtiens et internationaux (dans le cadre du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti) sur l'environnement et le changement climatique.	Virtuel, 18.01.2023
Consultation initiale avec des experts haïtiens et internationaux (dans le cadre du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti) sur la sécurité alimentaire.	Virtuel, 24.01.2023
Consultation initiale avec des experts haïtiens et internationaux (dans le cadre du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti) sur les migrations et les déplacements.	Virtuel, 8.02.2023
Consultation initiale avec des experts haïtiens et internationaux (dans le cadre du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti) sur les droits de l'homme, la criminalité et la justice.	Virtuel, 13.02.2023
Présentation et discussion de l'étude avec des représentants du gouvernement haïtien	Virtuel, 6.06.2023
Discussion sur les résultats préliminaires de l'étude avec les experts du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti	Virtuel, 6.06.2023
Présentation et discussion de l'étude avec des représentants d'OSC haïtiennes	Virtuel, 23.06.2023
Discussion des recommandations avec les experts du Groupe de travail sur la sécurité climatique en Haïti	Virtuel, 5.07.2023